

ROD

Le retour du tronc commun

Reportage sur l'École internationale de Differdange, qui veut démocratiser l'accès au bac européen

Ein Gesetz für alle Fälle

Die Abgeordnetenversammlung führte eine hochwertige Debatte zur Covid-Impfpflicht. Vor allem die LSAP wollte keinen Fehler machen

Insekten-Jäger

ASTA-Mitarbeiter versuchen die Ausbreitung der Kirschessigfliege und des Japan-Käfers zu verhindern

Vers l'extradition de l'espion

Frank Schneider, ancien numéro 3 du service de renseignements, a un pied aux États-Unis

Entre l'étoile et la porcelaine

D'un bout à l'autre du Rollingergrund, deux nouveaux quartiers prévoient la création de 1 700 logements. Les plans d'aménagement sont en discussion

SUPPLÉMENT MOBILITÉ

Autoparadies

Für die Autohersteller und ihre Vertragshändler ist Luxemburg ein kleines Paradies. Daran wird auch der Umstieg auf den Elektroantrieb vorerst nichts ändern. In den vergangenen Jahren hat aber ein Umdenken in der Mobilitätspolitik eingesetzt.

Photo : Sven Becker



Le retour du tronc commun

Bernard Thomas

Reportage sur l'École internationale de Differdange, qui veut démocratiser l'accès au bac européen, notamment pour les enfants d'immigrés et de frontaliers



L'école internationale de Differdange, ce lundi

Dès ses origines en 1953, l'École européenne était perçue comme une concurrence déloyale par le système scolaire luxembourgeois. Le Grand-Duché était le dernier État membre de la CECA à reconnaître, en 1963, le baccalauréat européen comme équivalent au certificat de fin d'études luxembourgeois. « Si l'équivalence entre les deux diplômes était reconnue, il y aurait certainement à redouter un afflux toujours croissant de ressortissants luxembourgeois à l'École européenne », déclarait en 1959 le ministre de l'Éducation, Émile Schaus (CSV). Seulement trente élèves luxembourgeois étaient alors inscrits à l'École européenne, et le gouvernement ne cachait pas sa volonté de « refuser ou du moins limiter le droit des enfants luxembourgeois » à y accéder. Pas question d'« éluder » les examens de Première, dont les exigences étaient jugées « plus encyclopédiques ». Le gouvernement récitait le dogme de « l'unicité » du système scolaire, quitte à s'enliser dans un élitisme de province.

Il aura fallu attendre plus de soixante ans avant que le système luxembourgeois ne commence à s'inspirer du modèle de l'École européenne. En l'espace de seulement six ans, cinq nouvelles écoles européennes agréées, gratuites et entièrement financées par l'État, ont été créées. En 2016, l'École internationale à Differdange d'Esch-sur-Alzette (Eide) ouvre ses portes, suivie par des lycées à Junglinster, Mondorf, Clervaux et Mersch. Un nouveau continent scolaire a émergé. De nombreux professeurs luxembourgeois qui y sont parachutés se sentent déstabilisés, voire vaguement terrorisés. Ils analysent cette *terra incognita* avec les références qui sont les leurs : c'est-à-dire selon la tripartition classique-technique-préparatoire. Du coup, les écoles internationales leur apparaissent comme des lycées « pseudo-classiques », une hybridation entre l'ES et l'EST, « des chemins du moindre effort » vers le bac.

Le directeur de l'Eide, Gérard Zens, confirme que certains profs luxembourgeois se sentent désorientés à leur arrivée à Differdange : Il faudrait donc les « préparer », « encadrer » et « suivre ». Puis de relativiser : « Notre modèle est moins surprenant pour ceux qui n'ont pas été socialisés dans le système scolaire luxembourgeois ». L'*Opening manager* Zens est fils d'enseignants, a brièvement travaillé comme prof d'économie au lycée, avant de passer au ministère, où il accompagnait notamment les réformes lancées par la ministre Mady Delvaux, réformes qui allaient échouer contre le refus catégorique du corps professoral. La directrice adjointe de l'Eide, Elisabeth Da Silva Rocha, a connu un parcours moins linéaire

Plus de quarante ans après avoir été hâtivement enterrée par le CSV, la « Gesamtschoul » fait son retour discret dans le système luxembourgeois

et plus international. Fille d'un chauffeur et d'une mère au foyer portugais, elle a grandi à Troisvierges. Malgré de bonnes moyennes, elle est orientée vers le lycée technique (à Wiltz), y passe sa treizième, puis travaille comme enseignante dans l'Ösling, notamment dans le modulaire. Ayant vu « trop de barrières et de murs » (notamment linguistiques), elle part en 2004, d'abord à Bruxelles puis à Alicante travailler dans des écoles européennes, avant de revenir au Luxembourg en 2015 pour lancer l'école européenne de Differdange.

Lorsqu'en 2007, le ministère de l'Éducation donna son accord de principe pour la création d'un lycée à Differdange, on songeait encore à un établissement traditionnel, avec un enseignement classique, technique et modulaire en cycle inférieur, puis seulement classique dans les classes supérieures. Or, devenu ministre, l'ancien maire de Differdange, Claude Meisch (DP), charge son fonctionnaire Zens d'y créer « une offre » collant aux besoins de la population locale. L'économiste se plonge dans les données et constate que sur un contingent de 300 élèves differdangeois, seulement trente étaient orientés vers le classique, « et encore... chez les lusophones, ce pourcentage tendait vers zéro », tandis que quarante pour cent des élèves étaient relégués dans le préparatoire, une filière en voie de massification durant les années 2010. (Selon le dernier Bildungsbericht, « moins de vingt pour cent » des jeunes de Differdange étaient orientés vers le classique entre 2014 et 2020, contre un taux de 75 pour cent dans les communes nanties du *Speckgürtel* entourant la

capitale.) « Quand on connaît ces chiffres, dit Zens, on n'a que deux alternatives : Soit on les accepte en se disant que ces enfants sont plus stupides parce qu'ils habitent Differdange ; soit on reconnaît que l'école n'est pas adaptée aux besoins. Nous avons retenu la deuxième hypothèse ».

Pour entrer en septième année de l'Eide, il faut avoir soit le niveau du classique, soit du général (l'ancien « technique »). C'est donc une sorte de « tronc commun », qui garde les enfants unis au lieu de les trier à l'âge de douze ans. (Même si une section préparatoire existe également à l'Eide.) Plus de quarante ans après avoir été hâtivement enterrée par le CSV, la « Gesamtschoul » fait ainsi son retour discret dans le système luxembourgeois. Une revanche historique pour l'ancien secrétaire d'État socialiste à l'Éducation, Guy Linster (mort le 25 décembre dernier), qui avait tenté de l'introduire en 1979. Le corollaire de cette approche égalitaire est l'hétérogénéité des niveaux de compétences au sein des classes. De nouveau, Zens relativise : Les élèves plus avancés pourraient agir comme « multiplicateurs », ce qui, in fine, leur permettrait de « mieux intégrer le savoir ».

Les élèves de l'Eide peuvent choisir entre l'allemand, le français et l'anglais comme langues d'alphabetisation et d'enseignement. Parmi les langues enseignées dès le fondamental se trouve également le portugais (l'italien devrait s'y ajouter prochainement). « Nous considérons que le portugais est une 'vraie langue' ; ou plutôt une langue qui peut être utile », dit Gérard Zens. « Pourquoi je dis cela ? Mais parce que beaucoup le contestent, également dans la communauté portugaise. Mais nous, on considère que c'est un vrai avantage de maîtriser cette langue, pas seulement pour suivre des études au Portugal, mais également parce qu'elle est parlée par énormément de monde au Luxembourg. »

Zens évoque l'exemple de Vanessa, une lycéenne actuellement inscrite à l'Eide. Arrivée du Portugal à l'âge de dix ans, elle fut orientée vers l'enseignement technique avec la recommandation de faire des efforts en allemand et en mathématiques. Dès sa première année à Differdange, Vanessa s'inscrit à l'Olympiade mathématique, et se qualifie parmi les finalistes luxembourgeois. « Son problème, ce n'étaient visiblement pas les maths, mais la langue », conclut Zens. L'histoire pourrait paraître anecdotique, or elle illustre le nœud du problème : L'hégémonie de l'allemand comme langue d'alphabetisation et d'enseignement sabote les chances des élèves non-lusophones, et ceci dans toutes les matières.

Le moment de la vérité viendra en juin 2023, lorsque le premier contingent (quelque 70 élèves) passera son bac européen à Differdange. Les résultats de cette génération pionnière seront scrutés de près, et l'échec provoque d'ores et déjà une nervosité palpable. Gérard Zens dit espérer que le taux de réussite se situera quelque part entre 80 et 95 pour cent, c'est-à-dire entre celui des lycées classiques et celui des écoles européennes. Il paraît plutôt improbable que l'école de Differdange répliquera les scores soviétiques de ses cousines du Kirchberg et de Mamer. Car tandis que ces dernières accueillent quasi exclusivement les fils et filles des technocrates européens (dont l'inscription fait partie du package des parents), l'école de Differdange est beaucoup moins élitiste. Réunissant majoritairement les enfants des communes ouvrières du Minett, l'Eide n'est pas une école d'enfants de riches.

Or, en 2015, le projet de loi initial insistait lourdement sur le déménagement de l'Université à Belval et « l'implantation de sociétés multinationales » qui conduiraient à une « internationalisation » des populations. (Comme si celles-ci n'étaient pas « internationales » depuis un siècle.) Une offre scolaire de « qualité » serait « un élément important dans la décision d'une entreprise, d'un investisseur étranger ou d'experts scientifiques de s'installer ou non au Luxembourg ». Sur les dix dernières années, les écoles privées ont vu leur population doubler. Malgré des subsides étatiques à hauteur de trente pour cent, les minervaux sont exorbitants : 15 000 euros à la Saint-Georges et 19 000 euros à l'International School. Intégrés dans les packages salariaux, ces frais de scolarité constituent donc un réel facteur de coût pour les multinationales tentant d'attirer les « jeunes talents » au paisible Grand-Duché. Sans surprise, la création de filières anglophones dans les écoles publiques fut donc une ancienne revendication des milieux patronaux, à commencer par l'American Chamber of commerce.

À son ouverture, les édiles communaux avaient craint qu'un ovni extraterritorial ne vienne se poser sur le Plateau du Funiculaire. Le ministère promettait à la ville de Differdange que la moitié des places seraient réservées aux enfants de la commune. Même si le Conseil d'État avait rayé ces quotas régionaux du projet de loi, l'école a tenu promesse : 31 pour cent des élèves viennent de Differdange, 19 pour cent d'Esch-sur-Alzette, huit pour cent de Sanem et sept pour cent de Pétange. Entre un cinquième et un quart des élèves de l'Eide reçoivent des subventions réservées aux ménages à faible revenu.

L'Eide est également un des rares établissements dont la population inclut quelque 200 élèves frontaliers vivant en France ou en Belgique, à Audun-le-Tiche, Villerupt ou Messancy.

La composition sociale de l'école reflète en grande partie celle des villes ouvrières qui l'hébergent. En 2013, le Ceps/Instead avait identifié un « processus ségrégatif » : une « tendance des personnes vivant au Luxembourg à 'fuir' les communes urbaines [à part Luxembourg-Ville] pour s'installer dans les communes périurbaines ou à dominante rurale. » Ce « processus de différenciation socio-spatiale » fut confirmé par l'indice socio-économique publié par le Statec en 2017. Des communes « rurales » comme Reckange-sur-Mess, Mondercange ou Mamer accueillent la classe moyenne supérieure, tandis que les villes industrielles de Differdange ou d'Esch-sur-Alzette concentrent une population plus pauvre et précaire, majoritairement immigrée. (Alors que le revenu médian se situe à 2 600 euros à Differdange, il atteint 4 800 à Weiler-la-Tour.)

Les membres du comité d'élèves se disent fiers de « la diversité socio-économique et culturelle ». Thomas, un jeune Belge, trouve « remarquable » que l'Eide soit publique et gratuite : « Cela permet de contre-carrer l'élitisme des écoles européennes... Avant, elles étaient réservées aux riches et aux fils de diplomates ». Diogo est arrivé à l'âge de dix ans au Grand-Duché. Malgré son faible niveau en allemand, ce Franco-Portugais était orienté vers le classique, mais il estimait que l'école internationale et sa section anglophone étaient un choix « plus sûr » ; notamment à cause de « la modularité entre langues » qui permettrait « un mix ». Le Franco-Américain Perceval a passé deux ans dans l'école régulière, un monde qu'il a ressenti comme « très restreint » : « C'est un système luxembourgeois pour les Luxembourgeois ». Il rate sa première année au lycée classique, et décide de s'inscrire à Differdange. Fille de fonctionnaires européens, Martha aurait pu s'inscrire à l'École européenne au Kirchberg ou à Mamer, mais ses parents ont estimé important qu'elle apprenne également la langue du pays. (Malgré ce ton élogieux, les représentants du comité d'élèves critiquent les camarades « qui s'intéressent peu à l'école », n'auraient pas le « right mindset », ou ne « comprennent pas la chance qu'ils ont ».)

En 2015, le directeur Zens et la directrice adjointe Da Silva installaient les premiers bureaux de leur futur lycée à Differdange, « au dernier étage du bâtiment de l'Adem ». Ils parcouraient les écoles primaires pour informer les instituteurs, les élèves et les parents. Ce fut l'époque des commencements, des discussions enthousiasmantes, et des hiérarchies plates, et parmi la vingtaine d'enseignants qui font vécue, beaucoup en gardent un souvenir presque nostalgique. « On attirait des enseignants qui avaient choisi de tenter autre chose que le système scolaire traditionnel », dit Elisabeth Da Silva. Depuis, l'école s'est massifiée ; la croissance a été fulgurante. Entre 2016 et 2022, les inscriptions sont passées de 142 à 1 553.

Une critique récurrente est que l'école aurait été dépassée par son propre succès. Une enseignante de l'Eide évoque trois profils-types de parents inscrivant leurs enfants dans les filières francophones et anglophones : des immigrés lusophones qui auraient peur de l'alphabetisation en allemand, des expats conscients que le Luxembourg ne sera qu'un bref passage dans leur carrière internationale, ainsi que des frontaliers attirés par l'aura du bac européen. Or, il ne s'agirait pas d'une « Elite-Schoul » : la « clientèle » ne serait finalement pas si différente des autres écoles primaires à Esch et Differdange. Tout en louant un système qu'elle trouve « très, très bien », surtout parce qu'il permet aux enfants de choisir une langue première « qui leur convient mieux », elle critique « l'affluence énorme » et les classes surpeuplées (jusqu'à 25 élèves). Comme de nombreux enseignants, elle a tendance à évaluer l'école à travers le prisme linguistique. Le niveau de la deuxième langue ne serait pas comparable à celui dans l'école régulière, estime-t-elle ainsi. Quant aux connaissances en luxembourgeois (dont l'enseignement est obligatoire), elles resteraient trop souvent rudimentaires, ce qui risquerait un jour de barrer l'accès à la fonction publique.

Les syndicats firent une analyse (très commode) des écoles et filières internationales comme expression d'un projet « néolibéral » : « internationalisation » devint ainsi synonyme de « privatisation ». Ils sont quelque peu revenus de la radicalité de ces

critiques initiales. Le fait qu'au Lycée Michel Lucius, le ministère a résilié les contrats avec Pearson, un des principaux acteurs mondiaux sur le marché de l'éducation privée, y a sans doute contribué. En optant pour les écoles européennes agréées, Claude Meisch a réussi à désamorcer en partie les soupçons de « marchandisation ».

Meisch a ouvert l'école aux enseignants étrangers et frontaliers. Pour un système fonctionnant largement en vase clos, c'est une petite révolution culturelle. Les 265 nouveaux profs, embauchés sous le

statut d'employé, se distinguent de leurs collègues fonctionnarisés, que ce soit par leur formation, leur parcours ou leur habitus. (Ils s'en distinguent également par leur salaire mensuel, inférieur d'environ 750 euros.) Avant d'atterrir au Grand-Duché, certains ont connu un parcours international, « plus aventureux », dit Zens, passant par des écoles privées dans différents pays. D'autres ont décidé de quitter les écoles publiques lorraines et wallonnes : en passant la frontière, ils gagnent facilement deux fois plus. « Notre prof de chimie est française mais a travaillé en Nouvelle-Zélande ; la prof de français est belge mais flamande », relate un élève. Un autre évoque une professeure autochtone et son enseignement « Luxembourg-style » : « She writes stuff on the board and we have to copy ».

Dans les écoles internationales, certains tabous ont été abolis : Des directions ont été introduites dans les écoles fondamentales, les enseignants les plus expérimentés placés dans les classes les plus difficiles et des « native speakers » engagés sous le statut d'employé d'État. Dans les écoles « régulières », ces bastions ont jusqu'ici tenu. Il sera intéressant de voir pour combien de temps encore. La pénurie de profs-candidats en sciences dures forcera peut-être le passage des enseignants ne pouvant justifier la « maîtrise parfaite » des trois langues officielles. À moins que le ministère ne se résigne à rayer les maths, la chimie et la physique des curricula scolaires. Alors que les enseignants étrangers et frontaliers commencent à prendre leur carte aux syndicats, ceux-ci se mettent à en défendre les intérêts concrets, et cela avec un certain succès. Difficile donc de revendiquer aujourd'hui le démantèlement

d'une demi-douzaine de lycées et le licenciement de centaines d'employés d'État. L'intégration des « native speakers » pourrait ainsi paradoxalement passer par les syndicats corporatistes qui, initialement, s'étaient opposés à leur venue.

En tacticien politique, Claude Meisch a choisi d'esquiver la mutinerie qu'aurait provoquée une réforme générale de l'enseignement secondaire. La classe moyenne luxembourgeoise (dont l'enseignant constituait une sorte d'idéal-type) ne voit aucun intérêt objectif à changer un système qui a été taillé sur sa mesure. En externalisant les élèves lusophones et francophones vers les lycées interna-

tionaux ou techniques, le « classique » pourra donc survivre comme sanctuaire du trilinguisme : « Mir wëlle bléiwe wat mir sinn ».

Alors que les nouvelles écoles internationales ont poussé comme des champignons ces dernières cinq années, elles ont souvent été implantées dans des communes aisées : Junglinster, Clervaux, Mondorf-les-Bains, Mersch, Belair, pas exactement dans les hotspots sociaux. L'école internationale à Differdange pourrait donc n'être que l'exception qui confirme la règle. Les arguments en faveur des écoles européennes agréées restent tiraillés entre deux impératifs distincts : la promotion du Standort

d'un côté, et la lutte contre les inégalités scolaires de l'autre. Alors que douze pour cent des élèves du classique sont désormais inscrits dans des sections francophones ou anglophones, le ministère navigue toujours à vue. Il faudra attendre le printemps 2023 pour avoir une première analyse scientifique du nouveau complexe scolaire. Le Luxembourg Center for Educational Training (Lucet) publiera alors une grande étude sur les élèves des lycées publics internationaux, leurs backgrounds socio-économiques, leurs trajectoires scolaires et leurs compétences en maths. À quelques mois des législatives, le rapport sera forcément lu comme un bilan (une « Zensur ») du ministre Meisch. ●



Le Franco-Américain Perceval a passé deux ans dans l'école régulière, un monde qu'il a ressenti comme « très restreint » : « C'est un système luxembourgeois pour les Luxembourgeois ».



Dot eng Mask un!
Fir lech an déi Leit ronderëm lech ze schützen, drot Är Mask iwwer Nues a Mond, an zouene Raim, an de Geschäfte, am ëffentlechen Transport an an ëffentleche Gebaier.



Loost lech booster!
Maaht Är Booster-Impfung esoubal Dir d'Invitatioun dofir geschéckt kritt: ouni Rendez-vous an de Pop-up-Impfstatiounen, mat Rendez-vous an den Impffenteren a bei verschiddenen Dokter an Dokteschen.



Loosst lech impfen!
Wann Dir nach net géint COVID-19 geimpft sidd, da profitéiert vun deene villen Impfméiglechkeeten. All Informatiounen op impfen.lu.



Test lech reegelméisseg!
Maaht all Woch e puer mol en Antigen-Selbsttest oder en zertifizierten Test. Wann Ären Test positiv ass, setzt lech direkt an Auto-Isolatioun, informéiert Är enk Kontakter vun de leschten Deeg an deklariéiert Äert Resultat op covidtracing.lu.



Reduzéiert Är Kontakter!
Evitéiert Plaze wou vill Leit sinn, a profitéiert vum Teletravail wann Dir kënnt. Haalt eng Distanz vu mindestens 2 m wann Dir mat anere Leit zesummekommt.



Wäscht Är Hänn!
E reegelméisseg Wäschen oder Desinfiziere vum den Hänn bleift e wichtegt a wirksaamt Mëttel fir d'Iwwerdroe vum Virus ze verhënneren.



Lët'z fight OMICRON

OMICRON ass héich ustiechend.
Fir eis dogéint ze wieren, musse mir zesummen all d'Mëttelen notzen, déi mer hunn.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LEITARTIKEL

Evolution

Luc Laboulle

Am Dienstag will das Parlament in erster Lesung über das zweite Kapitel der Verfassungsreform abstimmen. Es behandelt die Organisation des Staats, des Großherzogs und der Monarchie, der Regierung und der Gemeinden. Eine „Revolution“ sei der neue Text nicht, sagte Berichterstatter Mars Di Bartolomeo (LSAP) vor einer Woche auf einer Pressekonferenz, dieser Begriff treffe eher auf den Verfassungsvorschlag der Linken zu, der von den anderen Parteien geflissentlich ignoriert wurde. Das Projekt von DP, LSAP, Grünen und CSV sei hingegen eine „Evolution“, um die rund 40 Mal abgeänderte Verfassung von 1868 an die liberaler gewordene Gesellschaft anzupassen. Nach den Bestrebungen der ADR und ihr nahestehenden Kreisen, das zweite Votum über das erste Kapitel durch eine Volksbefragung zu ersetzen, sieht sich das Parlament nun unter Zugzwang. Zwar verfehlten sowohl die öffentliche Petition 2007 als auch die Bürgerinitiative ihr politisches Ziel, die Reform zu sabotieren, doch die Falschinformationen, die die ADR gestreut hat, sind in Teilen der Bevölkerung auf fruchtbaren Boden gefallen. Insbesondere der Vorwurf mangelnder Bürgerbeteiligung und unzureichender Information der Öffentlichkeit blieb haften.

Deshalb hat die Kammer in dieser Woche eine Broschüre an sämtliche Haushalte verschickt, in der die Inhalte der Reform noch einmal in den drei Landessprachen erklärt werden. In einem kulturell und sprachlich vielfältigen Land ist das keine Revolution, vielleicht nicht mal eine Evolution. An den Parlamentswahlen dürfen die vielen Expats und Arbeitsmigrant/innen sich zwar nicht beteiligen, an den Kommunalwahlen aber schon. Schließlich betrifft die Verfassung nicht nur Staatsbürger/innen, sondern alle Menschen mit Bürgerrechten.

Noch verletzender als der Vorwurf fehlender Information empfindet die Kammer aber den von mangelnder Bürgerbeteiligung. In ihrer Broschüre verweist sie erneut auf das Referendum von 2015, die Kampagne Är Virschléi und eine Bürgerbefragung von Uni und TNS Ilres. Zwar wurden diese Initiativen noch im Hinblick auf den 2008 von Paul-Henri Meyers (CSV) hinterlegten Revisionsvorschlag 6030 durchgeföhrt, der 2019 von den vier großen Parteien formal verworfen und in vier Kapitel zerlegt wurde; trotz einiger Abänderungen handelt es sich aber größtenteils um den gleichen Text. Insbesondere das Referendum von 2015 war nicht unschuldig daran, dass die Reform nun lediglich eine Evolution darstellt. Wären das Wahlrecht für Nicht-Luxemburger, die Senkung des Wahlalters und die zeitliche Begrenzung der Regierungsmandate auf Zustimmung gestoßen, hätte man durchaus von einer kleinen Revolution reden können.

Schon 2015 hatte die ADR mit Unterstützung von Fred Keup eine Hetzkampagne gegen das „Ausländerwahlrecht“ geführt. 80 Prozent der Wähler/innen durften sich damals so fühlen, als hätten sie mit ihrer Stimme die Heimat vor einer „fremden Übernahme“ gerettet. Heute ist die Stimmung ähnlich aufgeheizt. Corona ist daran nicht alleine Schuld, auch die ADR trägt wieder eine Mitverantwortung. Bei den letzten Umfragen waren sie und die Piraten, die 2018 einen *Groupe technique* gebildet hatten, die Gewinner. Um eine Zwei-Drittel-Mehrheit zu verhindern, reicht es zwar nicht, doch in den kommenden 20 Monaten kann noch so manches passieren.

Deshalb wären die vier großen Parteien gut beraten, alle vier Kapitel bis Oktober 2023 durch das Parlament zu bringen. Ansonsten könnte die Reform kurz vor dem Ziel noch scheitern. Unwahrscheinlich ist das nicht, denn damit sie umgesetzt werden kann, werden noch eine ganze Reihe von Ausführungstexten und neuen Gesetzen gebraucht, die erst ausgearbeitet werden müssen. So kann die zweite Abstimmung über das Justizkapitel erst erfolgen, wenn die Gesetze über den Justizrat und den Statut der Magistrate vorliegen. Wann das sein wird, ist noch unklar. Die Zerstückelung hat sicher nicht dazu beigetragen, dass die Reformprozedur einfacher wird. Sollte nur ein Kapitel nicht angenommen werden, würde eine „unmögliche Situation“ entstehen, wie es Paul-Henri Meyers vorsichtig im *Wort* ausdrückte. Um eine institutionelle Krise zu vermeiden, wäre es womöglich klug, seinem Rat zu folgen, und alle vier Kapitel in zweiter Lesung zusammen zu verabschieden.

GESUNDHEIT

Neuer Ärzterverband

Vor ein paar Wochen wurde die Association des médecins salariés hospitaliers (AMSH) gegründet. Sie will Interessenvertretung angestellter Klinikärztl/innen und klinischer Biolog/innen sein. Nächsten Mittwoch hält sie im CHL ihre erste Vollversammlung ab, um sich vorzustellen, neue Mitglieder aufzunehmen und thematische Arbeitsgruppen zu bilden. Ihre Gründung ist bemerkenswert, weil der Ärzte- und Zahnärzterverband AMMD für sämtliche Mediziner/innen im Land repräsentativ sein will. Tatsächlich aber verteidigt die AMMD ein Modell von Krankenhausmedizin, in dem ärztliche Leistungen nach einzelnen Behandlungsakten am Patienten abgerechnet und nach Tarifen bezahlt werden, die in der mittlerweile auch in der Öffentlichkeit zu einiger Bekanntheit gelangten „Nomenklatur“ stehen. Komplexe und interdisziplinäre Arbeiten, wie sie in der Klinikmedizin immer häufiger und nötiger werden, fallen dabei schnell durchs Raster.

Die Gründung der AMSH ist deshalb nicht nur Ausdruck einer Unzufriedenheit angestellter Ärztl/innen mit ihren Arbeits- und Gehaltsbedingungen sowie damit, dass niemand ihre spezifischen Interessen vertritt. Sie ist auch ein strukturelles Phänomen, denn es stellt sich immer mehr die Frage, wie es mit der Klinikmedizin weitergehen soll. Sowohl mit der, die an CHL, CHNP, Centre Baclesse und RehaCenter in erster Linie mit angestellten Ärztl/innen funktioniert, als auch mit jener, die an den drei Akutspitälern Chem, CHDN, den Hôpitaux Schuman sowie am Herzzentrum INCCI auf freiberufliche Belegärztl/innen zurückgreift. In erster Linie aber geht die Gründung der AMSH von CHL-Ärztl/innen aus. Das lässt sich an ihrem Vorstand ablesen: Präsidentin ist die Neurologin Monique Reiff, Vizepräsident der Intensivmediziner Jean Reuter, Schatzmeisterin die Kardiologin Rougie Sow; alle drei vom CHL. Generalsekretärin Céline Louis arbeitet als Radiotherapeutin am Escher Centre Baclesse.

Dass die Initiative zur AMSH von CHL-Ärztl/innen ausgeht, überrascht deshalb nicht, weil das CHL seine Salariatsmedizin unter den geltenden Bedingungen ebenfalls über die „Jagd nach dem Behandlungsakt“ finanzieren muss, die Einnahmen aber in einen Topf fließen und von dort umverteilt werden. Angestellte CHL-Ärztl/innen verdienen deshalb im Schnitt weniger als Freiberufler/innen, und Abwehrversuche durch Belegarzt-Spitäler sind häufig. Innerhalb der Ärzteschaft ist die Gründung der AMSH von einiger Delikatesse wegen des Anspruchs der AMMD auf nationale Repräsentativität. Den Konflikt mit der AMMD suchen will die AMSH nicht und hat erklärt, sie könne sich vorstellen, die Rolle einer „porte-voix“ bei der AMMD zu spielen (Foto: Sven Becker). pf



P E R S O N A L I E N

Christophe Hansen,

für die CSV Abgeordneter in der EVP-Fraktion im Europaparlament, wurde am Mittwoch mit 576 von 676 Stimmen zu dessen Quästor gewählt. Damit gehört er der Präsidentschaft des EP an, die neben der (diese Woche gewählten) Präsidentin Roberta Metsola (EVP) 14 Vizepräsidenten und fünf Quästoren umfasst. Zuständig sind Letztere für administrative und finanzielle Fragen. Bis 2014 war die Luxemburger EVP-Abgeordnete Astrid Lulling Quästorin. pf

Paul Wirtgen,



Medizinischer Direktor des Centre hospitalier du Nord (CHDN), übernimmt den Posten des Generaldirektors von Hans-Joachim Schubert, wenn dieser in den Ruhestand tritt. Das entschied der CHDN-Verwaltungsrat am Montag. Wirtgen ist seit September 2018 Medizinischer Direktor des CHDN. Zuvor war er unter anderem fünf Jahre lang Generaldirektor der Hôpitaux Robert Schuman und sechs Jahre lang Medizinischer Direktor der Böhler-Klinik (Foto: CHDN). pf

P O L I T I K

Regelungsversuch

Mit einem Gesetzentwurf, der die Finanzierung der *Aktioun Superdrecksksécht* für die Jahre 2018 bis 2028 nachträglich auf 112 Millionen Euro limitiert, will Umweltministerin Carole

Dieschbourg (Grüne) Ruhe in die Angelegenheit bringen. Zwei Gutachten im Auftrag des Haushaltskontrollausschusses der Abgeordnetenkammer waren zu dem Schluss gekommen, dass die bisherige Finanzierungsweise des Entsorgungsbetriebs für Problemafälle gegen die Regel verstößt, nach der eine staatliche Ausgabe von mehr als 40 Millionen Euro oder über mehr als zehn Jahre eines Spezialgesetzes bedarf. Ein solches ist das *Superdrecksksécht*-Gesetz von 2005 nicht, auch nicht nachdem es 2018 verlängert wurde. Der damaligen CSV-LSAP-Regierung war das klar, als sie 2003 den Entwurf für das Gesetz von 2005 guthieß: Ein „Begleitkomitee“, dem auch die Generalinspektion der Finanzen angehörte, hatte die Finanzierungsfrage klären sollen. Ihre Lösungsformel lautete, dass der staatliche Umweltschutzfonds sich an der Finanzierung der *Superdrecksksécht* beteilige und die jährlichen Ausgaben jeweils im Staatshaushaltsgesetz festgelegt würden.

Freilich ist das *Budgetgesetz* kein Spezialgesetz im Sinne von Verfassungsartikel 99, wie sowohl der Wissenschaftliche Dienst des Parlaments als auch der Jurist Alain Steichen festgestellt haben. Aber während der Kammer-Dienst die nachträgliche Festlegung des Staatsbeitrags zur *Superdrecksksécht* in einem Spezialgesetz für ausreichend hält, um Verfassungskonformität herzustellen, hält Alain Steichen die Neuverhandlung des Vertrags mit der hinter der *Superdrecksksécht* stehenden Oeko Service Luxembourg SA (OSL) für nötig. Weil Recherchen von *reporter.lu* im vergangenen Jahr den Verdacht auf Vetternwirtschaft zwischen dem Direktor der Umweltverwaltung und dem OSL-Chef nahelegt und die *Superdrecksksécht* zur politischen Affäre für die Umweltministerin gemacht hatten, fanden auch die Oppositionsparteien Ende voriger Woche, ein nachträgliches Gesetz reiche nicht. Die CSV drohte mit einem parlamentarischen Untersuchungsausschuss. Doch dazu fehlt der Opposition die Mehrheit. pf

S T E U E R N

„Unausgegoren“

Den unter Mobilitätsminister François Bausch ausgehandelten Kompromiss zur Erhöhung der Einkommensteuerlast auf Dienstwagen findet der Mouvement écologique „unausgegoren“. Bauschs Verordnungsentwurf sieht vor, ab 2025 Dienstwagen mit Verbrennungsmotor (und sei es auch einer in einem Hybridantrieb) doppelt so hoch zu besteuern wie Dienstwagen mit Batterieantrieb bis 18 Kilowatt Verbrauch und 80 Prozent höher als größere Batterie-Dienstautos. Laut den Berechnungen des Mobilitätsministeriums wären Verbrennerfahrzeuge als Dienstwagen dann nicht mehr vorteilhafter als die private Anschaffung so eines Autos. Der Mouvement écologique dagegen behauptet, auch unter der neuen Regelung würden Verbrenner-Dienstwagen subventioniert, nur weniger stark. Und tritt dafür ein, dass in Luxemburg eine CO₂-Immatrikulationssteuer eingeföhrt werde, wie beispielsweise in Frankreich eine besteht und dort „bei einem PKW mit hohen CO₂-Emissionen durchaus einige Tausend Euro betragen“ könne, so der Mouvement écologique. pf

A R B E I T

Work-Life-Konflikte

Die Arbeitszufriedenheit sowie die Arbeitsmotivation sind zwischen 2017 und 2018 deutlich gesunken und stabilisieren sich seitdem auf einem niedrigeren Niveau. Insbesondere Eltern berichten über ein höheres Maß an Work-Life-Konflikten. Auch erhöhte mentale und emotionale Anforderungen seien seit 2017 zu beobachten. Ein Zwischenbericht der Universität Luxemburg und der Chambre des Salariés (CSL) enthält diese Angaben, die jüngst über den Quality of Work Index

Luxembourg (QoW-Index) ermittelt wurden. Vergangenes Jahr wurden die Arbeitsqualität und -bedingungen der in Luxemburg tätigen Arbeitnehmer/innen zum neunten Mal mittels telefonischer Befragungen sowie Online-Bögen erhoben. Die Auswertung hält überdies fest, dass männliche Befragte über mehr Partizipation und Autonomie im Vergleich zu Arbeitnehmerinnen berichten. Frauen hingegen fühlen sich vor Arbeitsunfällen sicherer, geben allerdings an, höhere emotionale Anforderungen erfüllen zu müssen. Bei Arbeitnehmer/innen mit Wohnsitz in Frankreich wurden überdurchschnittliche Werte bezüglich der körperlichen Belastung festgestellt; sie weisen zudem die niedrigsten formalen Bildungszeugnisse auf. Tendenziell steigt die Autonomie beider Geschlechter mit zunehmender Berufserfahrung; dabei ist zugleich zu beobachten, dass mit fortgeschrittenem Alter – sowie auch bei Personen mit Kindern – die Kooperation abnimmt. Arbeitnehmer/innen mit Vorgesetztenstatus schildern im Vergleich zu Arbeitnehmer/innen ohne Leitungsfunktion eine höhere wahrgenommene Arbeitsqualität sowie auch Berufstätige, die regelmäßig im Homeoffice arbeiten können. Frauen schätzen jedoch ihre Beförderungsmöglichkeiten geringer ein als ihre männlichen Berufskollegen. sm

Blog

Ein Gesetz für alle Fälle

Peter Feist

Die Abgeordneten­kammer führte eine hochwertige Debatte zur Covid-Impf­pflicht. Vor allem die LSAP wollte keinen Fehler machen



Langsam steigt der Impfgrad. Bei den Erwachsenen beträgt er mittlerweile 81,3 Prozent

Wahrscheinlich schauten am Mittwochnachmittag viele zu, als die Abgeordneten­kammer über die Impf­pflicht diskutierte. Nicht nur *Chamber TV*, auch *rtl.lu* und *wort.lu* übertrugen live.

Zu erleben war ein Parlament, das sich Mühe gab, nach nur einer knappen Woche Vorbereitungszeit eine hochwertige Debatte zu führen. Zu erleben war eine Regierung, die sich nicht nachsagen lassen will, in einer Krise keine Führung zu zeigen und sich von der größten Oppositionspartei treiben zu lassen. Zu erleben war insbesondere eine LSAP, die darauf bedacht war, nichts falsch zu machen. Denn sie ist die Partei der beliebten Gesundheitsministerin, die manche Sozialisten nicht nur als Spitzenkandidatin 2023, sondern als nächste Premierministerin sehen.

Derzeit ist der Moment gut, um über eine Impf­pflicht zu debattieren. Über sie schnell zu entscheiden, ist schwieriger. Die Omikron-Variante geht durchs Land, vergangene Woche war sie in 90 Prozent der vom Laboratoire national de santé analysierten Covid-positiven Tests präsent. Das Gesundheitsamt rechnet mit einem „Peak“ der Omikron-Infektionen Ende dieses oder Anfang nächsten Monats. Dass die Impfung auch vor schweren Verläufen von Omikron-Covid schützt, ist ziemlich gut belegt. Es äußert sich vielleicht auch darin, dass die Intensivbetten-Belegung in den Spitälern über die letzten zwei Wochen auf 15 abgenommen hat, denn die Mehrzahl der Intensiv-Patient/innen sind mit der Delta-Variante infiziert. Dagegen kann die Wissenschaft bisher noch wenig dazu sagen, inwie­weit eine Zweitimpfung, die nicht lange zurück­liegt, oder eine Boosterung die Übertragung von Omikron bremst. Das könnte zu 37 bis 50 Prozent klappen, aber vermutlich nicht für lange. Denn die selektive Anpassungsleistung Omikrons an den menschlichen Organismus, welche die neue Variante „wettbewerbsfähiger“ gegenüber Delta macht, besteht gerade darin, dass sie den Teil der Immunabwehr austrickst, der gegen Sars-CoV-2 schnell vorgeht. Und dies selbst dann schafft, wenn die be­treffende Person geimpft ist. Wegen dieses „Immune escape“ sind die Infektionszahlen seit drei Wochen so hoch und lagen am Mittwoch bei 2 551. Die Wel­le bremsen könnte am besten ein harter *Lockdown*.

Das will natürlich niemand. Es wäre der Wirtschaft schwer zu erklären, würde die Geimpften aus allen Wolken fallen lassen, den Schulbetrieb auf den Kopf stellen und viele Millionen Euro für *Congé pour raisons familiales* zur Kinderbetreuung kos­ten. Doch dass die Spitäler weniger belastet sein werden, weil die Omikron-Variante vergleichswei­se milde Erkrankungen hervorruft, ist nicht ausge­macht. Denn während die Intensivbettenbelegung mit Covid derzeit rückläufig ist, steigt die in der Normalversorgung der Kliniken langsam, aber stetig. Das könnte sich als typisch für eine Virusvari­ante erweisen, die leichtere, aber mehr Infektionen verursacht. Und: Auch in der Normalversorgung kann es sein, dass Covid-Patient/innen Sauerstoff gegeben werden muss. Die Feststellung unter dem

Schnell ließ die Regierung sich ein Expertengutachten schreiben, um es dann „alternativlos“ befolgen zu wollen. Die CSV war ausmanövriert

Strich lautet wahrscheinlich: Ein *Lockdown* müsste durchgehalten werden, bis es wieder wärmer wird, vielleicht bis Ende Mai. Eine Impf­pflicht, selbst wenn sie schnell beschlossen und in Kraft gesetzt würde, käme zu spät, um Omikron noch viel ent­gegensenzen zu können. Die Diskussion um diesen Solidar-Akt hätte am besten vor den letzten Som­merferien geführt werden müssen.

Und so ist es bestimmt nicht falsch, sie jetzt begon­nen zu haben, um vielleicht in drei Monaten ein Impf­pflicht-Gesetz zu verabschieden und auf die nächste kalte Saison vorbereitet zu sein. Erstaun­lich, aber typisch für die Covid-Improvisationen der Regierung ist dabei, dass die für die wissen­schaftliche Vorbereitung der Debatte bestellte fünfköpfige Expertengruppe nur eine knappe Woche Zeit erhielt. Da war es nicht überraschend, dass das Gremium zum Schluss kam, eine Ver­pflichtung für die über 50-Jährigen (weil sie sta­tistisch gesehen besonders gefährdet sind) und das Gesundheits- und Pflegepersonal (weil es mit Vulnerablen umgeht), liege am nächsten. Andere Optionen zu untersuchen, darunter die Impf­pflicht für alle Erwachsenen, fehlte der Gruppe die Zeit, also ging sie pragmatisch vor.

Premier Xavier Bettel freilich wollte für die Debatte am Mittwoch von den Abgeordneten per Fragebo­gen wissen, ob eine Impf­pflicht am besten ab 18, ab 50 oder ab 60 Jahren, oder vielleicht ab 16 oder so­gar schon ab 14 eingeführt werden sollte. Niemand konnte das beantworten. Als der Premier in der Kammer erklärte, die Regierung habe beschlos­sen, es machen zu wollen, wie die Experten empfehlen, und das „alternativlos“ nannte, protestierte CSV-Sprecher Claude Wiseler nur mit einem „ich finde das erstaunlich“. Ihm war klar, dass die Regierung kraft ihrer Mittel als Exekutive die Führung beim Thema Impf­pflicht nun übernommen hatte. Aus­manövriert, stimmte die CSV, die seit zwei Monaten für „eine allgemeine Impf­pflicht ab 18“ eintritt, der Version der Regierung als „erste Etappe“ zu.

Die Impf­pflicht lediglich für Ältere und Gesund­heits- und Pflegeberufler sei auch aus juristischen Gründen besser, erklärte Justizministerin Sam

Tanson (Grüne): Die Einschränkung des körperli­chen Selbstbestimmungsrechts müsse zielgerichtet sein, um die Impf­pflicht möglichst wenig angreif­bar zu machen. Vermutlich wird über diese These noch weiter diskutiert werden. Sanitär könnte für eine Impf­pflicht schon ab 18 Jahren ebenfalls etwas sprechen – falls die Virusvariante, die nach Omikron kommt, vor allem Jüngere befällt, was niemand wissen kann. In Deutschland führt derzeit schon Omikron zu mehr Klinikeinweisungen von Kin­dern als Delta: einfach wegen des höheren Infek­tionsdrucks in der Gesellschaft.

Sanitäre Notwendigkeit, ethische Erwägungen, juristische Verhältnismäßigkeit veranlassten am Mittwoch alle Redner/innen zur Reflektion. Selbst Fernand Kartheiser von der ADR erging sich erst gegen Ende seiner Rede in eine Tirade gegen ei­nen Abbau von Klinikbetten, der unter LSAP-Gesundheitsministern stattgefunden habe. Vorher listete er Bedenken gegen eine Impf­pflicht auf, die bei weitem nicht nur „Schwurblereien“ waren und nicht gegen die Impfung gerichtet. Vielleicht sam­melte er gerade dadurch Punkte für seine Partei.

Besonders gefordert war die LSAP: Wie auch immer die Impf­pflicht-Diskussion weitergeht, welches Gesetz in Kraft gesetzt wird und welche Auswirkungen das auf die Corona-Seuche hat – es wird vor allem der LSAP-Gesundheitsministerin nützen oder schaden.

Und so kostete es LSAP-Fraktionspräsident Yves Cruchten einige rhetorische Mühe, die Position seiner Fraktion mit der von Paulette Lenert abzu­gleichen. Zum einen, weil die Gesundheitsminis­terin eher eine akribische Beamtin denn eine vopre­schende Politikerin ist und ihr schon am Montag im Regierungsrat so viele Zusatzfragen zur Impf­pflicht eingefallen waren, dass die Runde in dieser Sitzung noch nicht, wie eigentlich geplant, zu einer gemeinsamen Position fand.

Zum anderen wird es die Gesundheitsministerin sein müssen, die die sanitäre Situation bis zum In­kraftsetzen einer Impf­pflicht überwachen lässt und bis von der Verpflichtung tatsächlich Gebrauch gemacht wird. Was vom Zeitpunkt her nicht un­bedingt dasselbe ist, und in der Zwischenzeit muss vielleicht nachjustiert werden. Einen verbesserten Impfstoff gibt es dann vielleicht auch; es heißt, er komme womöglich im zweiten Quartal. Und wenn es außerdem zutrifft, dass die Impf­pflicht juristisch einer Untermauerung bedarf, weil demonstriert werden muss, was sie wahrscheinlich bringen wird, dann muss diese Projektion in die Zukunft ebenfalls die Gesundheitsministerin verantworten. Weil das ziemlich viel verlangt ist, denn die näch­ste kompetitive Sars-CoV-2-Mutation kennt noch niemand, ruderte Yves Cruchten am Mittwoch mit der „Impf­pflicht, wenn nötig“. Die Option, sagen zu können, es nicht übertrieben zu haben, falls dieses Jahr ein kleines Wunder geschieht, die gan­ze Seuche abflaut und die Impf­pflicht überflüssig werden sollte, steckt darin natürlich auch. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Regressive Rebellen

Ohne Parteien und Gewerkschaften gehen seit Monaten Hunderte oder Tausende spontan auf die Straße. Sie rebellieren gegen Hygienevorschriften. Sie nennen sich Opfer einer Verschwörung von Regierung, Presse und Wissenschaft. Die Regierung diagnostiziert einen Fall akuter Begriffsstutzigkeit.

Das Gegenteil ist wahrscheinlicher: Es gab schon vor der Covid-Seuche einen Teil der Gesellschaft, der sich vom Staat vernachlässigt fühlte. Der sich nicht mehr mit ihm identifizierte. Dieser stumme Protest wurde in der politischen Gewinn- und Verlustrechnung zwischen Startups, Investitionsfonds und Elektromobilität als soziale „frais divers“ verbucht. Er drückte sich in einer Stimmabgabe für die ADR, die Piratenpartei oder in weißen Stimmzetteln aus. Die Seuche wurde zum Katalysator. Sie trieb die Unsichtbaren auf die Straße und machte sie sichtbar. Vom Bürgersteig applaudiert die ADR.

Der Soziologe Robert K. Merton entdeckte, dass viele Menschen am Widerspruch zwischen den „culturally defined aspirations and socially structured means“ litten. „The extreme emphasis upon the accumulation of wealth as a symbol of success“ stehe im Widerspruch dazu, dass „the actual social organization is such that there exist class differentials in the accessibility of these common success-symbols“ („Social Structure and Anomie“, *American Sociological Review*, 1938, S. 674).

Neben ökologisch oder liberal bewegten Bürgern stellen „regressive Rebellen“ einen wichtigen Teil der Demonstrierenden. So nennen die Soziologen Maurits Heumann und Oliver Nachtwey Leute, die in der Leistungs- und Konkurrenzgesellschaft nicht den beruflichen Erfolg oder das Familienglück genießen, auf die sie ein Anrecht zu haben glauben. „Da ihnen die institutionellen Wege des gesellschaftlichen Aufstiegs und persönlichen Glücks nicht (mehr) zugänglich sind, suchen sie nach alternativen Wegen, diese Ziele zu erreichen. Ihr wiederholtes Scheitern führt jedoch dazu, dass sie die Institutionen und schließlich die gesamte soziopolitische Ordnung ablehnen“ („Regressive Rebellen“, in: Katrin Henkelmann e.a., *Konformistische Rebellen*, Berlin, 2020, S. 393).

Die Rebellen wollen sich nicht für ihr Schicksal verantwortlich fühlen. Sie

erklären sich mit viel Pathos zu Opfern finsterner Mächte: „[T]heir compulsiveness has reached the stage of fanaticism“, schrieb Theodor W. Adorno über Menschen, die heute als Schwurbler beschimpft würden. „In order to confirm to each other their pseudoreality, they are likely to form sects.“ Die Sektentempel stehen derzeit bei *Facebook*, *Twitter* und *Telegram*. „A significant social trait is semi-erudition, a magical belief in science. [...] They can hardly be expected above a certain educational level, but also rarely among workers“ (*The Authoritarian Personality*, New York, 1950, S. 765).

Die Covid-Seuche wurde zum Katalysator, der die Unsichtbaren auf die Straße trieb und sichtbar machte

Der trotzigte Ruf nach grenzenloser „Liberté!“ des Einzelnen ist für Heumann und Nachtwey „vor allem eine Zurückweisung des Ichs, das das Realitätsprinzip dem Es gegenüberstetzt. Sie wollen keinerlei Beschränkung in ihrem Handeln, keinerlei Beschränkung in der Lust des Ressentiments“ („Autoritarismus und Zivilgesellschaft“, *IFS Working Paper* #16, 2021, S. 64). Auch keine Beschränkung durch Mundschutz, Impf­pflicht oder eine neue Verfassung.

Diese Entfremdung spiegelt „weitgehend das Wesen einer Warenwirtschaft wider, in der der Mensch als Produzent und Konsument von Waren und nicht als Subjekt seiner Gesellschaft erscheint“, meint Adorno. „Blindheit gegenüber objektiven Gesetzmäßigkeiten und, letztendlich, das Verdrängen von Erkenntnissen, die die Harmonie zwischen Gesellschaft und Individuum stören, sind selbst Produkte des Wirtschaftssystems. Zwangsläufig sind die Menschen so irrational wie die Welt, in der sie leben“ (*Bemerkungen zu „The Authoritarian Personality“*: Berlin, 2019, S. 45). ● Romain Hilgert



Die Menschen sind so irrational wie die Welt, in der sie leben



Die Liste der EU-Kommission erfasst 250 Quarantäne-organismen, die der Pflanzenschutz-beauftragte im Auge behalten muss

Insekten-Jäger

Stéphanie Majerus

ASTA-Mitarbeiter versuchen die Ausbreitung der Kirschessigfliege und des Japan-Käfers zu verhindern. Sie sind Schadorganismen, die Obst und Ackerpflanzen vernichten

Er sieht eigentlich ganz unscheinbar aus. Von der Farbschattierung ähnelt er dem Kartoffelkäfer, allerdings ist er etwas kleiner. Aber ähnlich genüsslich frisst er sich den Ranzen an europäischen Kulturpflanzen voll : der Maiswurzelbohrer. Während dieser Blattkäfer sich in Maiswurzeln reinbohrt, dokumentieren ihn EU-Beamte und Entomologen. Auch die hiesige Pflanzenschutzbehörde der ASTA (Administration de services techniques de l'agriculture)sucht nach seinen Spuren, – bisher aber bleibt er unentdeckt. Das Insekt tauchte zu Beginn des Jahrtausends in Europa auf und wurde als unter Quarantäne zu bringender Organismus eingestuft. Seit 2013 ist diese Quarantäneregel aufgehoben – die Ausbreitung des Maiswurzelbohrers ist nicht mehr zu bändigen. Im ungünstigsten Fall können seine Larven Mais, Soja, Sonnenblumen und Kürbisse derart schädigen, dass deren Nährstoffaufnahme verhindert wird. Dann kommt es zu Ertragsseinbußen, wie 2009 in der Lombardei, wo 30 Prozent der Ernte ausfiel.

Obstbauern sind ihrerseits mit einem anderen Insekt beschäftigt: der Kirschessigfliege. Die Liste an Früchten, die sie beschädigen kann, ist lang, von Kirschen, Himbeeren, Pfirsichen, Pflaumen, über Aprikosen und Trauben sind mediterrane und für unsere Breitengrade bekannte Früchte dabei. Der taxonomische Begriff der Fliege, *Drosophila Suzukii*, verrät ihre japanische Herkunft. Wie der Maiswurzelbohrer und der Kartoffelkäfer ist auch die Kirschessigfliege eine invasive Spezies; also ein Organismus, der über den globusumspannenden Transportmittel wie Flugzeuge oder Schiffe, unintendiert außerhalb ihres natürlichen Verbreitungsgebiet verfrachtet wurde. In ihren neuen ökologischen Nischen können sie sich anschließend zumeist ungehindert ausbreiten, weil sie keine natürlichen Feinde besitzen.

Im Raum verteilt stehen und liegen Insektenfallen; schön sichtbare in gelb und grün, damit die Käfer die Fallen aufgrund ihrer leuchtenden Farben mit Blüten verwechseln. Trichter stehen neben einem Waschbecken, Handschuhe hängen an einem Haken, zwei robuste Mikroskope stehen auf dem Tisch. Der Pflanzengesundheitsinspektor Julien Reiners analysiert Pflanzenkrankheiten im Labor

des ASTA-Pflanzenschutzdienstes; diese Krankheiten können durch Mikroorganismen und Viren verursacht werden oder über Insekten, die als Vektoren für bestimmte Pflanzen-Pathogene fungieren. Auf dem Tisch steht ein Fläschchen in der 5 Millimeter lange, abgestorbene Larven schwimmen. „Es handelt sich um in Südeuropa bereits gängige Fruchtfliegen – sie sind also nicht quarantänepflichtig. Die Larven stammen aus Mangos, die letzte Woche per Flugzeug aus Südamerika kamen“, erläutert Reiners den Befund der Stichprobe. Obwohl fast täglich kontrollpflichtige Ware aus Drittländern eintrifft, werden selten quarantänepflichtige Krankheitserreger oder -Vektoren entdeckt. Letztes Jahr gab es einen Fall: Jackfruits aus Mittelamerika enthielten eine Schildlaus-Art. Die Verbreitung des Organismus musste dann schnellstmöglich verhindert werden; die Jackfruits wurden eingefroren und zu einer Verbrennungsanlage transportiert. Die Liste der EU-Kommission erfasst 250 Quarantäneorganismen, die der Pflanzenschutzbeauftragte im Auge behalten muss; hierfür werden Schnittblumen, Holzproben, Samen, Gemüse oder Obst aus nicht-europäischen Gebieten untersucht.

Eine unkontrollierbare Schädlingausbreitung kann durch die aktuellen klimatischen Schwankungen beschleunigt werden, wie die EFSA, Europäische Behörde für Lebensmittelsicherheit, festhält. Andrew Ferrone, promovierter Klimatologe und Luxemburgs Vertreter beim Weltklimarat, breitet Statistiken auf einem Tisch in der ASTA-Zentrale aus. Aus der Skalierung lässt sich herauslesen, dass die Temperaturen von 1991-2020 im Vergleich zu den vorherigen Erhebungen von 1860-1990 um 1,6°C gestiegen sind. „Und diese Entwicklung wird sich in den nächsten 20 bis 30 Jahren fortsetzen, selbst wenn die globalen Treibhausgasemissionen in den nächsten Jahren drastisch gesenkt werden“, situiert Andrew Ferrone seine Statistiken. Die Diagramme zum mittleren Niederschlagswert pro Jahr zeigen ihrerseits auf den ersten Blick kaum schwankende Berechnungen. Erst beim zweiten Blick, beim Hineinzoomen auf die saisonalen Unterschiede werden die Herausforderungen deutlich: Starke Abnahme im Frühjahr, leichte Zunahme im Winter und ein

Eine unkontrollierbare Schädlingausbreitung kann durch die aktuellen klimatischen Schwankungen beschleunigt werden

Anstieg an Starkniederschlags-Ereignissen sowohl im Sommer als im Winter. „Hinzu kommt eine zunehmende Sonneneinstrahlungsdauer und Hitze, die eine erhöhte Pflanzen-Transpiration und somit eine deutlich verringerte Wasserverfügbarkeit mit sich bringt,“ ergreift Marc Weyland, Direktor der ASTA, das Wort. Und Andrew Ferrone schiebt ein weiteres Diagramm über den Tisch, das eine Zuspitzung der Dürreperioden für die Monate April bis November in den letzten drei Dekaden veranschaulicht.

Aus den Feldern von Ospern im Kanton Redingen kommt eine ähnliche Beobachtung von Bauer Tom Goedert, aber in einer weniger förmlichen Sprache: „Es fehlt vorn und hinten an Wasser.“ Der Anbaukalender würde immer häufiger zu einer Lotterrie; die Schwankungen immer unvorhersehbarer: Wird es übermäßig nass oder staubtrocken? Die Temperaturunterschiede seien auch während den unterschiedlichen Jahreszeiten viel zu wechselhaft. „Du kanns dech op näischt méi verlossen“, fasst der Leindotter-, Senf- und Mariendistelöl-Produzent seine Erfahrungswerte der letzten Jahre zusammen.

Nun taucht ein neues Bild auf dem Tisch in der ASTA auf: Schematisch abgebildet ist die Ver-

wurzelung der Luzerne, eine Futterpflanze, deren Wurzeln bis zu vier Meter tief wachsen. Damit reichen ihre Wurzeln fast fünf mal tiefer als bei herkömmlichen Arten des Grünlandes. „Die Luzerne spielt in einer ganz anderen Kategorie; das ist spektakulär“, betont der ASTA-Direktor. So ein Tiefwurzler könne der Trockenheit besser trotzen. „Ein vielfältigerer Kulturanbau an einem Standort, müsste ein Lösungsweg sein, um Extreme auszubalancieren“, meint Marc Weyland. Die ASTA untersucht ebenfalls, ob es sich nicht lohne, Futterpflanzen anzubauen, die direkt zu Beginn des Frühjahrs viel Ertrag bringen. Darüber hinaus werden Anbauteests mit Lupinen oder beispielsweise mit der vornehmlich in Afrika und Südeuropa beheimateten wärme- und lichtaffinen Sorghumhirse durchgeführt. „Aber so richtig klappt es mit der Sorghumhirse noch nicht“, konzediert Philippe Thirifay, Leiter der Abteilung für Pflanzenbau der ASTA.

Am Lycee Technique Agricole wird ebenfalls mit Mischkulturenanbau rumexperimentiert und unter anderem Getreide neben Leguminosen ausgesetzt. Doch in Gilsdorf hält sich der Optimismus in Grenzen: „Der Handel ist nicht abgestimmt auf diese Art des Anbaus; Abnehmer verlangen gewisse Standards und Normierungen. Die Trennung von gemischten Ernten verlangt hohe Investitionen in Maschinen sowie zusätzliche Arbeit in den Betrieben – eine Belastung, die man Landwirten nicht von heute auf morgen aufbürden kann“, behauptet Guy Reiland, Direktionsmitglied am LTA.

Die zunehmende Hitze bringt jedoch nicht allen gängigen Ackerpflanzen Nachteile. „Die Trockenperioden und Winterfeuchtigkeit begünstigen das Weizenwachstum im Ösling“, so Philippe Thirifay. Guy Reiland sieht das ähnlich: „Der Ackerbau ist toleranter gegenüber Hitze als das Grünland, das schnell verdorrt. Womöglich werden sich neue Kulturen wie Soja oder Sonnenblumen in den kommenden Jahren durchsetzen. Aber auch die Hartweizenwinterung ist an mildere Winter angepasst; er könnte sich in den kommenden Jahren durchsetzen, da seine Nachfrage in der Nudel-Produktion groß ist.“

Zu hohe Temperaturen im Winter bedeuten allerdings, dass sich Blattläuse, die einen Virenbefall auslösen, tendenziell schneller ausbreiten, – diese Annahme geht dem Pflanzengesundheitsinspektor Julien Reiners durch den Kopf. Der Landwirt Tom Goedert bestätigt seinerseits diese Einschätzung: „Das Ungeziefer stirbt im Winter nicht mehr ab, meine Felder werden überrannt von Insekten. Auch die Mäuse bleiben länger aktiv und fressen immer größere Quantitäten von meinem Acker.“ Einen Rückgang der Ernteerträge lassen sich den ASTA-Statistiken allerdings nicht entnehmen: „Während in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts die Produktion durch bessere Pflanzenzuchtverfahren, Düngermittel und Technik erhöht wurden, sehen wir seit einigen Jahren eine schwankende Stagnation.“

Dass es zu kurz gedacht ist, sich im Klimawandel-Kontext nur über fleißig keimende Weizensamen im Ösling zu freuen, weiss man in der ASTA auch: „Wir befinden uns in einem globalen Markt, wenn Ressourcen oder Rohstoffe irgendwo knapp werden, wird das ganz sicher einen Impakt auf Luxemburg haben“, so Weyland. Ob es in den kommenden Dekaden zu Lebensmittelengpässen kommen könnte? In der ASTA bleibt man vage. Dort wo die Vorhersagen vage bleiben, besetzt häufig Hollywood die Fantasie. Millennials mögen dann an den Film *Interstellar* (2014) von Christopher Nolan denken. In dem Science-Fiction Blockbuster ist das Überleben der Menschheit in einer zeitlich nicht definierten Zukunft gefährdet, da durch sich ausbreitende Pflanzenkrankheiten Ernten ausfallen. Frühere Generationen erinnern sich womöglich an den Film *Soylent Green*. Der 1973 gedrehte Science-Fiction spielt im New York des Jahres 2022 und thematisiert eine Nahrungsmittelproduktion, die zunächst aufgrund aufgebrauchter Ressourcen rein industriell-künstliche Erzeugnisse anbietet und schließlich nicht mehr davor zurückschreckt, Leichen zu verarbeiten.

Erstaunlich, dass einem spontan nur zwei Science-Fiction-Filme einfallen, die eine Lebensmittelknappheit aufgreifen, ist doch die Menschheitsgeschichte durch Nahrungsmangel geprägt. Und auch im Jahrhundert der industriellen Landwirtschaft, dem 20. Jahrhundert, kam es in den Kriegsjahren immer wieder zum Zusammenbruch des Lebensmittel-Verteilungssystems. Im kollektiven Gedächtnis waren damals vielleicht noch die großen Hungerepidemien von 1844-1849 präsent, die durch die Kartoffelfäule verursacht wurden. In Irland starben über eine Million Menschen. Die akuteste Hungersnot herrscht derzeit in Madagaskar; mehr als eine Million Menschen leiden Hunger, da es im Süden des Landes seit Jahren nicht mehr geregnet hat.

Am ASTA-Konferenzstisch schwankt das Gespräch wieder hin zu Pflanzenkrankheiten und -Schädlingen. Mittlerweile wundert sich Marc Weydert über rezent sich ausbreitende Insekten: „Den Buchsbaumzünsler, den gab es früher in unseren Breitengraden nicht. Der frisst in Versailles den Buchsbaum kahl!“. Tatsächlich soll er bereits ein Viertel des jahrhundertealten Bestandes zerstört haben. Die gebietsfremde Art wurde erstmals 2007 in Weil am Rhein dokumentiert. Mittlerweile sind europaweit 80 Prozent der Bestände betroffen. „Mit Sicherheit werden noch weitere Schädlinge und Quarantäne-Krankheiten auftreten, das ist unvermeidbar“, ist sich Weyland sicher. Philippe Thirifay vermutet, dass das Bakterium *Xylella fastidiosa*, das seit 2013 zuvorderst in Italien ein großflächiges Olivenbaumsterben verursacht, den hiesigen Weinreben zusetzen könnte. „Wir haben hierfür keine Antibiotika wie beim Menschen; die Wirtspflanzen sind der Krankheit ausgeliefert“, kommentiert Thirifay die Gefahr.

Die EFSA warnt ihrerseits vor dem Japan-Käfer (*Popillia japonica*), der als einer der 20 bedeutendsten Schadorganismen gilt. Unter den derzeitigen klimatischen Bedingungen ist eine beschleunigte Reproduktion des Käfers begünstigt. Von Maispflanzen, über Steinobstbäume, Reb- und Laubbäume befällt er über 300 Arten. 2021 wurde er erstmals nördlich der Alpen in Basel gesichtet; wahrscheinlich handelt es sich um einen *Hitchhiker*, der sich über den Warentransport weiterverbreitet hat. Eine gewichtige Ausbreitung konnte aber bisher verhindert werden. Um eine mögliche Verbreitung des Japan-Käfers in Luxemburg zu überwachen, setzt Julien Reiners diesen Sommer wieder Lockstofffallen aus – in der Nahe vom Flughafen, dem Hafen in Mertert und Weinbaugebieten. Eigentlich müssten ihm alle Einwohner als Käfer-Jäger zur Seite stehen, denn seit 2019 hält eine EU-Verordnung fest, dass jede Person, die diesen Quarantäneorganismus sieht, den Fund schnellstmöglich bei der ASTA meldet. Allerdings weiß außer ein paar naturkundlich Interessierten kaum jemand über die Existenz dieses Käfers Bescheid; darüber hinaus ist er leicht mit einem Gartenlaubkäfer zu verwechseln. Damit zumindest Winzer, Landwirte und im Gartenbau Tätige ihn identifizieren können, bringt die ASTA demnächst eine Broschüre in den Druck. ●



La cheminée, trace romantique du passé industriel du site, sera préservée



Les voitures ne pourront plus circuler sur ce tronçon de la route d'Arlon (ici en 2017)

De l'étoile à la porcelaine

France Clarinval

D'un bout à l'autre du Rollingergrund, deux nouveaux quartiers prévoient la création de 1 700 logements. Les plans d'aménagement sont en discussion

Vœu pieux C'est une sorte de monstre du Loch Ness : des années qu'on en parle, mais personne n'en voit le bout. L'aménagement de la Place de l'Étoile figurait déjà à l'agenda d'une jeune Bourgmestre nommée Lydie Polfer en 1989. À l'époque, elle espérait (déjà) que les plans pourraient être mis en œuvre « le plus tôt possible ». Deux autres bourgmestres et trois plans plus tard, elle a réitéré ce vœu pieux mardi soir au Tramsschap lors de la présentation publique du nouveau-nouveau-nouveau projet de Plan d'aménagement particulier (PAP). En trois décennies, les presque trois hectares de terrains ont changé plusieurs fois de mains, avec des fortunes diverses pour ceux qui les avaient acquis (lire notamment *d'Land* du 18.09.2020). L'entrée ouest de la capitale est devenue un symbole des dérives du marché immobilier spéculatif et un objet de litige qui a donné des sueurs froides aux édiles successifs.

Votées par le Conseil communal le 17 décembre dernier, trois modifications* du Plan d'aménagement général (PAG) sont soumises à l'appréciation des citoyens qui ont un mois (jusqu'au 10 février) pour introduire leurs réclamations. La présentation publique des projets est un exercice imposé par la loi quand le PAG est concerné. Un exercice auquel Lydie Polfer est rodée (elle a fait la tournée des quartiers pour la présentation du PAG en 2017) et où elle sait qu'elle est attendue. « On pouvait bien s'imaginer qui serait dans la salle et avec quelles questions », souffle un collaborateur. Parmi la cinquantaine de personnes, quelques riverains se succèdent derrière un micro chevrotaient pour dire leurs inquiétudes voire leurs exaspérations. Dans un réflexe assez nimbyen, la hauteur des bâtiments, la densité de logement et le stationnement des bus sont les principales contestations entendues. Si le prix des futurs logements n'est pas encore connu, le risque de ne trouver que « des appartements de luxe » est aussi pointé. La même raison a poussé les deux conseillers communaux Déi Lénk à s'abstenir lors du vote. La bourgmestre dégage un argument à la Ponce Pilate : « ce sont des terrains privés, on ne peut pas obliger le propriétaire à faire plus que ce qu'exige la loi : Dix pour cent des surfaces construites sont réservées au logement abordable ». Elle termine avec un avertissement : « Si les objections ne peuvent pas être prises en compte, le dossier finira devant le tribunal, avec un risque d'appel. Cela pourrait signifier un retard de deux ans ou deux ans et demi avant que la construction commence. »

Dix pour cent Les apparences sont peut-être trompeuses : les illustrations présentées par les promoteurs (par la voix d'Olivier Zirnheld de Schroeder&Associés, Marc Giorgetti est resté assis discrètement, aux cotés des architectes de architecture + aménagement) donnent à voir à des immeubles, plutôt clinquants et luxueux : terrasses et penthouses, toits végétaux, grandes baies vitrées, parallélépipèdes superposés... Ces images de synthèse sont destinées à attirer les investisseurs, pas à rassurer ceux qui n'ont pas les moyens d'accéder au marché ordinaire. Rien ne dit d'ailleurs si le maître d'ouvrage, Silver Etoile C 2007 (via Abu Dhabi Investment Authority), va vendre ou louer ses espaces. Le projet actuel suit la tendance du marché en inversant la proportion de logements et de commerce par rapport au plan Chapman-Taylor de 2010. Cela nécessite une modification ponctuelle du PAG pour augmenter le pourcentage de surfaces constructibles à affecter obligatoirement

Ensemble, ces deux projets comptabilisent environ 1 700 logements, soit un potentiel de quelque 4 000 habitants. Réserver dix pour cent de logements abordables semble peu ambitieux

au logement. Le projet prévoit un maximum de cinquante pour cent de logements (douze pour cent dans le plan précédent), 37 pour cent de bureaux (31 pour cent) et treize pour cent de commerces (57 pour cent). Entre 730 et 935 logements seront ainsi réalisés sur les quatre parcelles. La typologie des logements n'est pas encore précisée, mais l'obligation légale de réserver dix pour cent des surfaces au logement abordable sera respectée à travers les quatre îlots qui s'organisent de part et d'autre de la route d'Arlon. Pour éviter l'effet massif redouté et critiqué, les constructions sont montées comme une pyramide : les immeubles construits en limite de rue, afficheront des hauteurs basses alors que des hauteurs plus hautes seront attribuées aux immeubles situés au centre du projet. Les immeubles compteront entre quatre et quinze niveaux.

Le nouveau quartier est organisé autour d'une place qui deviendra une zone réservée aux piétons, cyclistes (on annonce une connexion aux pistes cyclables existantes et un marquage au sol spécifique) et au tram. Une deuxième ligne de tram devrait voir le jour avec un trajet vers Strassen pour desservir notamment le nouveau quartier Stade et le CHL. Une gare pour les bus sera créée en sous-sol. Cette fermeture au trafic routier de la fin de la route d'Arlon implique une déviation à partir du carrefour rue de Rollingergrund / Square de New-York pour rejoindre le Boulevard Grande-Duchesse Charlotte (et vice versa). Les plans prévoient une « tranchée couverte » (que certains appellent déjà tunnel), construite en surface, au niveau du rez-de-chaussée et qui passera par endroits en-dessous des bâtiments à vocation résidentielle. « Afin d'assurer une intégration des entrées et sorties du tunnel dans son environnement et d'assurer une qualité de vie optimale pour les résidents installés dans les immeubles situés au-dessus du tunnel, tant d'un point de vue sonore qu'olfactif, un aménagement technique et paysager devra être réalisé », rassure le texte justificatif.

Ancienne usine Quelques kilomètres plus bas, en descendant le Rollingergrund, avant d'arriver à la place D'Argent, le site du PAP « Faïencerie » est aussi à l'état de friche. C'est une moins longue

histoire urbanistique qui prévaut au projet actuel, mais il a quand même fallu passer par des instrumentalisation politiques qui ont fait grincer quelques dents. Pendant 175 ans, Villeroy et Boch a produit de la porcelaine, ce jusqu'en 2007. L'usine est progressivement démantelée depuis 2010. La reconversion du site a imposé un changement radical d'affectation sur le PAG pour reclasser la zone industrielle en zone mixte où le logement est possible. La Ville de Luxembourg a également acheté une partie des terrains à Villeroy&Boch, offrant ainsi à l'ancien industriel les moyens de dépolluer le site. Aujourd'hui, la volonté de densifier l'habitat entraîne, ici aussi, une modification du PAG pour passer de 65 à 95 logements par hectare et donc une utilisation plus rationnelle du sol. On arrive ainsi à 810 logements contre les 554 prévus initialement à sur les 8,5 hectares du site.

Si un seul PAP englobe tout le nouveau quartier, trois propriétaires sont concernés. La Ville de Luxembourg est propriétaire de 3,1 hectares, Villeroy&Boch a gardé 1,5 hectare autour du château et un consortium de promoteurs (ICN, Tralux et Besix Red) possède les 3,6 hectares restant. La planification urbaine du site a été élaborée par les bureaux Fabeck Architectes et KSP Jürgen Engel Architekten avec la volonté de créer un quartier ouvert et diversifié. « Avant le démantèlement de l'usine, tout le long de la route était comme un mur, une façade fermée », relate l'architecte. En créant divers îlots d'immeubles, elle entend rendre le site « perméable ». L'idée maîtresse de ce PAP est de confier la réalisation de ces bâtiments à différents architectes (les promoteurs privés ont déjà choisi trois bureaux en plus des deux précités, Moreno, Stdm et Jaspers-Eyers) pour donner une impression de ville « cohérente et diversifiée à la fois », avec des hauteurs variant entre trois et huit niveaux, de la circulation et des espaces verts entre eux.

80 pour cent des surfaces seront consacrées au logement, avec toujours les fameux dix pour cent abordables. La Ville de Luxembourg entend créer des typologies variées non seulement en termes de surfaces mais aussi de populations avec de la location, de la vente en emphytéose ou encore de l'habitat participatif. Treize pour cent seront destinés à des bureaux et sept pour cent à des commerces, y compris de la restauration. C'est notamment autour d'une nouvelle place centrale, que l'offre de commerce et de services (crèche, sport) devrait être développée. La jonction avec la partie historique du site se fait à travers le « Carré » : un bâtiment ouvert sur une vaste cour intérieure où des logements et bureaux occuperont les étages tandis que le rez-de-chaussée sera destiné au commerce, dont le magasin d'usine de Villeroy&Boch, toujours en activité.

Le château, ses écuries et l'annexe (*Kutscherhaus*), sont conservés. Les bâtiments de l'architecte Jean-Baptiste Fresez construits à la fin du 18^e siècle accueilleront le campus de la Luxembourg School of Business (LSB). Avant que les cours puissent s'y tenir, une phase de rénovation et de mise aux normes de sécurité et d'accès doit être menée, avec le soutien et la supervision du Service des sites et monuments nationaux.

Le site sera connecté à la ville par deux accès pour les piétons et les vélos et trois entrées pour les voitures qui se termineront par des parkings souterrains, l'ensemble de la zone étant interdite à la circulation automobile. Au sein du quartier, la mobilité douce sera privilégiée, ce qui n'empêche pas de se poser des questions sur l'accès à l'ensemble. Les rues Mühlenbach et Rollingergrund sont déjà très denses en circulation et peu accueillantes pour les cyclistes. « Le réaménagement et l'élargissement du Rollingergrund pour l'ajout d'une piste cyclable est à l'étude, en concertation avec les Ponts et Chaussée », indiquait Lydie Polfer lors de la présentation. Elle évoque aussi la possibilité de construire un ascenseur pour relier le quartier au Limpertsberg qui le domine. Des études de faisabilité pourraient être lancées prochainement.

Avant le gong Ni les promoteurs, ni les autorités communales ne veulent (ne peuvent ?) communiquer de dates quant au début des travaux et encore moins pour la livraison. La procédure d'analyse et d'appréciation des PAP prendra entre six et neuf mois, selon les plus optimistes, pendant lesquels les conventions d'exécution vont être rédigées. Les projets architecturaux précis pourront alors faire l'objet de demandes d'autorisation à bâtir. On est encore loin de la pose de la première pierre, ce qui n'empêche pas les démarches commerciales pour trouver des acquéreurs...

Avec ces deux projets, le nord-ouest de la capitale, coïncé entre le front vert du Bambesch et le dénivelé du Limpertsberg, et marqué par la forte présence des axes routiers, va connaître une nouvelle attractivité. Ensemble, ils comptabilisent ensemble environ 1 700 logements. Selon la clé habituellement utilisée de 2,3 habitants par logement, cela donne pas loin de 4 000 habitants, un potentiel considérable où réserver dix pour cent de logements abordables semble peu ambitieux. La Ville de Luxembourg serait bien inspirée de montrer l'exemple en allant au-delà de ce seuil imposé par la loi. À quelques mois près d'ailleurs, les promoteurs auraient été obligés d'augmenter cette part. En effet, le Pacte logement a introduit une modification de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain qui obligera à réserver non plus dix, mais quinze pour cent de logements abordables dans les nouveaux PAP de plus de 25 logements. « Faïencerie » et « Place de l'Étoile » échappent à cette nouvelle règle s'ils entrent en procédure avant le 18 février 2022. On comprend mieux l'empressement à faire adopter les modifications de PAG. ●

* La troisième modification concerne les terrains situés entre la rue d'Orchimont et le Rangwee dans le quartier Bonnevoie-Sud et vise à reclasser la « zone d'activités économiques communale type 1 » en « zone spéciale d'activités économiques tertiaire », ce qui permet l'implantation d'artisans ou de commerces de petites tailles.

UNITED KINGDOM

Time to sing the blues

Janine Goedert



Is the beginning of 2022 about to mark the beginning of the end of Teflon man, as both his admirers and his critics have liked to call Boris Johnson ever since he entered the political arena? How often can anyone be written off, but then simply lie low for a while and come back in full glory?

I do wonder whether it is a scandal too far this time. The PM was already in an incredibly odd situation weeks ago when he faced a massive Tory rebellion and had to rely on the Labour Party to vote Covid plan B through in the House of Commons. As usual, he took

it on the chin, pretended that nothing was wrong and even had the guts to blame Keir Starmer the following day for playing party politics. It must have been quite humiliating, though, for a leader who came in with an 83-strong majority in 2019 to see his own MPs desert him so massively. They say that the Tory Party are ruthless once they decide that their PM has become a liability. Just think of how they dropped Margaret Thatcher, who had been a brilliant vote-winner for years!

Things seem to be moving faster with Johnson. When the result of the North Shropshire by-election was announced in December, many Conservatives saw the loss of a seat they had held for almost 200 years as a wake-up call. Incidentally, the by-election had to be organised because Owen Paterson, the local MP, was found to have lobbied the government on behalf of paying clients. At first, Johnson tried to change the disciplinary system in order to save a loyal ally from being punished but then had to give in to the national outcry. Still, in classic Boris-fashion, he later blamed the loss of the seat on journalists for concentrating on rumours around Downing Street parties rather than on the successful rollout of the booster jabs. Ominously, the crisis inside the Tory party deepened further two days after the by-election debacle when pugnacious Lord Frost, who negotiated Britain's departure from the EU as Brexit Minister, resigned with immediate effect.

Still, there was happy news, too, in the middle of this mess as the PM has become a father again. Baby Romy is home now, so she has been able to admire the gold wallpaper which a generous Tory donor initially paid for. The over-the-top refurbishment of the Number 11 flat hit the headlines in April 2021. After that came more sleaze in many different guises. Most prominently, perhaps, around Covid contracts for family members, friends and even neighbours of certain ministers. In 2020 there was also the desperate lying around the Barnard Castle 'eye test' of Dominic Cummings, the former chief aide who has long become a kind of nemesis for his erstwhile boss.

He keeps attacking both Boris and his wife Carrie, a former Tory press officer, – rather like a maddened rottweiler with the clearest of strategic minds as he drip-feeds damaging information via tweets.

More recently, there has been Partygate or, as Number 10 would have it, there have been questions around 'gatherings' that took place in Whitehall while London was in lockdown. Nice euphemism, though it is failing to take people in, especially after the leak of the video of a mock press conference held in December 2020. Staff can be seen joking about a lockdown-breaking party in Downing Street, the kind of party Johnson denied had ever happened. Simon Case, the cabinet secretary, who was meant to examine whether there had been any illegal celebrations, had to resign once it emerged that his team had also held a soirée. Later, a leaked email revealed that Martin Reynolds, Johnson's principal private secretary, invited more than 100 staff to a drinks event in the Number 10 garden in May 2020. At the time, social mixing was prohibited; in fact, you were not even allowed to visit sick or dying relatives. About 40 officials and advisers attended – among them Johnson and Carrie Symonds, whom he married in 2021. The embattled PM has repeatedly refused to comment on what was going on. And even after a half-hearted Commons apology on January 12, he is not off the hook, with bombshell allegations about more lockdown-busting parties and regular drinking sessions known as 'wine-time Fridays' piling further pressure on him.

The list is so long that Sue Gray, the veteran civil servant now leading the inquiry into these antics, is likely to have to delay the publication of her findings. Two of the boozy events were held on the eve of Prince Philip's austere, socially distanced funeral, and even though Johnson himself did not dance the night away at either, he has had to make a public apology to the Queen. As a result, Tory panic is mounting. It is going to be some time before their leader can relax and start smirking once more in front of whatever TV camera comes his way!

Crazy times, indeed – what with the defenestration of Prince Andrew happening in one fell swoop up the road at Buckingham Palace a week ago. This had been a long time coming, and once the Palace decided that the situation had got utterly untenable, the verdict was brutal and clear-cut. As a contrast, in febrile Westminster, the Furies keep targeting Boris revelation after revelation, blow after blow, shining light on the moral vacuum he has created at the very heart of government. The spell is broken, and it appears that whatever the PM touches these days explodes in his face. No wonder he recently sought solace in Peppa Pig World, yet not without offending the CBI (the Confederation of British Industry), to whom he described his visit in a car-crash conference speech the following day. As you would expect, the august audience of senior business leaders was not amused.

A clown, a joker, an entertainer.... Maverick Johnson is bound to be a hoot on the after-dinner speech circuit, so he does have a future elsewhere. Right now, however, he is out of harmony with the electorate as well as with an increasing number of his own MPs, who feel that his authority is shredded and that his brazen double standards might cost them their seats at the next election.

Finally, if you step back for a moment and look at the Downing Street fiasco from a distance, there is one depressing lesson Johnson's career teaches us in an altogether different context, namely that of gender (in)equality: Or can you think of a woman Prime Minister who has had seven children with three different men and lots of affairs along the way? A woman with such a tempestuous private life would be regarded with nervousness and suspicion by the political establishment. Yet she could hardly be a looser cannon than freewheeling Boris Johnson.

Happy New Year! ●

EUROPE DE L'EST

L'Ukraine, épicentre d'une guerre froide Est-Ouest

Mirel Bran, Bucarest

C'est un dialogue des sourds où chaque interlocuteur n'entend que lui-même. Les négociations entre la Russie qui convoite l'Ukraine, et les États-Unis qui défendent la présence de l'OTAN aux confins orientaux de l'Europe ont confirmé l'échec annoncé. La seule chose dont on est sûr aujourd'hui, c'est que l'on n'est sûr de rien. Selon Washington, environ 100 000 soldats russes armés jusqu'aux dents ont campé à la frontière ukrainienne. Ce n'est pas un exercice ordinaire mais un coup de poing sur la table où Vladimir Poutine tente de renégocier la présence militaire occidentale dans la sphère d'influence de l'ancienne URSS. « Il ne doit y avoir aucune avancée de l'OTAN vers l'Est, la balle est dans le camp des Occidentaux, ils doivent nous répondre », a déclaré le président russe le 23 décembre dernier lors de sa conférence de presse annuelle.

Les Occidentaux ont répondu à plusieurs reprises lors d'une sarabande de rencontres au plus

Depuis la chute de l'URSS en 1991, la Russie n'a cessé de se sentir encerclée par les dispositifs militaires déployés dans les pays de l'ancien pacte de Varsovie, en particulier en Pologne et en Roumanie

haut niveau. Le 10 janvier, les Russes et les Américains se sont vus à Genève pour un échange qui n'a mené à rien. Deux jours plus tard la délégation russe s'est rendue à Bruxelles pour des pourparlers avec l'OTAN. Même résultat. Enfin, le 13 janvier, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a tenté d'apaiser les tensions à Vienne. « Il est impératif de trouver un moyen d'enrayer l'escalade par la voie diplomatique et de commencer à rebâtir la confiance, la transparence et la coopération », a résumé Helga Schmid, la secrétaire générale de l'OSCE.

Mais ce ballet diplomatique n'a pas convaincu Moscou. La Pologne, qui prend la suite de la Suède pour la présidence annuelle tournante de l'OSCE, a exprimé son inquiétude de façon plus directe. « Il semble que le risque de guerre dans la zone de l'OSCE n'a jamais été aussi fort au cours des trente dernières années », a déclaré Zbigniew Rau, le ministre polonais des Affaires étrangères. La

méfiance envers la Russie est montée d'un cran dans les pays de l'Europe de l'Est autrefois soumis à l'autorité de Moscou. Les ambitions de Vladimir Poutine et la présence de l'armée russe à la frontière ukrainienne font souffler un air de guerre froide entre l'Est et l'Ouest.

Pour Vladimir Poutine, ancien officier du KGB, l'histoire ne passe pas. Son obsession est de retrouver la sphère d'influence de l'époque soviétique, mais sa Russie ne dispose plus que de deux atouts : la force militaire et le gaz. La crise énergétique lui permet d'influer sur les enjeux énergétiques en Europe dont l'approvisionnement en gaz dépend des caprices du Kremlin. Les pays de l'Europe de l'Est, notamment la Roumanie et la Pologne, ont milité pendant des années auprès des instances européennes pour que l'Europe réduise sa dépendance envers le gaz russe. Le souvenir de l'époque communiste est encore très présent tant à Bucarest qu'à Varsovie. Mais l'Allemagne en a dé-

cidé autrement en signant en 2015 un accord avec la Russie pour construire le gazoduc Nord Stream 2 qui lui permettra d'accéder au gaz russe à des prix bon marché. Une décision embarrassante pour les autorités allemandes dans le contexte de la crise ukrainienne.

L'Union européenne (UE) a affirmé elle aussi son soutien à l'Ukraine et menace la Russie de sanctions très dures suivant la ligne imposée par Washington au sein de l'Alliance atlantique. « La Russie propose de façon contraignante et formelle que l'on accepte que certains pays, dont l'Ukraine, ne puissent jamais être membres de l'OTAN, a déclaré Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne. Moscou demande que l'Alliance atlantique retire ses effectifs militaires des pays qui en sont devenus membres depuis l'effondrement de l'Union soviétique. Nous rejetons ces demandes. Nous ne demandons pas que l'Ukraine devienne membre de l'OTAN, mais nous n'acceptons pas qu'un État souverain ne puisse pas prendre de décisions. Cela vaut pour l'Ukraine, la Finlande, la Suède et tous les États souverains. »

Depuis la chute de l'URSS en 1991, la Russie n'a cessé de se sentir encerclée par les dispositifs militaires déployés dans les pays de l'ancien pacte de Varsovie, en particulier en Pologne et en Roumanie. L'avancée des frontières de l'UE et de l'OTAN vers la Russie est perçue comme une offensive qui met en danger l'autorité du Kremlin, d'autant que les anciennes républiques soviétiques de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie ont exprimé leur intérêt pour leur intégration dans l'Alliance atlantique. La stratégie de la Russie a consisté à créer des conflits gelés dans ces trois pays avec l'invasion de la Crimée en 2014 et le contrôle exercé par Moscou dans les régions indépendantistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud en Géorgie, et dans l'enclave de Transnistrie en Moldavie. En 1992, lorsque la Transnistrie a fait sécession avec le soutien de l'armée russe, le général Alexandre Lebed, chef de la XIV^e armée, avait ainsi résumé la situation : « On va d'abord agir et on expliquera après ! » Une vision partagée par l'actuel président russe. ●

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 22.02.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Contrat de supervision, de conduite et de maintenance ainsi que des travaux de réparation des installations techniques à exécuter dans l'intérêt du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig

Description succincte du marché :
Travaux d'entretien et de réparation des équipements techniques du site du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig composé de 22 bâtiments individuels.
– Il s'agit principalement de travaux d'entretien et de réparation des centrales de ventilation/climatisation, des installations sanitaires, des installations électriques basse tension et moyenne tension, d'éclairage intérieur/extérieur, de portails. La conduite se fera au moyen d'un logiciel de GMAO existant en langue allemande.

La durée du contrat est de 3 années reconductible d'année en année, si pas résilié d'un des 2 contractants par lettre recommandée au moins 3 mois avant terme. La durée maximale du contrat est limitée à 10 années, à débiter le 1^{er} semestre 2022.

Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu). La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
20.01.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200129 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

754 milliards d’euros,

c’est le montant de dividendes exonérés (selon la directive mère-filiale) qui ont transité par la juridiction luxembourgeoise en 2018. Le chiffre donne le vertige. Pour le contextualiser, c’est plus que le PIB de l’Afrique du Sud ou de la Colombie. (En 2011, le montant de dividendes exonérés n’était « que » de 141,6 milliards d’euros.) Il se trouve dans la troisième édition de « l’Analyse des données fiscales » publiée cette semaine par le Conseil économique et social (CES), un compendium censé préparer le grand débat d’orientation sur « la modernisation et les défis de notre système fiscal », qui devrait se tenir « au cours de l’année 2022 » (et marquer le début officiel de la campagne électorale). Le CES livre une radiographie très détaillée, soigneusement assemblée par les trois administrations fiscales. À nouveau, le document permet de mesurer la dépendance du Luxembourg vis-à-vis des recettes de la place financière. Et, surtout, de la nébuleuse des sociétés boîte-aux-lettres, mieux connue sous son acronyme officiel de « Soparfi » (photo : sb). « Le secteur des sociétés dites ‘Soparfi’ a connu une accentuation non négligeable, surtout à partir de 2014 [incidemment l’année de Luxleaks, ndlr], pour se stabiliser entre 2016 et 2020 »,

note le CES. Les Soparfis pèsent 28 pour cent des recettes de l’impôt sur le revenu des collectivités, 26 pour cent de l’impôt communal, 70 pour cent de l’impôt sur la fortune... *Kleinvieh macht auch Mist*. Autant le diagnostic est précis, autant les propositions restent floues. Alors que le complexe des holdings est constamment sous la pression de la Commission européenne et de l’OCDE (*d’Land* du 13 janvier), le CES se cache derrière la raison d’État et postule « la difficulté de réduire fortement la dépendance du pays vis-à-vis de son secteur financier ». Il en appelle à « une nécessaire adaptation du système fiscal », puis se met à aligner les adjectifs : « plus compréhensible » « plus transparent », vecteur d’une croissance « durable ». Difficile de faire plus générique. En 1989, le CES avait été plus concret, et ouvertement néolibéral. Dans son avis sur une future « réforme fiscale globale », l’institution tripartite conseillait « d’aménager, de façon concertée, quelques dispositions spécifiques pour stimuler, à Luxembourg, la création, de facto, de sociétés de participation et de holdings, de groupes, sociétés. » Un des principaux « piliers » de ce nouvel ordre fiscal : les « tax rulings ». Mais ce genre de choses ne se dit plus, du moins pas en public. bt



Land

21.01.2022

9

WIRTSCHAFT

Convergence des luttes

Un nouveau consensus politique s’affirme au Luxembourg. Sur la question immobilière, la convergence entre positions patronales et syndicales se concrétise cette semaine dans le compendium fiscal du Conseil économique et social (CES). L’institution tripartite déclare la guerre à la « rétention » et à la « spéculation », et veut proscrire les bons fiscaux réservés aux investisseurs. Les prix immobiliers s’imposant comme le principal frein au développement économique, les fonctionnaires patronaux semblent prêts à sémanciper de leur traditionnel clientélisme propriétaire envers la bourgeoisie industrielle autochtone, largement reconvertie dans la promotion immobilière. Syndicats et patronat ont donc réussi à se mettre d’accord sur une liste de propositions, étonnamment concrètes.

Le CES ose ainsi s’attaquer à l’autonomie communale, une des vaches sacrées de la politique luxembourgeoise. La crise du logement ayant « un caractère d’urgence nationale », dépassant désormais largement le seul cadre communal, « ce ne sont plus les avis des habitants de chaque commune en particulier qui peuvent prendre le dessus sur les intérêts évidents des habitants du pays dans son entièreté. » C’est plutôt clair : le logement serait devenu un enjeu trop important pour le laisser aux 102 maires et leurs électeurs Nimby.

Le CES revient longuement sur l’impôt foncier (qui ne représente

plus que 40,3 millions d’euros de recettes en 2020) et donne ses pistes pour une réforme, annoncée depuis des décennies et dont le gouvernement a promis de dévoiler la teneur cet automne. Le CES plaide pour plus de centralisme : l’application du classement en B6 (terrains à bâtir à des fins d’habitation) et de la taxation qui s’ensuit ne devrait ainsi plus être décidée de manière facultative par les édiles locaux, mais rendue « obligatoire » pour toutes les communes. Citant les études du chercheur du Liser, Antoine Paccoud, le CES revendique que le coût fiscal de la détention de terrains constructibles devienne « assez conséquent pour produire un effet plus prononcé et pour contrebalancer la concentration de ces terrains auprès d’une poignée d’individus et de sociétés ».

Mais le CES ne se cantonne pas à l’impôt foncier. Il réclame également « la réalisation d’un état des lieux exhaustif des différents avantages fiscaux disponibles au profit du logement, puis analyser le déchet fiscal y afférent ». Le CES reprend ici une ancienne revendication de la Banque centrale du Luxembourg, qui rappelait dans son avant-dernier avis budgétaire que les dépenses fiscales sont « un outil des politiques économiques et sociales ». (Elles permettent également de camoufler de gigantesques transferts d’argent public aux propriétaires et aux investisseurs.) Ce n’est qu’en 2015 que ce voile de pudeur a commencé à être levé. Suite aux

ordres de Bruxelles, le ministère des Finances commençait alors à publier une liste des dépenses fiscales, mais celle-ci reste toujours loin d’être exhaustive.

Le CES estime que ces cadeaux fiscaux accordés aux seuls investisseurs contribuent à engendrer « un surinvestissement » chauffant les prix immobiliers. Le compendium propose l’abolition ou la restriction de certains stéroïdes fiscaux, à commencer par l’amortissement (« accéléré » et « usure normale ») que l’ancien ministre, Pierre Gramegna (DP), avait voulu entièrement abolir avant de se heurter aux résistances de son propre parti. L’institution tripartite propose également de « limiter » la déductibilité intégrale des intérêts débiteurs qui mènerait à la situation absurde où « plus une personne a un revenu élevé ou accès à du capital propre, plus elle peut s’endetter pour investir dans les logements locatifs et tirer profit de la déductibilité des intérêts ce qui peut même, en combinaison avec d’autres dispositifs, engendrer des revenus de location ‘négatifs’ ». Le CES identifie enfin « la faible imposition des plus-values immobilières » comme un des facteurs contribuant à la surchauffe : « Ce régime d’imposition favorable est partiellement responsable de la forte rentabilité des investissements immobiliers et de la spéculation avec ce type d’actif en général ». Favorisée des décennies durant par le CSV, la politique de la demande est bel et bien morte. Le CES vient de délivrer l’acte de décès. bt

La peine du dentiste revue à la baisse



Un pourvoi en cassation a été déposé ce jeudi matin par les avocats du dentiste fraudeur à l’impôt. Le docteur Jacques L. a pourtant vu sa peine réduite par un arrêt rendu le 21 décembre dernier par la Cour d’appel avec une peine de six mois d’emprisonnement (avec sursis) et 100 000 euros d’amende. « Le Dr L. estime quand même avoir été dispensé du paiement de l’impôt au Luxembourg, alors même qu’il a payé des impôts en Suisse, ce qui pose certains problèmes de principe », justifie son avocat Philippe Penning. Le dentiste luxembourgeois Jacques L. avait écopé de quinze mois d’emprisonnement avec sursis et 300 000 euros d’amende en première instance en avril 2020. Le redressement total (avec intérêts) portait sur sept millions d’euros, un montant énorme à associer au fait que le docteur L. avait déclaré avoir déménagé à l’étranger tout en continuant d’exercer (de 2002 à 2012) à Bonnevoie puis à Mamer à temps partiel, (bien sûr) sans déclarer ses revenus à l’administration luxembourgeoise. Ce que l’Ordre avait fini par dénoncer en 2011.

Le dentiste avait demandé en 2003 à être rayé de la liste des contribuables luxembourgeois pour cause d’émigration à Monaco, où son épouse (psychologue et coach sportive) travaillait, et en Suisse où il avait une résidence secondaire. Cet accord de l’Administration des contributions directes avait été compris comme un *ruling* selon la défense début 2020, un solde de tout compte avec le fisc national. Le Dr L. avait négocié un impôt forfaitaire dans le Valais (photo : sb). pso

Vers une confirmation de l’accès au LBR

Un juste équilibre. Le régime d’accès au registre des bénéficiaires effectifs luxembourgeois respecte à la fois les exigences en matière de transparence pour la prévention du blanchiment de capitaux et la protection de la vie privée et des données à caractère personnel, selon l’avocat général de la Cour de justice l’Union européenne (CJUE) dans des conclusions publiées ce jeudi. Ce dernier était appelé à donner son avis, généralement suivi par les juges européens, après que la Cour a été saisie par une autre instance judiciaire du Kirchberg... le tribunal administratif du Luxembourg. Celui-ci doit trancher dans un litige opposant deux sociétés enregistrées au Grand-Duché au Luxembourg Business Register (*d’Land*, 22.10.2021). Le registre des bénéficiaires effectifs a été créé en 2019 dans le cadre de la transposition de la nouvelle mouture de la directive

européenne antiblanchiment pour identifier les bénéficiaires ultimes des sociétés. Les informations sont accessibles (gratuitement) au grand public. Des exemptions sont permises à qui justifie une menace créée par ladite publication ou quand l’actionnariat est éclaté. Les deux bénéficiaires effectifs en question ont fait valoir que la divulgation de leurs données personnelles entraîne un risque disproportionné d’atteinte à leurs droits fondamentaux. Le LBR les a déboutés. L’avocat général Pitruzzella considère que la mise à disposition et la divulgation au public des données permettant l’identification de bénéficiaires effectifs, ainsi que l’accès du public à ces données, « constituent sans doute des ingérences dans les droits fondamentaux garantis par la Charte », mais ces données ne revêtent pas « un caractère de particulière gravité ». À elles seules, ces informations ne permettent pas de tirer des enseignements précis sur la vie privée des bénéficiaires, estime l’avocat général. L’intéressé précise en outre que les États sont tenus d’accorder des dérogations, « dans des circonstances exceptionnelles », quand l’accès public à l’information expose le bénéficiaire à un risque disproportionné d’atteinte à ses droits fondamentaux. pso

La peine du banquier revue à la baisse

Dans un jugement rendu par opposition mercredi, le banquier espagnol de Société Générale Bank & Trust (SGBT) qui avait écopé de six ans de

prison en première instance, une condamnation record pour un délit en col blanc, voit sa peine réduite à quatre années d’emprisonnement (dont deux avec sursis). L’amende passe elle de 200 000 à 150 000 euros. Les confiscations portent notamment sur des biens immobiliers acquis au moment de la fraude, entre 2004 et 2008, qui ont pris de la valeur depuis. Francisco de Borja (nom tronqué par la rédaction, photo : mz) est condamné pour avoir effectué 28 millions d’euros de transferts dans le dos de ses clients, principalement des membres de sa famille, causant un préjudice de huit millions d’euros à la banque française. Contacté par le *Land*, Me François Moyse, l’avocat du banquier (reparti vivre à Barcelone), attend le jugement et un entretien avec son client, pour dire s’il fera appel de la décision. pso



Ticker



La Cour d'appel de Nancy mercredi



Frank Schneider en 2020 à son arrivée au procès des écoutes du Srel à Luxembourg

Vers l'extradition de l'ex-espion

Pierre Sorlut

L'ancien numéro 3 du service de renseignements a un pied aux États-Unis. Frank Schneider y est attendu pour être jugé dans le cadre d'une arnaque financière de trois milliards d'euros. Un rempart judiciaire décisif est tombé cette semaine

Catch me if you can Ce mercredi matin, le vent froid a vidé les rues autour de la place Stanislas. Une poignée d'individus le bravent néanmoins pour pénétrer une maison bourgeoise du XVIII^e comme il en existe des dizaines ici et qui n'attirerait pas l'attention si la mention « Cour d'appel » n'était pas gravée sur son fronton. La platitude du lieu rompt radicalement avec la dimension particulière et déterminante de l'action. Le contraste contenant-contenu conviendrait parfaitement à une adaptation cinématographique. Le scénario aussi. Ces âmes téméraires débarquent ainsi pour la plupart du Luxembourg et viennent couvrir la lecture d'un arrêt qui, entre ces murs, n'est qu'une formalité. Derrière la porte coulissante, un policier ave-nant procède à de sommaires vérifications d'usage. À l'étage, dans la salle recouverte de boiseries, un collègue non moins sympathique et d'un certain âge attend l'audience, et certainement la quille aussi. Les journalistes patientent sur de solides bancs d'époque. Un trio de magistrats masquées entre par la porte commune, salue l'assistance et livre le prononcé d'une élocution remarquable. « La chambre de l'instruction juge la demande régulière sur la forme comme sur le fond (...) et délivre un avis favorable à la demande d'extradition du 21 avril 2021 ».

Derrière la morne façade administrative, une histoire bascule. Celle, romanesque, de Frank Schneider. L'ancien directeur des opérations du Service de renseignements de l'État (Srel) lutte devant les tribunaux français depuis neuf mois contre une extradition aux États-Unis qui se dessine un peu plus cette semaine. Frank Schneider, ressortissant luxembourgeois résidant à la frontière en France (à Joudreville), a été arrêté le 29 avril 2021 par la police alors qu'il rejoignait le Grand-Duché en présence de son fils de treize ans et de son épouse. L'intervention a été mus-clée. Tous ont été tenus en joug par les hommes de la Brigade de recherche et d'intervention française, comme il avait été détaillé dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères Jean Asselborn (LSAP). Les autorités françaises exécutaient là une demande d'arrestation provisoire basée sur un mandat rédigé par une juge new-yorkaise le 24 septembre 2020 pour des faits « d'association de malfaiteurs » en vue de commettre une fraude (« électronique ») et de blanchir son produit. L'arrêt rendu mercredi à Nancy confirme les accusations rapportées dans les médias depuis novembre 2019 (*d'Land*, 29.11.2019) pour l'implication du Luxembourgeois, 51 ans, dans une arnaque financière internationale de trois milliards d'euros du nom de OneCoin.

Cet arrêt lève le voile sur les reproches formulés aux autorités françaises à l'encontre de Frank Schneider. Les faits ont été commis entre 2014 et 2019. Est reproché au fondateur de la société de renseignement économique Sandstone en 2008 « d'avoir fourni des services d'espionnage industriel et de blanchiment

d'argent, d'avoir fourni des informations de police confidentielles aux principaux accusés permettant à l'un des deux fondateurs de la société et du système pyramidal de Ponzi d'échapper à une arrestation, d'avoir poursuivi les activités de OneCoin au moyen d'une société enregistrée à son nom aux Émirats arabes unis ». Pour rappel, en février 2020, en marge du procès des écoutes du Srel (pour lesquelles tous les prévenus ont finalement été relaxés), le *Land* avait demandé à l'intéressé les raisons de sa résidence à Dubaï. Frank Schneider avait répondu dans une formule prémonitrice : « Je préfère vivre dans une monarchie absolue. Je me sens plus en liberté que chez nous ».

Cryptoshit Selon la justice américaine, la plus impliquée dans la poursuite des responsables de la fraude parmi les dizaines de juridictions concernées, les milliards de OneCoin étaient récoltés sur toute la planète par une armée de VRP vendant des formations financières associées à des jetons (tokens) prétendument porteurs d'une valeur et échangeables. En vertu du modèle *Multi level marketing*, comme chez Tupperware, les vendeurs prennent une commission. Et selon le principe de Ponzi, comme chez Madoff, l'argent des nouveaux entrants est donné aux sortants. La pseudo-cryptomonnaie a été (selon le récit de l'entreprise) cofondée par une trentenaire bulgare aguicheuse du nom de Ruja Ignatova. Celle qui a été baptisée cryptoqueen dans un podcast de la *BBC* a disparu en octobre 2017. Le FBI perd sa trace à l'aéroport d'Athènes. D'aucuns la croient assassinée (ou le prétendent). D'autres, l'imaginent en fuite entre Dubaï et Moscou.

Le nom de Frank Schneider a résonné pour la première fois dans cette affaire lors du premier procès américain, celui de l'avocat Mark Scott, reconnu coupable du blanchiment de 400 millions de dollars de OneCoin, mais dont la peine tarde à être prononcée du fait de parjures du témoin clé, celui qui a justement désigné le Luxembourgeois. Le 6 novembre 2019, le frère de Ruja, Konstantin Ignatov, attrapé huit mois plus tôt à l'aéroport de Los Angeles, témoigne devant le tribunal new yorkais. Dans les transcriptions publiées sur internet (un millier de pages à dévorer pour les amateurs du genre), le juge remonte le fil des événements via des interrogatoires poussés. Retour fin 2017. Ruja Ignatova a disparu voilà quelques semaines et OneCoin est « plus ou moins fauchée », explique son frère. « Did you make any steps to help obtain money for OneCoin ? », demande le président du tribunal. « Yes. For example I was talking to Irina (Dilinska, cheffe de la conformité à Londres, ndlr) and Frank Schneider and we tried to find places where OneCoin still has funds », raconte le frangin. Le juge interroge alors le lien entre le Luxembourgeois et la firme. « In the beginning he was introduced to me as that he is in charge of Ruja's online security

Le nom du Luxembourgeois est apparu pour la première fois lors du témoignage à New York du frère de la cryptoqueen disparue

but later on I learned that she got all her information about ongoing investigations from law enforcement and also that he's one of her money launderers. » Selon Konstantin Ignatov, rentré tardivement dans la direction de l'entreprise, Frank Schneider, grâce à ses nombreuses connexions, informait Ruja des enquêtes qui la visaient. Dans un email envoyé par Frank Schneider à la direction de OneCoin et cité par le tribunal, l'ancien espion dit avoir vu la présentation de « l'opération satellite » menée par un groupe de travail international conduit par le FBI dans laquelle étaient identifiées des cibles et des entités. « The US knew about Fenero (réseau de fonds destiné à blanchir l'argent selon les enquêteurs, ndlr), the transfers to Ireland and presumably also the transfers to Dubai. The presentations mentioned GA (Gilbert Armenta, amant de la patronne et conseiller financier, ndlr), SG (Sebastian Greenwood, cofondateur), R (Ruja), various structures and companies, Singapore accounts, etc. But there was no mention of MS (Mark Scott), none. There was a mention that the US had a highly placed informant », a ainsi écrit l'homme de Sandstone dans l'email lu par le juge et identifiant les « malfaiteurs ». Les transcriptions révèlent en outre des appartements « full of cash » à Hong Kong, en Corée ou à Singapour. Le cofondateur aurait vidé l'un des deux alors qu'il contenait cent millions de dollars. Ruja Ignatova a elle mené grand train, multipliant les acquisitions immobilières en Bulgarie, à Londres, à Francfort ou à Dubaï. Forte d'un pactole estimé par son frère à « 500 millions » (la devise n'est pas précisée) s'est acheté un yacht, qui porte le nom de sa fille, Davina, ainsi que de belles voitures : une Rolls Royce, une Bentley, une Porsche et une Lexus blindée. « Ruja avait très peur que quelqu'un kidnappasse sa fille », justifie le frangin.

Version de l'intéressé Confronté par le *Land* fin 2019 au témoignage de Konstantin Ignatov, Frank Schneider fustige la crédibilité de l'individu, de nature assez « instable » et fragilisé par un séjour dans

une « prison difficile », un contexte qui l'aurait poussé à revenir sur son déni initial et à plaider coupable. Les autorités américaines remarqueront d'ailleurs quelques mois plus tard que Konstantin a menti par deux fois à l'audience. Frank Schneider clame son innocence. D'abord il maintient que les clients de OneCoin achetaient bien des formations pour miner de la cryptomonnaie. Celui qui a travaillé pour l'ambassade américaine avant d'entrer au Srel prétend en outre n'avoir eu que des relations professionnelles ponctuelles avec la cryptopapasse bulgare. Son avocat de l'époque, Laurent Ries, expliquait en 2019 que Frank Schneider avait travaillé entre 2015 et 2017 à un audit de sécurité et de risques de réputation et qu'il voyait Ruja Ignatova une fois tous les trois mois à Londres. Frank Schneider explique qu'il a été introduit à la cryptoqueen par l'intermédiaire d'un « ancien politicien bulgare », lui-même rencontré en 2008, un proche de Ruja Ignatova. Sur la vidéo d'une fête d'anniversaire organisée au Victoria and Albert Museum de Londres en 2016 (où elle s'était offert un concert privé de la star Tom Jones) apparaît, cigare à la bouche en *slow motion*, un ancien vice-ministre des Finances bulgare (2001-2004), Krassimir Katev, aujourd'hui patron d'une banque d'investissement russe, VTB Capital. La capitale britannique apparaîtrait régulièrement dans l'affaire OneCoin. La société RavenR, basée à Londres, est au cœur des soupçons de blanchiment international de Onecoin. Lors du procès de novembre 2016, un expert de la criminalité financière internationale, Donald Semesky, cartographie les trous noirs de la finance : « The United Kingdom is actually known as a place to launder money ». (Le Luxembourg est classé, avec beaucoup d'autres pays, parmi les juridictions *offshore*.)

Dans un entretien accordé au *Wort* début 2018, Frank Schneider confiait être « beaucoup plus relax maintenant » qu'en 2013 quand son nom était cité dans le scandale du Srel, à l'origine de la chute de Jean-Claude Juncker (CSV) sur l'échiquier national : « Le téléphone ne sonnait plus ». Il rapportait ainsi que Sandstone était rentable depuis 2016, que la société employait six personnes à Luxembourg et une à Londres où son bureau venait d'ouvrir. Frank Schneider voulait « tourner la page » et, pourquoi pas, se rabibocher avec le gouvernement pour lui offrir ses services. Le millionnaire irakien Nadhmi Auchi, actionnaire historique de Sandstone, se désengageait alors. Frank Schneider s'était ensuite trouvé deux autres associés. Le voilà identifié comme unique bénéficiaire économique en ce début d'année.

Descente aux enfers Entre son arrestation fin avril et le 18 novembre, Frank Schneider a vécu à l'isolement dans la prison de Nancy. Sur sa page *Facebook*, il a ponctuellement narré son quotidien et la souffrance du manque de ses proches. Fin août, jour de rentrée pour son fils de treize ans (il a deux autres

enfants), il écrit : « Today was J's (nom tronqué par la rédaction, ndlr) first day of school. Sophie (la mère) drove him to school from our home in France, the same frontalier drive we were on when I was taken brutally from them on 29th April. (...) I wished I had been with them today to wish him good luck on his first day, but instead I'm in here. » Le Luxembourgeois a accédé à la résidence surveillée lors d'une audience en novembre, moyennant le port d'un bracelet électronique. Il refuse pertinemment l'extradition aux États-Unis car il y risque vingt ans d'emprisonnement, selon l'arrêt rendu mercredi. Ni lui ni son avocat Emmanuel Marsigny ne sont venus au prononcé. La présidente de la Chambre a balayé les demandes de questions préjudicielles devant la Cour de justice de l'Union européenne formulées par Frank Schneider. « Les sujets ont déjà été abordés et tranchés par la CJUE », résume la juge. La Cour d'appel de Nancy ne s'est pas non plus laissée convaincre par les prétendues atteintes de la demande américaine à la Convention européenne des droits de l'homme et de la Charte des droits fondamentaux prohibant les traitements inhumains dégradants et garantissant un procès équitable.

La défense avait aussi prétendu que les États-Unis n'avaient pas dûment signalé aux autorités luxembourgeoises leurs intentions. Dans l'arrêt rendu mercredi l'on apprend que la France avait informé le 3 mai de l'arrestation de Frank Schneider en vue d'une extradition, ce à quoi le parquet du Luxembourg avait répondu, le lendemain, qu'il n'entendait « pas reprendre les poursuites menées contre Frank Schneider par les autorités américaines. Par conséquent, je peux vous confirmer que le Luxembourg n'adressera dans ce contexte pas de mandat d'arrêt européen ». Le cas échéant, Frank Schneider aurait dû être jugé dans son pays d'origine. Mais le Luxembourg n'a même pas demandé de renseignements complémentaires, comme le font remarquer les juges de Nancy. Le clan Schneider s'est effusqué de ce que son pays natal l'abandonne à l'Oncle Sam.

Emmanuel Marsigny a fait savoir à l'*AFP* qu'il se pourvoyait en cassation. Si le pourvoi est rejeté, il revient au gouvernement de décréter l'extradition, sur un rapport du ministre de la Justice, en l'espèce Éric Dupont-Moretti, qu'Emmanuel Marsigny a côtoyé professionnellement. Ils étaient alors tous deux des pointures du barreau de Paris, dans le même camp lors de l'affaire Balkany (du nom du maire de Levallois condamné pour blanchiment de fraude fiscale). Un recours contre le décret gouvernemental d'extradition peut être formé endéans un mois le cas échéant. « Si toutes les voies de recours sont utilisées », l'éventuelle extradition de Frank Schneider devrait prendre encore un certain temps », conclut le procureur général Jean-Jacques Bosc auprès de l'*AFP*. D'ici là, le film sur OneCoin (avec Kate Winslet) aura sans doute paru ●

Le spectre de la stagflation

Georges Canto

Ralentir l’inflation sans freiner la croissance.
Tel est le casse-tête de sortie de crise pour les autorités politiques et monétaires

S’il est un domaine où les années 70 et 80, chères aux amateurs d’objets vintage, ne rappellent pas de bons souvenirs, c’est bien celui de l’économie. Pendant plus de dix ans, entre 1974, juste après le premier choc pétrolier, et 1985, les pays développés et par contre-coup le reste de planète furent englués dans une situation totalement inédite qui provoquait un grand désarroi chez les économistes et dans le personnel politique : la stagflation, combinaison alors inconnue d’une forte inflation et d’une croissance atone. On croyait le phénomène disparu. Mais il pointe le bout de son nez au moment le plus inattendu, celui de la sortie, tant attendue, de la crise sanitaire.

Début janvier, les médias ont fait grand cas des chiffres de la hausse des prix pour l’année 2021 dans les pays développés, en dehors du Japon et de la Chine. Aux États-Unis, elle a atteint sept pour cent, son plus haut niveau depuis quarante ans. Dans la zone euro elle s’élève à cinq pour cent selon Eurostat, pour la première fois depuis vingt-cinq ans. Ce n’est pas vraiment une surprise, car le retour de l’inflation était perceptible depuis plusieurs mois (*d’Land*, 1.10.2021). Elle paraît désormais bien ancrée car, comme l’a écrit le quotidien français *Le Monde*, « même si certains aspects conjoncturels de l’inflation vont finir par s’estomper, d’autres, plus structurels, vont, au contraire, continuer à pousser les prix vers le haut ».

En raison de la focalisation sur l’augmentation des prix, des prévisions tout aussi inquiétantes ont quelque peu échappé aux radars. Elles portent sur le ralentissement de la croissance. Une étude de la Banque mondiale parue le 11 janvier prévoit ainsi que la croissance planétaire, qui a connu un fort rebond en 2021 avec + 5,5 pour cent, « devrait ralentir sensiblement, pour s’établir à 4,1 pour cent en 2022 et 3,2 pour cent en 2023 ». Le chiffre le plus frappant est venu d’Allemagne, où l’office national de la statistique Destatis a estimé à 2,7 pour cent seulement la croissance du PIB en 2021. Ce résultat décevant de la première économie européenne et cinquième mondiale a jeté un froid car les raisons mises en avant (vagues successives du Covid-19, renforcement des mesures sanitaires, pénuries de matières premières et de composants) étaient aussi à l’œuvre dans des pays voisins (France, Italie), qui ont pourtant connu des taux supérieurs à six pour cent.

Dans ce pays, la configuration rappelle d’autant plus celle des années 70 que l’inflation a bondi à 5,3 pour cent en 2021, tandis que les indices GfK de confiance des ménages et IFO des perspectives d’activité se sont effondrés en décembre, laissant anticiper une baisse du PIB allemand début 2022. Depuis deux décennies, l’inflation était devenue introuvable, et les banques centrales déployaient en vain toutes sortes de mesures de « politique monétaire accommodante » pour la faire repartir, tout en la maintenant à un niveau raisonnable. La BCE en particulier, car le phénomène était particulièrement aigu en Europe, ne parvenait pas à atteindre l’objectif de deux pour cent de hausse annuelle des prix. On craignait même, avant la crise sanitaire, un risque de déflation ! La reprise post-Covid a changé la donne, avec une demande soutenue confrontée à une offre inélastique pour cause de restrictions

diverses. La hausse des prix a été particulièrement forte pour les matières premières et l’énergie, ce qui se répercute inévitablement sur d’autres activités soumises à la hausse de leurs coûts.

Quant au ralentissement de la croissance, il était prévisible, le chiffre flatteur de 2021 étant lié à un effet de rattrapage après les perturbations d’activité survenues en 2020. Mais selon la Banque mondiale, la reprise aurait dû être plus durable : pour cette institution, la révision à la baisse des prévisions est surtout causée par les rebonds de la pandémie, dont les vagues successives vont probablement continuer de dérégler l’activité économique à court terme. Dans le même temps, la marge de manœuvre pour de nouvelles mesures de soutien budgétaires s’est beaucoup réduite, compte tenu des niveaux d’endettement atteints. Si elle persiste, se propage et reste à un haut niveau, l’inflation jouera aussi un rôle. Dès à présent on constate que la hausse des prix de certaines « dé-

Plus de dépenses énergétiques, moins de restaurant...



La hausse des prix de certaines « dépenses contraintes » (chauffage, carburant, alimentation) conduit les ménages à arbitrer au détriment d’autres biens ou services... et donc nuit à la croissance

penses contraintes » (chauffage, carburant, alimentation) conduit les ménages à arbitrer au détriment d’autres biens ou services. Ainsi en Europe en 2021, les ventes de voitures neuves sont restées de 23 à 29 pour cent inférieures à celles de 2019 selon les pays. Le marché allemand, le premier en Europe, a connu une chute encore plus forte à l’automne et accuse sur l’année entière une baisse de dix pour cent par rapport à 2020, qui était déjà catastrophique.

À supposer que des revendications salariales s’expriment et qu’elles soient satisfaites, elles mettraient de toute façon un certain temps à se concrétiser au niveau de la demande, en supposant qu’elles ne disparaissent pas dans quelque « trappe à liquidité » (épargne de précaution, comme observé en 2020). Dans les années 70-80, les gouvernements ont fait ce qu’ils avaient l’habitude de faire en cas d’« inflation galopante » : une politique monétaire restrictive avec des taux d’intérêt élevés (et parfois aussi un encadrement quantitatif du crédit et des conditions d’accès très limitées) et une forte réduction des dépenses publiques, en vue d’éponger le surplus de demande. Avec comme résultat une activité économique en berne (mais restant à des niveaux que l’on jugerait fort enviables aujourd’hui) sans que la hausse des prix soit pour autant éradiquée, car toujours alimentée par des anticipations inflationnistes vivaces avec des revendications salariales aggravant « l’inflation par les coûts » due aux deux grands chocs pétroliers de 1973 et 1979.

En 2022 il s’agit à nouveau de tordre le coup à l’inflation sans freiner la reprise, alors même que de nombreux ingrédients sont réunis pour que les banques centrales reviennent sur les politiques

monétaires accommodantes menées depuis plus d’une décennie. Des hausses de taux directeurs ou l’arrêt des injections de liquidités auraient des conséquences déléteres sur les crédits aux entreprises et aux ménages, donc sur l’activité économique et l’emploi, sans parler des conséquences sur le coût du gigantesque endettement public et des risques de krach obligataire. La probabilité de ralentissement est planétaire car, selon la Banque mondiale, « la décélération notable enregistrée dans les grandes économies pèsera sur la demande extérieure dans les économies émergentes et en développement », augmentant pour elles « le risque d’un atterrissage brutal ».

Toutefois les craintes doivent être relativisées au regard des prévisions de croissance : pour 2022 et 2023 elles sont meilleures que les résultats des cinq années (2015 à 2019) qui ont précédé la crise. Ainsi la croissance mondiale n’avait été que de 2,6 pour cent en 2019, dernière année pleine avant l’irruption du virus. Une appréciation qui vaut aussi pour l’inflation, car si son sursaut est vigoureux, selon les experts d’Oddo BHF, « rien ne dit qu’il efface les forces désinflationnistes préexistantes (démographie, concurrence, désendettement) ». De plus, la crise pandémique a accéléré ou suscité « des dépenses d’investissement qui pourraient à terme provoquer de nouveaux gains de productivité et une hausse du potentiel de croissance ».

D’autre part le parallèle avec la stagflation des années 70 et 80 n’est pas forcément pertinent. L’inflation était alors bien plus élevée et le chômage, quoique plus faible, avait connu une forte progression. Ainsi en France, les prix avaient augmenté de 11,3 pour cent par an en moyenne de 1974 à 1983 (avec une pointe à 13,6 pour cent en 1980) et le taux de chômage avait doublé entre 1974 et 1979, passant de 2,5 à 5 pour cent, avant de grimper à 9 pour cent en 1987. Le vrai problème vient des anticipations d’inflation. Le BlackRock Investment Institute estime qu’une « interprétation erronée » des chocs actuels par les marchés financiers comme par les banques centrales pourrait provoquer « une hausse brusque des anticipations d’inflation, voire un resserrement monétaire prématuré ». Dans ce contexte la hausse des taux observée début janvier sur les taux d’intérêt des obligations d’État à dix ans (ils ont atteint 1,8 pour cent aux États-Unis contre 1,01 pour cent un an plus tôt, en France ils sont passés de - 0,37 pour cent à + 0,3 pour cent sur la même période) n’est pas rassurante. Ce mercredi le taux de référence de la zone euro est revenu en territoire positif pour la première fois depuis 2019. ●

Vents contraires en Chine

Le spécialiste de la Chine David Baverez considère que ce pays pourrait être le moteur de la stagflation mondiale en 2022. Jugée responsable de la hausse des prix des matières premières et des composants l’année dernière, la première économie de la planète pourrait cette fois menacer la croissance mondiale par son essoufflement. Pourtant la progression du PIB y a été de 8,1 pour cent en 2021, la plus forte depuis 2012, nettement au-delà des six pour cent prévus. Mais ce résultat est en trompe-l’œil. Il est largement dû au très fort rebond du premier trimestre (+ 18,3 pour cent en rythme annuel) alors qu’au troisième et quatrième trimestres, la hausse n’a été respectivement que de 4,9 et 4 pour cent, le rythme le plus lent depuis trente ans.

Le pays a subi les conséquences de nouvelles restrictions sanitaires mais aussi d’une crise immobilière sans précédent. Ces pressions, auxquelles s’ajoutent les problèmes d’approvisionnement, persistent début 2022, et les autorités ont dû reconnaître une contraction de la demande (en

décembre les ventes au détail ont augmenté deux fois moins vite que prévu). Si la production industrielle s’est bien tenue, le secteur des services, qui devient très important en Chine (près de soixante pour cent du PIB) n’a toujours pas retrouvé son niveau d’avant la crise, dont le coût social et économique a été élevé. Selon David Baverez, ce sont des facteurs structurels qui menacent désormais l’économie chinoise : « naissances en berne et décarbonation beaucoup plus longue et coûteuse que souhaitée, reprise en main politique des secteurs digitaux en trop forte croissance, conjuguée avec la fermeture des frontières attendue désormais jusqu’au-delà de 2023 ». Après une période de relative ouverture de 2000 à 2015, la crainte se fait jour que la Chine entame une similaire période de fermeture jusqu’en 2030 avec une croissance ralentie. Dans ces conditions les mesures de réduction des taux annoncées mi-janvier par la Banque centrale chinoise (plusieurs experts s’attendent à un nouvel assouplissement monétaire au premier semestre) pourraient ne pas avoir un grand effet. gc

Die Bank der Familienunternehmer seit 1856

Seit 1856 unterstützt die BIL die Geschäftstätigkeiten von Familienunternehmen und sorgt für die ordnungsgemäße Verwaltung ihrer Vermögenswerte. Entdecken Sie unsere Lösungen auf www.bil.com/meinunternehmen oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.

ZU GAST

Schule ohne Navi?

Von der Astronautin bis zum Fußballspieler: Die Berufswünsche unserer Kinder erscheinen oft wie ein Griff nach den Sternen. Doch aus einem Traum kann ein Ziel werden, wenn Talent und Ausdauer erkannt und gefördert, Kinder und Jugendliche begleitet werden, damit sie sich zurechtfinden im Dschungel der schulischen (Un-) Möglichkeiten.

Dies ist seit vielen Jahren schon Aufgabe der „Orientation scolaire“. Doch dass Schüler systematisch und professionell Hilfestellung bekommen, bei sämtlichen individuellen und persönlichen Fragen, ist leider noch immer keine Selbstverständlichkeit.

Das Problem ist bekannt, doch nicht behoben. Beispiel: der Wechsel von der Grundschule in die weiterführenden Schulen. Ob ein Kind handwerklich begabt ist oder sozial intelligent, ob es Naturwissenschaften mag oder außergewöhnlich musikalisch ist – bei der Orientierung ins „Enseignement secondaire classique“ (ESC) oder ins „Enseignement secondaire général“ (ESG) spielt all dies eine sehr untergeordnete Rolle. Die Weichenstellung für die weitere Schullaufbahn beruht nach wie vor größtenteils auf Noten in Deutsch, Französisch und Mathematik. Und die „Orientation par l’échec“ gehört keineswegs der Vergangenheit an.

Völlig inakzeptabel ist allem voran jedoch die Tatsache, dass nicht die Schulleistungen ausschlaggebend für die Orientierung sind, sondern die soziale Herkunft. Der nationale Bildungsbericht lässt daran keinen Zweifel: 2019/2020 wurden von den Jugendlichen aus sozial begünstigten Familien 72 Prozent in das ESC orientiert, jedoch nur 16 Prozent der Schüler aus sozial benachteiligten Haushalten. Der Unterschied liegt bei 56 Prozentpunkten.

„Berücksichtigte man die unterschiedlichen Schulleistungen, würde der Unterschied jedoch nur bei 15 Prozentpunkten liegen. (...) Es braucht umfassendere Reformen, um den Bildungsungleichheiten stärker zu begegnen“, stellen die Bildungsforscher unmissverständlich fest.

Die Ungerechtigkeit verdeutlicht sich ebenfalls bei den Schülern, die das

ESG-Prep besuchen: 15 Prozent der sozioökonomisch benachteiligten Jugendlichen werden an diesem Schultypus unterrichtet; bei den Begünstigten sind es nur 3,1 Prozent.

Francine Closener ist Abgeordnete und bildungspolitische Sprecherin der LSAP-Fraktion

Für die LSAP ist es ein Unding, dass die Schule nicht etwa Ungleichheiten und Ungerechtigkeiten aus der Welt schafft, sondern sie geradezu reproduziert. Kein Kind darf seiner Herkunft wegen abgestempelt werden; schulische Leistungen bleiben bei der Orientierung wichtiges Bewertungskriterium, doch nicht das einzige. Wir wollen eine Orientierung, die Kompetenzen, Persönlichkeit und Berufsvorstellungen in den Vordergrund stellt, und nicht Status, Sprachhintergrund oder Geschlecht. Auch die frühe Einteilung kann man in Frage stellen; andere Länder geben mit späteren Orientierungsprozeduren ein gutes Beispiel.

Das Rad muss nicht neu erfunden werden, Verbesserungsmöglichkeiten gibt es zur Genüge, zum Beispiel Unterstützung durch die Maison de l’Orientation, regelmäßige Praktika von allen Schülern der Sekundarstufe, ein niederschwelliges Informationsangebot zu sämtlichen Berufsbildern in Luxemburg und eine stärkere Vernetzung der unterschiedlichen staatlichen Initiativen im Bereich der Studien- und Berufsberatung.

Gibt man einem Traum einen Plan, wird er zum Ziel. Diesen Plan auszuarbeiten, zusammen mit den Jugendlichen und ihren Eltern, ist die Pflicht der öffentlichen Schule. Viele Teenies wissen nicht, was sie wollen – oftmals aber ziemlich genau, was sie können. Hilft man ihnen in die Spur, mit einem Navi anstelle eines veralteten Kompass, ist sowohl das individuelle als auch das kollektive Ziel einer gerechten Zukunft greifbar. ● Francine Closener

D’GEDICHT VUN DER WOCH



Fir eng Schimpfflicht

Jacques Drescher

Eng Sau fënnt net hir Jonker,
Bei där Melodie.
Wann ee näischt wëllt soen,
Schreift een en Avis.

„Mir si net géint eng Impfflicht,
Mee net den Ament“,
Soen d’Mënscherechtler,
Wann et laang scho brennt.

D’Impfflicht wier en Agrëff
An sou delikat,
Dass ee nach muss waarden
Bis ee Covid hat.

Impfen ass dach néideg;
Covid ass keng Gripp.
A wien sech nach wëllt drécken,
Huet och kee Prinzip.

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Impressionen aus Omikronien

Michèle Thoma

Deutschland erklärt so ziemlich die ganze Welt zum Hochrisikogebiet. Ist sie ja auch, mit all den Immunflüchtlingen, und dann laufen auch noch Immunnaihe herum. Sogar auf den Straßen, sie verlassen sogar das Haus, und öffnen sie den Mund, kommen Aerosole raus. All das ist sehr ungeheuerlich, dann kommt noch eine Wand auf uns zu, die Fantasielosen nennen sie Welle, eine, die sich aber gewaschen hat. Partytiger Boris wird von der Queen der Kopf gewaschen. In Macronien will ein Großer Junge ungeimpfte Untertan/innen nerven, da kann man eine Deeskalation beobachten – vor zwei Jahren wollte er noch Krieg spielen. Endlich wird ein *Pass vaginal* eingeführt.

Erinnert ihr euch an die Weltunordnung früher? Wenn man bedenkt, man ist einfach in ein Café reismarschiert. Einfach so. Als vollkommen Unhygienische, man hat sich an einen Tresen gehockt und sich unkontrolliert dem Blablablues hingegen. Vollkommen ohne. Wir waren Barbar/innen.

Welche Teletubbykugel wird uns dereinst erscheinen, in welcher Farbe? Die, die uns gerade heimleuchtet, ist hübsch plüschig lila-türkis, mit neckischen Blumenkohlspeischen, beinah schon eine Kuschelmonsterkugel. Mit wieviel Spikes, wieviel Extras und in welch neuem Design? Und wie wird das neue Stachelbaby heißen? Omikron, dieser Name hat so einen Kleinodglanz. So ein stilles Funkeln. Die Kinder lernen jetzt griechisches Alphabet, das andere dafür nicht mehr so.

Der deutsche Fernsehminister, eben noch ein Bübchen, der mit verschmitzt-gewitztem Blick Schauerlichstes verkündet, so dass denen, die an seinen Lippen hängen, um sich ihre Gruselosis abzuholen, das Blut in den Adern gefriert, trägt jetzt, ganz Herr der Virenheere, die Bürde seines Amtes gebührend sorgenfältig.

Um den Durchdrehblick nicht zu verlieren, haben wir die Expert/innen. Die Modelliererinnen, die Chief Medical Officers, die Simulationsforscher, die Systemanalytiker/innen, die Mutationsexpertinnen. Die Physiker/innen. Das Kochinstitut zum Beispiel nimmt seine Aufgabe sehr ernst, vor Weihnachten, gerade wurde ein Mampf- und Rülps-Päuschen an der geimpften, genesenen, ge-

Erinnert ihr euch noch an die Weltunordnung früher? Man ist einfach in ein Café reismarschiert

testeten Familientafel gewährt, platzte die Warnung vor Fondue und Raclette in die Idylle.

Wir können dankbar sein, so durch und durch Gewarnte und Vorgewarnte, die auf Tonga hatten so ein Glück nicht.

Positiv zu vermerken sind auch die neuen Statussymbole. Statt altmodischer Autos und zu junger Frauen, den Statussymbolen vergilbter Männer, ist der neue Status der Impfstatus. Er ist viel fairer und gerechter, weil so ziemlich jeder so einen Status haben kann, der auch ein anerkannter und internationaler ist. Mit dem fliegt man rein statt raus. Mit dem kriegt man einen Pass, und ab jetzt ist es wie im Märchen. Es gibt

Kunst und Kultur und sogar Menschen. Nicht immer nur Kirchen und Klos. Sesam öffne dich, Simsalabim, nur ein Stich, gar nicht schlimm! Dann zwei, dann drei, dann vier, sonst stehst du wieder vor der Tür!

Falls man das noch will. Also das mit den Menschen. Oder kann. Nach längerer Zeit der Menschenenthaltbarkeit sind manche menschencheu geworden. Vielleicht gar Menschencheusale. Sie können nicht mehr einfach in eine Rauchwolke reinmarschieren, ach so, sorry, gibt es ja gar nicht mehr, die Welt wird immer weniger eklig. Überall ist die Luft rein. Überall ist die Luft raus. Sie können nicht mehr einfach so unter Leuten sein, Personen sagt man jetzt. *Splendid Desolation* statt diesem Austausch von Aerosolen mit Unbekannten, noch schlimmer, mit Bekannten. Aerosola mia!

Home-Sweet-Home-Office hat natürlich auch seine Tücken, auf die eigene *wall* ballert es, aus den Gräben, die die Gesellschaft, so erzählt man sich, spalten, zielen die Schützen. In Deutschland haben sich den Querdenkern die Geradeausdenker entgegengestellt, gegendert werden diese Denker/innen nie. Dabei sollte es beim Denken doch rund gehen!

Ein Sportler mutiert zum omnipräsenten Märtyrerstar. Während eine Insel im Stillen Ozean still unter der Asche versinkt. ●



Der deutsche Fernsehminister trägt die Bürde seines Amtes gebührend sorgenfältig

CHRONIQUES DE L’URGENCE

À pile ou face

Jean Lasar

« Désamorcer l’urgence climatique suppose que nous désamorçons les menaces qui pèsent sur la démocratie américaine », a résumé dans le *Guardian* le journaliste Mark Hertsgaard, directeur de l’organisation Covering Climate Now.

La démocratie américaine n’a jamais été parfaite, ce n’est d’ailleurs pas ce qu’on demande aux démocraties. Mais elle a entamé ces dernières années une mue périlleuse qui risque de faire basculer

les États-Unis dans l’autocratie. Ceux qui ont cru qu’il suffirait que l’amateur de coups d’État à la petite semaine qui a occupé la Maison Blanche pendant quatre ans se retrouve en villégiature en Floride pour que ce risque soit écarté et que soit rétabli l’imparfait équilibre bipartisan qui préside depuis des lustres aux destinées de la première puissance mondiale ont dû déchanter.

Car, loin de se détourner de l’imprécateur, enfoncé dans ses mensonges et ses rancœurs, et de mettre un terme à sa propre dérive hallucinante vers l’ultra-droite, l’establishment républicain lui a renouvelé son allégeance. Depuis la plupart des États qu’il contrôle, il a lancé une attaque en règle contre le suffrage universel, espérant décourager pour de bon ceux qui votent habituellement pour leurs adversaires démocrates de se rendre aux urnes. Au Capitole, il a jusqu’ici pu habilement jouer des archaïsmes des institutions créées par les dirigeants esclavagistes du XVIII^e siècle pour freiner voire bloquer, sur certains points essentiels, les timides efforts de l’administration Biden en matière climatique. En matière sociétale, il a surenchéri, espérant ainsi faire revenir en arrière la société américaine sur le droit à l’avortement. En ligne de mire, les élections de mi-mandat à la fin de l’année, à l’occasion desquelles qu’il espère reprendre au moins en partie la majorité

au Congrès et poursuivre plus efficacement son œuvre de sabotage.

Une telle perspective n’est pas juste angoissante pour les Américains, elle l’est pour le monde entier. « Certes, les États-Unis ne sont pas le seul pays où des tendances anti-démocratiques empêchent les progrès en matière climatique. La plupart des trainards lors de la COP26, le sommet climatique du mois de novembre, étaient des pays où l’autoritarisme est soit durablement établi ou en essor : la Chine, la Russie, l’Arabie Saoudite, le Brésil, l’Inde, les États-Unis. Mais l’effondrement de la démocratie américaine aurait des conséquences climatiques particulièrement graves. Diviser par deux les émissions d’ici 2030 (...) serait impossible si la plus grande économie mondiale et le plus gros émetteur historique de carbone refuse d’aider », prévient Mark Hertsgaard. Il recommande aux Démocrates et au Président en exercice de s’engager davantage – ce que celui-ci semble désormais envisager en acceptant l’idée de mettre fin à la pratique du filibuster au Sénat –, aux activistes pro-démocratie de se démenner pour défendre à tous les échelons institutionnels l’accès au vote et aux médias de reconnaître enfin que c’est une véritable guerre contre la démocratie qui est engagée et qu’elle est le grand enjeu de 2022. ●

Ehe-Enzyklika und Zwangssterilisation

Julien Sand

Selektive Reproduktion und Ehezeugnis als eugenische Denkfiguren in Luxemburg

Die moderne Eugenik entstand im 19. Jahrhundert. Als Begründer gilt Francis Galton, ein typischer vermögender Amateurwissenschaftler der viktorianischen Zeit. In den 1860er-Jahren hatte Galton die Theorie entwickelt, dass Talent und Charakter überwiegend vererbt würden und der Einfluss der Umwelt von zweitrangiger Bedeutung sei. Von dieser Beobachtung aus war es nur ein kleiner Schritt zu seiner Überlegung, die menschliche Rasse könne und müsse genetisch verbessert werden: Die besonders Begabten müssten unterstützt werden, überdurchschnittlich viele Kinder zu zeugen (positive Eugenik), und die „Untauglichen“ sollten weitgehend von der Fortpflanzung ausgeschlossen werden (negative Eugenik) — durch Heiratsverbote, Anstaltsunterbringung, Propagierung von Verhütungsmitteln und Sterilisation¹.

Nach dem Ersten Weltkrieg wurde die Eugenik auch in Luxemburg öffentlich thematisiert, auch weil über die Initiativen der verschiedenen ausländischen Eugenik-Gesellschaften immer öfter in der einheimischen Presse berichtet wurde. In Luxemburg entstanden der erste eugenisch motivierte Gesetzesvorschlag sowie eine Eugenik-Kommission in den 1920er-Jahren. Welche Ziele verfolgten die Verfasser und Begründer? Welche Parteien, Weltanschauungsbewegungen und Medien setzten sich für die Einführung der eugenischen Konzepte ein? Und gab es Reaktionen des gegnerischen Lagers?

Der erste eugenisch motivierte Gesetzesvorschlag

Ein Gesetzesvorschlag zur Einführung eines obligatorischen ehelichen Gesundheitszeugnisses wurde am 20. Januar 1927 vom sozialistischen Oppositionsabgeordneten René Blum in der Kammer mit folgender Begründung eingereicht: „Der Staat hat größtes Interesse sich der Vereinigung schwachsinniger Paare zu widersetzen und so die Geburt entarteter Nachkommen zu verhindern, die eines Tages eine Belastung sein werden [...]“. So liegt es in der Verantwortung der Behörden ihr Möglichstes zu tun, um die menschliche Rasse zu verbessern.^{2a}

Nach der Lesung in der Kammer wurde der Vorschlag am 21. Januar 1927 zur Begutachtung an den Staatsrat weitergeschickt. Der Staatsrat aber beurteilte ihn nicht, wozu er auch nicht verpflichtet war. Der Text wurde an die Kammer zurückgeschickt, aber im Nachhinein fanden weder eine Debatte noch ein Votum statt.

Der eigentliche Autor des Textes war der 1894 in Luxemburg geborene Bezirksrichter Jules Salentiny, Abkömmling einer großbürgerlichen Familie von Juristen und hohen Beamten, der nach erfolgreichem Studium zuerst Bezirksrichter im Norden des Landes, dann ab 1934 in der Hauptstadt wurde, und schließlich bis zu seiner Pensionierung im Jahr 1959 das Amt des Präsidenten des Obersten Gerichtshofs bekleidete. Sowohl Blum als auch Salentiny waren Mitglieder des Vereins für Volks- und Schulhygiene, dem eine besondere Stellung im gesellschaftspolitischen und wissenschaftlichen Bereich in Luxemburg zukam.

Der Verein für Volks- und Schulhygiene

Der Verein entstand 1904 im Umfeld des Vereins Luxemburger Naturfreunde. Gründer waren der Oberschulinspektor Theodor Witry sowie Edmond Klein, ein Gymnasiallehrer aus Diekirch, und Ernest Feltgen, ein Mediziner aus Luxemburg-Stadt. Der Aufruf zur Vereinsgründung richtete sich an „alle Luxemburger, denen das leibliche und geistige Wohl des Volkes am Herzen liegt“. Mitte der 1920er-Jahre gehörten Personen der verschiedensten politischen und weltanschaulichen Strömungen dem Verein an: Vertreter der katholischen Soziallehre, des Klerus selbst, Abgeordnete der Rechtspartei, Freidenker, liberale und sozialistische Politiker, Gewerkschaftler und Antiklerikale³. Die fast alljährlich erscheinenden Jahrbücher des Vereins (1904 bis 1937) geben Aufschluss über die diversen Aktivitäten und Interessen des Vereins zu verschiedenen Zeitpunkten. Dabei kristallisieren sich drei Perioden heraus, jede mit eigenen charakteristischen Merkmalen.

Die Zeit zwischen 1904 und 1924 kann als Phase der Sozialhygiene bezeichnet werden. Das Aktionsprogramm des Vereins richtete sich vor allem an die Mitglieder hygienischer Risikogruppen wie Schulkinder und sozial Schwächere. Ab 1908 trat der Kampf gegen Tuberkulose, Geschlechtskrankheiten und Alkoholmissbrauch immer mehr in den Vordergrund.

Die Phase der Eugenik wurde 1925 mit einem Artikel über Eugenik im Jahrbuch des Vereins eingeleitet. Unter dem Titel *Die Ansicht des belgischen Vereins für Eugenik über das ärztliche Ehezeugnis vom moralischen Standpunkt aus betrachtet* rechtefertigte ein Jesuit der Universität Leuven das ärztliche Attest im Auftrag des belgischen Vereins und gratulierte der Belgischen Gesellschaft für Eugenik zur Konsolidierung der Ehe, dieser „unentbehrlichen Familieninstitution“. Es folgte ein *Merkblatt für Eheschließende* von der Berliner Gesellschaft für Rassenhygiene: ein Plädoyer für das ärztliche Heiratszeugnis, insbesondere in Bezug auf die Früherkennung von Geschlechtskrankheiten. 1925 tauchte auch der Name Jules Salentiny erstmals in der Mitgliederliste auf, aber eine Eugenik-Kommission gab es zu diesem Zeitpunkt noch nicht. Zeitungsberichte legen nahe, dass sie wahrscheinlich im Laufe der Jahre 1926/27 im Schoße des Vereins für Volks- und Schulhygiene gegründet wurde. Im Juni 1927 fand eine von Salentiny geführte Eugenik-Kommission in den Medien Erwähnung. Neben Kommissionspräsident Salentiny bildeten der Hautarzt Franz Demuth, ein Gefängnisdirektor und zwei weitere Ärzte das fünfköpfige Komitee. Nach dem im Januar 1927 gescheiterten Versuch, das ärztliche Heiratszeugnis in Luxemburg einzuführen, entwickelten sich der Bezirksrichter und die Eugenik-Kommission zu den auffälligsten Verfechtern der Eugenik in Luxemburg. In der Jubiläumsbrochure 1929 zum 25-jährigen Bestehen des Vereins fanden sich gleich mehrere Aufsätze über Eugenik.

Unter dem Titel *Eugenik* fasste Salentiny den Stand der eugenischen Frage in England, Amerika und Frankreich zusammen. Nach einer kurzen Erklärung die „Wissenschaft zur Rassenverbesserung“ betreffend, befasste er sich mit den Vorschlägen der verschiedenen eugenischen Gesellschaften, sich des hohen Prozentsatzes von geistig Minderwertigen zu entledigen. Besondere Erwähnung fanden dabei die Gesetzgebung zur Zwangssterilisation und die Bemühungen zur Reinhaltung der „weißen Rasse“ durch Verbote der „Rassenkreuzung“. Zum Schluss betonte der Schreiber, zu diesen „wissenschaftlichen Gedankengängen“ nicht persönlich Stellung nehmen zu wollen und auch nicht zu untersuchen, inwiefern sich das eine oder andere Mittel in einer vorsichtigen Anwendung für Luxemburger Verhältnisse eignen könne. In einem öffentlichen, im *Tageblatt* vom 6. April 1927 zusammengefassten Vortrag über das eheliche Gesundheitszeugnis zwei Monate nach dem verworfenen Gesetzentwurf, hob Salentiny allerdings noch einmal die Wichtigkeit der Gesetzgebungen hervor, die Heiratsverbote im Falle von – wenn auch geheilten – „Wahnsinnigen, rezidivierenden Verbrechern und chronischen Alkoholikern“ erlaubten.



Esch/Alzette in den 1930er: Eugenische Massnahmen erfassten überwiegend die Ärmsten der Bevölkerung

Die moderne Eugenik müsse ihren Platz haben, um dem drohenden Untergangs der Bevölkerung entgegenwirken zu können

Der Höhepunkt der Berichterstattung über Eugenik aber war dem seit 1924 in Luxemburg niedergelassenen Hautarzt Franz Demuth vorbehalten⁴. Nach einem kurzen historischen Rückblick auf die Entwicklung der Eugenik dank des „genialen“ Galton und einigen pseudowissenschaftlichen Erläuterungen, bekannte sich Demuth zu der vom deutschen Arzt und SPD-Abgeordneten Alfred Grotjahn (1869-1931) vertretenen praktischen Eugenik. Dieser hatte sich früh einer „negativen Eugenik“ zugewendet, die Asylisierung und Zwangssterilisationen befürwortete.

Der Weg sei klar vorgezeichnet, so Demuth. Die moderne Eugenik müsse in allen gesellschaftlichen Bereichen ihren Platz haben, um dem drohenden Unheil des qualitativen und quantitativen Untergangs der Bevölkerung entgegenwirken zu können.

Von 1933 bis 1939 wurden eugenische Themen ausgeblendet. Neben Tuberkulose- und Geschlechterkrankungen wurden ab 1933 nur noch allgemeine Überlegungen im Zusammenhang mit dem Thema Hygiene behandelt. Es zeichnete sich eine Rückkehr zur Sozialhygiene nach französischem Muster ab und die Titelblätter der Vereinsbücher wurden nach 1933 auf Französisch verfasst. Die Eugenik war in den Vereinsheften kein Thema mehr, und 1946 wurde die Eugenik-Kommission in „Justiz-Kommission“ umbenannt, nach wie vor unter dem Vorsitz von Jules Salentiny. Bemerkenswert ist die Tatsache, dass die frühen klerikalen Mitglieder des Vereins, Kanonikus Jean Origer, Mitglied der Rechtspartei und Direktor des *Luxemburger Wort*, Abt Friedrich Mack, Direktor der Caritas und des bischöflichen Konvikts, erklärte Gegner der Eugenik, am Ende der 1930er-Jahren immer noch auf der Mitgliederliste des Vereins standen, trotz der Eugenik befürwortenden Veröffentlichungen der 1920er-Jahre.

Die katholische Einstellung zur Eugenik

Für den 1903 gegründeten katholischen Luxemburger Volksverein stand der Kampf gegen moralischen und materiellen Verfall der Gesellschaft durch Sozialismus und Überfremdung im Mittelpunkt. Explizite Bezüge zu einer Rassentheorie fanden nur marginale Erwähnung⁵.

Der 1909 gegründete katholische Akademikerverband hatte zum Ziel, „die katholische Weltanschauung und Kultur in unserem Vaterland nach allen Seiten zu fördern (und dabei) alle Mittel anzuwenden, die nach katholischer Sittenlehre zulässig sind“⁶. In der August-Ausgabe 1934 der Vereinszeitung *Academia* wurden zwar nationalistische Aussagen des Präsidenten der Rechtspartei veröffentlicht und integral in das faschistische Volksblatt übernommen⁷, aber Eugenik war für den Akademikerverband inakzeptabel, wie der Präsident des Vereins im Kontext der Sommertagung 1935 in einem Referat über Sterilisation und katholische Moral im Dritten Reich betonte. Diese war eine längst überfällige päpstliche Stellungnahme zur Eheproblematik und behandelte vornehmlich die „modernen“ Bedrohungen des christlichen Eheideals. Die Eugenik war also nicht Hauptgegenstand des Rundschreibens und für längere Zeit bestand der Eindruck, der Papst lehne jegliche Form der Eugenik ab. Festzustellen war, dass er den harten negativ-eugenischen Maßnahmen, insbesondere den eugenischen (Zwangs-) Sterilisationen und Eheverboten, eine klare Absage erteilte. Die „direkte“ Verletzung der körperlichen Integrität aus eugenischen Gründen war für den Papst unzulässig. Er ließ aber durchaus Raum für die „weichen“ negativ-eugenischen Maßnahmen der eugenischen Eheberatung und der „eugenischen Erziehung“. Mit dem deutlichen Verweis auf die Notwendigkeit einer „starken und gesunden Nachkommenschaft“ verschloss sich der Papst nicht explizit der positiven Eugenik. Auch die Asylisierung erbkranker Menschen lehnte Pius XI. nicht ausdrücklich ab. Vielmehr ließ er die Frage offen. Die Enzyklika war trotz aller Skepsis von einer breiten Akzeptanz eugenischen Denkens getragen⁸.

Ein vorbildliches Beispiel nicht nur der damaligen Verzahnung der Luxemburger Vereinslandschaft, sondern auch für die eugenischen Ansichten einiger Mitglieder der klerikalen Elite lieferte das Gründungsmitglied des Vereins für Volks- und Schulhygiene Edmond J. Klein, der ebenfalls Mitglied des Volksvereins und der Naturalistenbewe-

gung sowie Präsident verschiedener Regierungskommissionen war. Klein war bestens bekannt für seine gegen Darwins Lehren gerichteten Attacken in zahlreichen Vorlesungen und Veröffentlichungen. In einer Analyse des Darwinismus äußerte sich Klein ebenfalls über die Eugenik, an der er nichts auszusetzen hatte, solange sie sich auf die christlich-humanitäre Ethik berief. Die Verhinderung der Fortpflanzung von Minderwertigen durch Internierung sei mit christlichen ethischen Vorstellungen vereinbar⁹.

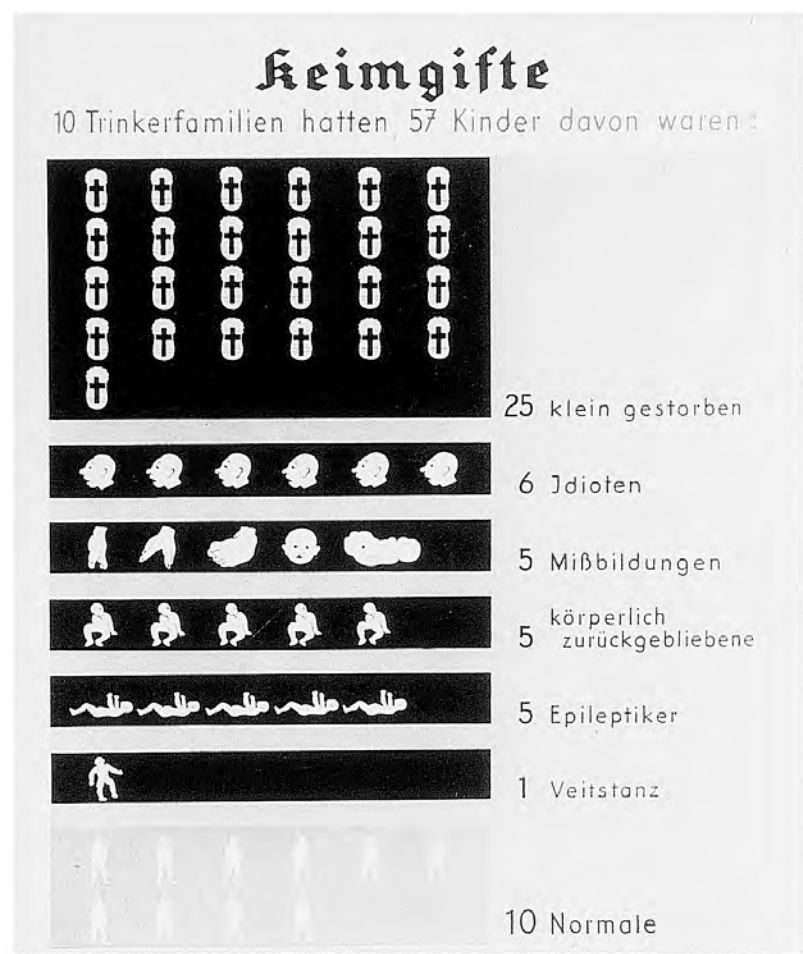
Die ambivalente Haltung des 1898 gegründeten Vereins gegen den Alkoholismus, deren langjähriger Schriftleiter und Mitglied des Vereins für Volks- und Schulhygiene Abbé Joseph Sevenig war, wurde verdeutlicht als die Mitgliederzeitschrift *Das Volkswohl* 1918 eine Rezension zusammen mit einigen Auszügen zu einem 1914 erschienenen Werk des norwegischen Rassenbiologen Jon Alfred Mjøen veröffentlichte. Dieser hatte darin die Forderung erhoben, ein sogenanntes „physiologisches Kinderproletariat“, auch noch nach Erreichen der Volljährigkeit, zu internieren und „unkontrollierte Wohltätigkeit“ nicht mehr zu dulden.

Der Autor der Rezension fand das Buch hochinteressant. Es sei mit großer Sachkenntnis und warmer Begeisterung geschrieben. Weitere explizite Beiträge zu einer „Rassentheorie“ fanden sich in den Veröffentlichungen dieses Vereins allerdings nicht mehr.

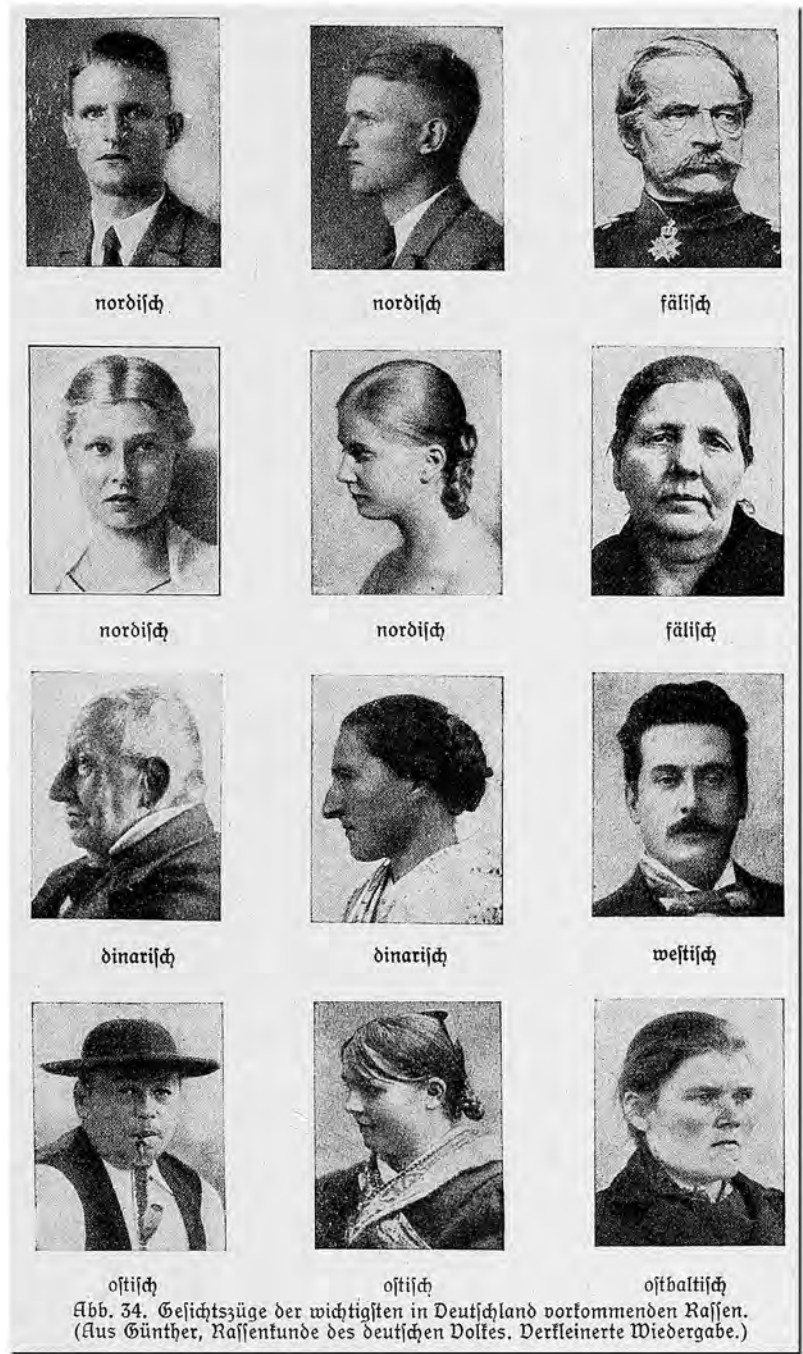
Die katholische Rechtspartei blieb trotz wirtschaftlicher und sozialer Krisen fast ununterbrochen bis zum Zweiten Weltkrieg in der Regierungsverantwortung, meistens in einer Koalition mit den Liberalen und ab 1937 mit den Sozialisten. Die enge Verbundenheit mit dem Luxemburger Katholizismus, insbesondere im gemeinsamen Kampf gegen Sozialismus und Kommunismus, war nicht zu übersehen, aber in Fragen zur Eugenik überließ die Partei dem klerikalen *Luxemburger Wort* die Stellungnahme.

Das *Wort* bezog mehrmals Stellung gegen die Eugenik, indem es den höheren moralischen Stellenwert des katholischen Ehe-Ideals hervorhob. Führende deutsche katholische Moraltheologen wie Franz Walter und Hermann Muckermann lehnten in den 1920er-Jahren die eugenische Sterilisierung ab. Lediglich eine Asylisierung wollte Letzterer gelten lassen. Anfang der 1930er-Jahre schwenkten die deutschen katholischen Eugentiker allerdings auf negative Maßnahmenkataloge um und betrachteten die Sterilisierung nun als den wirkungsvollsten negativ-eugenischen Weg¹⁰.

(Fortsetzung auf S.14)



Bevölkerungs-
politik und
Rassenhygiene
des Deutschen
Hygiene-
Museums 1933



Plakat über
Rassenkunde
aus der
Sammlung des
Musée de la ville
de Luxembourg



Plakat mit der
Aufschrift
„Vererbungs-
lehre und
Rassenkunde“
aus der
Sammlung des
Musée de la ville
de Luxembourg

(Fortsetzung von S.13)

Am 13. Juli 1934 teilte das Wort seinen Lesern eine Stellungnahme des *Osservatore Romano* mit, aus der hervorging, dass die römisch-katholische Kirche, entgegen der Haltung „gewisser Theologen in Deutschland, nach wie vor an der grundsätzlichen Ablehnung des Sterilisationsgesetzes als Ganzem festhält“. Auffallend ist, dass die Berichte des Bezirksrichters Salentiny über Eugenik und das eheliche Heiratszeugnis, die in den meisten übrigen Tageszeitungen veröffentlicht wurden, im *Luxemburger Wort* öfters unerwähnt blieben, dies obwohl der Direktor der Zeitung Mitglied des Vereins für Volks- und Schulhygiene war. Auch Texte über den Verein für Volks- und Schulhygiene wurden mit Reserven und der Bitte um Veröffentlichung seitens des Vereins erwähnt.

Die katholische Eugenik zeigte sich also durchaus facettenreich und kann auch in Luxemburg nicht undifferenziert als „anti-eugenisches Bollwerk“ betrachtet werden.

Die Haltung rechtsextremer Kreise

Der Themenkatalog der rechtsextremistischen Bewegungen des 20. Jahrhunderts beschränkte sich fast ausschließlich auf Nationalismus, Traditionalismus, Ausländerfeindlichkeit, Antikommunismus und Antisemitismus. Die einzige dieser Bewegungen, die es in 1937 ins Luxemburger Parlament schaffte, war die National-Demokratische Bewegung. Im Parteiorgan *Volksblatt* wurden die populistisch-nationalistischen Themen behandelt. Eugenische Maßnahmen wurden aber weder propagiert noch unterstützt¹¹.

1927 veröffentlichte der Luxemburger Verein für ländliche Wohlfahrt- und Heimatpflege in seiner Zeitschrift *Landwuel* einen Artikel über Eugenik, um ein ärztliches Attest vor der Heirat zum Ausschluss aller Personen mit ererbten Fehlern und Krankheiten zu verlangen, und es wurde betont, dass Ehen von Angehörigen verschiedener „Rassen“ nicht viel Gutes erhoffen ließen. Unterzeichnet war der Text mit „H. G.“ für Hary Godefroid (1877-1942), Lehrer, Gründungsmitglied des Vereins Haus und Schule und Mitglied mehrerer nationalistischer Vereine, der in Luxemburg und Belgien des öfteren Vorträge über Eugenik hielt.

Das antiklerikale Lager und die Frage der gesellschaftlichen „Minderwertigkeit“

Um 1830 hielt der Begriff „Proletariat“ als Ersatz für den Begriff „Pöbel“ Einzug in den bürgerlichen Diskurs. Die daraus resultierende Grenzziehung zwischen „ehrlichen“ und „lumpigen“ Proletariern war besonders wirkungsvoll und in den folgenden Jahren wurde mit der biologischen Politisierung naturwissenschaftlicher Denkmuster die Pauperisierung zunehmend als Folge der Degeneration des Erbguts interpretiert und der „Lumpenproletariat“ zum „geborenen“ Schwermittel und Gewohnheitsverbrecher stilisiert¹². In den 1920er-Jahren war das „Lumpenproletariat“ nicht mehr die einzige Zielgruppe der Eugenik, die fortan auch Erbkrankte im Allgemeinen in ihren Maßnahmenkatalog einschloss. Die politische Linke stellte früh fest, dass viele Eugeniker sich gegen traditionell konservative Institutionen wie Monarchie, Aristokratie und Klerus auflehnten. Insbesondere die deutsche Sozialdemokratie unterstützte die Eugenik bis zum Ende der Weimarer Republik insofern sie keine rassistischen Elemente beinhaltete.

Die Aggressivität der linken Presse gegenüber dem „Lumpenproletariat“ als Ansammlung von „Psychopathen, dummen Jungen, Geldgierige[n] und nicht denkfähige[n] Proletarier[n]“ blieb im 20. Jahrhundert ein zentraler Punkt¹³. So berichtete das sozialistische *Tageblatt* am 14. April 1925 voller Verachtung über das Londoner „Lumpenproletariat“: „[...] Der englische Proletarier greift zur Whiskyflasche, um sich zu betäuben, und im Whisky reifen die Perversionen, die Brutalitäten [...]“. Die Zeitung stellte einen Teil des „Bürgerturns ohne Menschenwürde“ mit der so beschriebenen Gruppe auf eine Stufe.

Der Sozialist Blum betonte im Motivenbericht die Notwendigkeit, Ehen für „Schwachsinnige“ und deren entartete Nachkommen zu verhindern

Kritiklose Berichte über Eugenik-Kongresse, während deren auch negative Eugenik-Maßnahmen verteidigt wurden, waren keine Seltenheit, ebenso wenig wie Analysen von Bevölkerungsfragen: „Auf Dauer kommt niemand an der Eugenik vorbei, die in den meisten Ländern nur durch kleine, fortschrittliche Gruppen vertreten wird“, berichtete das *Tageblatt* am 5. Januar 1927. Sogar die Arbeit der zur Durchführung des Sterilisationsgesetzes eingesetzten Gerichts in Berlin mit 20 Sitzungen und Anordnung von 325 Zwangssterilisationen wurde den Lesern kommentarlos am 19. Juni 1934 geschildert.

Ebenfalls bemerkenswert war ein Beitrag über „Ehezeugnisse“ in der Frauenbeilage zum *Tageblatt* am 9. Oktober 1929: Nach einem Plädoyer für die eugenischen Eheberatungsstellen des preußischen Wohlfahrtsministeriums wurden noch einmal die Vorzüge einer solchen Einrichtung zur Vorbeugung von Geschlechtskrankheiten sowie zur Schärfung des sozialen Gewissens erläutert. Nicht zuletzt wurde die eugenische Betrachtungsweise als ideale Haltung zur Erhaltung einer gesunden Nachkommenschaft hochstilisiert, „[...] auch wenn Heraufzüchtung der Rasse und ähnliche Zucht-wahltheorien noch in der Ferne liegen“.

Das Eugenikverständnis des linken Flügels der internationalen Frauenbewegungen wurde in der Zeit zwischen den Weltkriegen ein einvernehmliches Mittel zum Zweck, ein Weg zur Emanzipation mit wenig Resistenz seitens Politik und Männerwelt¹⁴. Für die Luxemburger linken Frauenbewegungen war es noch zu früh, um das Selbstbestimmungsrecht mit kämpferischen Parolen umzusetzen. Bemerkenswert war auf jeden Fall der unermüdliche Einsatz der „sozialistischen Frauen“ für ein gesetzliches Ehezeugnis auch in den ersten Nachkriegsjahren.

In der *Luxemburger Zeitung*, dem Sprachrohr der Liberalen, standen wirtschaftliche Fragen im Mittelpunkt des Interesses. Im regelmäßig in der Zeitung publizierten Kammerbericht wurde besonders ausführlich über Haushaltsdebatten berichtet. Umso auffallender war ein Artikel vom 21. Januar 1927 über das eheliche Gesundheitszeugnis im Anschluss an einen Vortrag des Hautarztes Franz Demuth im Verein für Volks- und Schulhygiene am 8. Januar 1927 über den geplanten Gesetzentwurf. Die einzigen Einwände waren formaler und finanzieller Natur. Das Gesetz müsse auch Ausländer einbeziehen, aber mögliche eugenische Konsequenzen wurden nicht erwähnt. Es sei ein Gesetz zum Wohle der Volksgesundheit und ein neuer Fortschritt im Kampf um die Mehrung der Volkskraft.

Die eugenische Frage nach dem Zweiten Weltkrieg

In den ersten Nachkriegsjahren versuchte die sozialistische Frauenbewegung erfolglos, die Diskussionen um ein eheliches Heiratszeugnis mit den Argumenten von 1927 wieder zu beleben. Auch die Befürworter des Heiratszeugnisses im Verein für Schul- und Volkshygiene erneuerten ihre Bemühungen schon ab 1946 mit einem Brief an das Gesundheitsministerium, um die Vorzüge der Vorschläge Blums aus dem Jahr 1927 hervorzuheben. Das Schreiben ging diesmal auf neue frauenärztliche Mitglieder des Vereins zurück. Symptomatisch für die Entwicklung in den Nachkriegsjahren war die Verlagerung der Diskussionen um das Gesetz vom juristisch-politischen Lager in den ärztlichen „Wissenschaftssektor“.

Die Bedeutung des Vereins für Volks- und Schulhygiene nahm zunehmend ab, und andere Gesellschaften traten an seine Stelle, insbesondere die Aktion für Volk und Familie ab 1949. Die Gründung dieses Vereins beruhte auf einer Initiative der Luxemburger klerikalen und konservativen Kräfte, mit dem erklärten Hauptziel des Kampfes gegen Tuberkulose, Geschlechts- und Krebskrankheiten sowie Alkoholmissbrauch. Als Mittel wurden die Förderung einer „positiven erzieherischen Eugenik“ sowie der Kampf um die Gesundheit der Menschen als „ideales Feld christlicher Nächstenliebe“ genannt. Die katholische Familienaktion besaß das Monopol der Familienfürsorge bis in die 1960er-Jahre, als die linksliberale Luxemburger Bewegung für Familien-Planung gegründet wurde. Sexualaufklärung und das Propagieren von Empfängnisverhütungsmitteln wurden für sie zur obersten Priorität. Die Notwendigkeit eines ärztlichen Heiratszeugnisses fand, neben der ungünstigen demografischen Entwicklung, in der Gründungsversammlung Erwähnung und auch das rechte Lager widersetzte sich nicht mehr einem „wissenschaftlich“ begründeten Ehezeugnis. Der Weg für die Einführung eines obligatorischen ärztlichen Ehezeugnisses im Jahr 1972 war geebnet.

Schlussbetrachtung

Zwischen 1925 und 1932 erreichten die Kontroversen über Eugenik mit dem Gesetzesvorschlag von 1927 ihren Höhepunkt. Eingbracht wurde er in Luxemburg vom sozialistischen Lager in der Person von René Blum, dem ehemaligen Kammer- und späteren Parteipräsidenten und

Justizminister. Blum betonte im Motivenbericht die Notwendigkeit, Ehen für „Schwachsinnige“ und deren entartete Nachkommen zu verhindern. Eheverbote wären also unumgänglich gewesen und waren im Gesetzestext auch nicht ausdrücklich untersagt.

Der unpräzise Begriff „Schwachsinnige“ eröffnete Spielraum für Interpretationen und Übergriffe. Es war kein Zufall, dass die meisten Zwangssterilisationen in der nationalsozialistischen Zeit in Deutschland ab 1933 bei Personen mit der Diagnose „Schwachsinn“ durchgeführt wurden. Die Luxemburger Sozialisten waren ähnlich wie die Sozialdemokraten in Deutschland vor 1933, regelmäßige Befürworter der Eugenik in diesem Zeitraum, wie das sozialistische Sprachrohr *Tageblatt* des öfteren unter Beweis stellte. Nach 1933 kamen eugenische Stellungnahmen immer seltener im *Tageblatt* vor, und die Berichterstattung wurde sehr zurückhaltend. Es scheint, als seien der Faschismus und die praktische Umsetzung der Eugenik in Deutschland ein Anstoß zum Umdenken gewesen: Der Rechtsextremismus wurde zur Hauptursache des schwindenden Enthusiasmus der Linken für die Eugenik.

Das klerikale Lager stand der Eugenik von Anfang an kritisch gegenüber. Das *Luxemburger Wort* verteidigte regelmäßig die Position Roms gegenüber der negativen Eugenik, ohne aber auf die Ambivalenz der päpstlichen Aussagen in der Enzyklika oder auf gegensätzliche Aussagen überzeugter Katholiken einzugehen. Befürwortete das linke Lager auch manche eugenische Maßnahmen, so blieben seine Anhänger doch überzeugte Antirassisten und Antifaschisten, während das klerikale Lager der Eugenik stets misstrauisch gegenüberstand, dafür aber öfter mit Antisemitismus und Faschismus liebäugelte. ●

Nach seiner Pensionierung schloss der Onkologe Julien Sand erfolgreich ein Bachelorstudium der Geschichte an der Universität Trier mit dem Forschungsschwerpunkt Geschichte der Eugenik in Luxemburg – ein bisher wenig erforschtes Thema – ab.

¹ Kühl, Stefan: Die Internationale der Rassisten. Aufstieg und Niedergang der internationalen eugenischen Bewegung im 20. Jahrhundert, Frankfurt/Main 2014, S. 26

² Chambre des députés: Compte-Rendu des séances de la chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg. Session ordinaire de 1926–1927, Bd. 1, S. 747 und Bd. 2, S. 222

³ Jungblut, Marie-Paule/Sand, Julien: „Luxemburg und die Familie Kallikak“, d'Lëtzebuurger Land, 13. 11. 2020

⁴ Verein für Volks- und Schulhygiene. Vereinsjahre 1926-1929. Jubiläumsnummer 1904-1929, Luxemburg 1930, S. 97-109

⁵ Mauer, Heike: Intersektionalität und Gouvernementalität. Die Regierung von Prostitution in Luxemburg, Opladen 2018, S. 367

⁶ Margue, Paul: „Partei und katholische Vereine“, in: Tausch, Gilbert (Hrsg.): CSV. Spiegelbild eines Landes und seiner Politik? Geschichte der Christlich-Sozialen Volkspartei Luxemburgs im 20. Jahrhundert, Luxemburg 2008, S. 526-527.

⁷ Blau, Lucien: Histoire de l'Extrême-Droite au Grand-Duché de Luxembourg au XXe siècle, Luxembourg 1998, S. 178

⁸ Richter, Ingrid: Katholizismus und Eugenik in der Weimarer Republik und im Dritten Reich. Zwischen Sittlichkeitsreform und Rassenhygiene, Paderborn 2001, S. 261-267.

⁹ Massard, Jos/Geimer, Gaby: „Luxemburg und der Darwinismus. Ein historischer Rückblick“, in: Bulletin de la société des naturalistes luxembourgeois 110 (2009), S. 19-29

¹⁰ Richter, Katholizismus und Eugenik, S. 53

¹¹ Blau, Extrême-Droite, S. 288-304

¹² Schwartz, Michael: „Proletarier“ und „Lumpen“. Sozialistische Ursprünge eugenischen Denkens“, in: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 4 (1994), S. 567

¹³ Schwartz, ebd., S. 549

¹⁴ Achtek, Kirsten: Selbstbestimmte Norm. Feminismus, Pränataldiagnostik, Abtreibung, Berlin 2018, S. 68

Diptyque

La création de *Zu unseren Schwestern, zu unseren Brüdern*, c'est un peu deux salles, deux ambiances. En une même soirée, le metteur en scène Stéphane Ghislain Roussel propose deux opéras conçus autour d'un même interprète, Michel De Souza, en lien avec l'actualité de l'inquiétante montée des extrémismes en Europe. La soirée commence dans l'hémicycle du European Convention Center avec *En vertu de...*, une lecture revisitée des articles emblématiques de la Convention européenne des droits de l'homme qui prend la forme d'un discours politique (photo : Sven Becker). Le choix des articles, leur collage et répétition offrent une réflexion sur le sens actuel d'un traité censé créer l'unité et met en avant la fragilité du projet européen. Ce livret un peu particulier est soutenu par la composition originale d'Eugene Birman pour trois musiciens de l'Orchestre de Chambre du Luxembourg, sous la direction de Corinna Niemeyer. Orchestre également à l'œuvre dans la deuxième partie.

Ceux qui aiment prendront le tram pour la suite de la soirée au

Grand Théâtre avec *Der Kaiser von Atlantis*, sorte de voyage dans le temps, peut-être considéré comme la source de la première partie. Cet opéra, découvert en 1975, a en effet été composé par Viktor Ullmann en 1943 au sein du camp de concentration de Theresienstadt. Image condensée d'une société soumise à la dictature, l'histoire relatée dans l'opéra apparaît en quelque sorte comme un miroir de la vie même de Theresienstadt et de l'emprise totalitaire du Troisième Reich. Les deux pièces ont vocation à résonner l'une avec l'autre, la volonté de paix et de liberté étant le socle de l'Union européenne et des premiers Traités. L'ensemble du diptyque interroge le sens actuel de la Convention européenne des droits de l'homme justement signée à l'époque pour ne plus pour ne plus retomber dans la barbarie du nazisme. Stéphane Ghislain Roussel et Eugene Birman sortent l'opéra de son contexte habituel, remettent en question les codes du genre tout en retrouvant le sens premier de l'art lyrique qui avait une vocation politique. À voir le samedi 22, mardi 25 janvier à 20h et le dimanche 23 janvier à 17h (*theatres.lu*). [fc](#)



Land

21.01.2022

CARNET NOIR



Stéphane Ackermann

Pendant une dizaine d'année, il a fait graviter l'art contemporain dans le quartier de la gare à Luxembourg. Stéphane Ackermann (photo : Philippe Biancotto) est décédé cette semaine à Istanbul où il résidait depuis 2008. Cet historien de l'art français était arrivé au Grand-Duché pour travailler aux côtés d'Erna Hécey, après avoir fait ses armes auprès d'institutions parisiennes, dont la renommée galerie Yvon Lambert. En mai 1999, il s'installe rue Adolphe Fischer et y ouvre son agence, terme qu'il préfère à galerie, partageant ses espaces avec son appartement. Quelques années plus tard, en 2004, il investit une ancienne manufacture de vêtements à la rue de Strasbourg. Peter Downsbrough avec inauguré le premier lieu, Jill Mercedes le second. On y a vu Claude Lévêque, Klaus Scherübel, Michel François, Eva et Adèle, Anne-Marie Jugnet, Riccardo Albanese ou Jean-Christophe Massinon. Ses vernissages et les finissages étaient des fêtes branchées où y fallait être. C'est aussi Stéphane

Ackermann qui a initié, en 1998-1999, la série d'intervention d'artistes dans les pages du Land. Après la fermeture de sa galerie, il a été directeur artistique de Contemporary Istanbul et a pris part à des projets culturels et des salons d'arts en tant que curateur et consultant pour de nombreux collectionneurs. Il avait 52 ans. [fc](#)

SCÈNES

Raconte-moi une histoire

Connaître une bonne histoire, c'est une chose. Savoir la raconter en est une autre. Le programme Fabula Rasa des Rotondes, 22 janvier au 6 février, rassemble cinq spectacles, une exposition et quatre ateliers qui démontrent que raconter est une forme d'art. Le volet exposition revient sur l'expérience de livres en réalité augmentée avec des nouveaux ouvrages qui prennent une dimension supplémentaire sous forme d'installations ou avec un smartphone. *D'Sandmeedchen*, le livre en réalité augmentée publié par les Rotondes et Kremart Edition, y aura



évidemment une place de choix. Le programme choisi des artistes qui brouillent les cartes, dépoussièrent le genre du conte avec des formes de spectacles originales. Le spectacle jeune public *TuttUno*, par exemple, joue avec des ombres et du papier. La pièce en luxembourgeois *Emma K* (photo : Marc Lazzarini), de la compagnie Bombyx, inspirée par *Le Procès* de Kafka ou *Der Mann, der eine Blume sein wollte*, mélange de conte en allemand, de musique live et d'art visuel, ajoutent encore de nouvelles dimensions à ces spectacles. [fc](#)

CINÉMA

48 H Chrono

C'est un pari un peu (même très fou) que lance pour la troisième année le réseau de cinéastes Filmreakter : écrire, tourner, monter, bref réaliser un court-métrage en seulement deux jours. Le Lost weekend film challenge s'adresse à tous, des cinéastes débutants sans expérience préalable aux professionnels chevronnés, et se présente de manière plutôt ludique. Les équipes inscrites (jusqu'au 29 janvier sur *lostweekend.lu*) sont accueillies dans le cadre du Luxembourg Film festival et apprennent le thème que doit avoir le film, une ligne de dialogue imposée et un accessoire qui devra être utilisé dans leur film. Chaque équipe tire au sort un genre de film différent. À partir de là, c'est parti, pas

de temps à perdre, le clap est donné. Un jury décerne différents prix, remis toujours dans le cadre du festival. Une occasion d'apprendre, de partager des expériences sans trop se prendre au sérieux. [fc](#)

POLITIQUE



Il ne manque que le train

Dans un mois, l'année culturelle Esch2022 sera lancée. Le programme d'ouverture sera présenté la semaine prochaine. En attendant, on a toujours un peu de mal à comprendre les tenants et aboutissants du programme initié par l'asbl (les communes, les associations, les collectifs et les artistes sont plus prolixes en communication) et le site *esch2022.lu* est plus volubile sur les questions de tourisme, d'environnement, de partenariat et de mobilité que sur l'art et la culture. Dernier « coup » de communication : la décoration de dix bus des TICE (partenaire, bien évidemment) par l'illustrateur Alain Welter. Le slogan « Den TICE rullt fir Esch2022 », des expressions du Sud, des personnages cultes,

des éléments architecturaux ornent donc les véhicules. Dessins qui mettent en avant le rouge du minett et qui reprennent des éléments que le muraliste avait déjà dessiné sur les tours de refroidissement de Differdange (photo : Esch2022). Il y a quelques mois, un autre partenaire avait prêté ses flancs à un décor dessiné. Lynn Cosyn avait été mandatée par Luxair pour illustrer l'année de la culture. Elle s'était, dans son style coloré, naïf et enfantin, inspiré des personnages et paysages de région. Les CFL étant aussi partenaires, on peut s'attendre à voir circuler un train bariolé. [fc](#)

MUSÉE

En attendant la résistance

Depuis 2018, des travaux de renouvellement et d'extension sont en cours au Musée national de la résistance et des droits humains à Esch-sur-Alzette (voir *d'Land* 08.10.2021). La réouverture totale du musée avec sa nouvelle scénographie n'est prévue qu'en 2023, mais ce week-end, les portes en seront ouvertes. À cette occasion, le trio MA3 (pour Move Art Three, avec Melting PoI, Sayoko Onishi et Emmanuel Fleitz) présentera sa performance *Vu, revu & transformé* mêlant danse, musique et vidéo. Plusieurs visites in situ, à des moments particuliers du chantier choisis en collaboration avec les responsables du musée,

ont permis au trio de capter « le pouls du bâtiment vidé, partiellement démoli, modifié, reconstruit, agrandi et embelli, de capter des sensations, de garder des traces et des repères de son histoire et des thématiques exposées ». Au cours de ces visites, des interventions chorégraphiques et musicales ont été enregistrées en sons et en images et seront reproduites ce week-end (photo : Sandy Flinto). [fc](#)



KINO

Wem die Stunde schlägt

Am Anfang steht bereits das Ende: Eine Schlacht ist geschlagen, die norwegischen Heerscharen, die sich mit dem abtrünnigen Macdonwald verbündeten, sind bezwungen. Alsdann verleiht der schottische König Duncan (Brendan Gleeson) den Titel Macdonwalds, „Thane of Cawdor“, dem siegreichen Heerführer Macbeth (Denzel Washington). Der kann es kaum glauben, haben ihm doch drei Hexen diese Wendung prophezeit. Mehr noch: Macbeth werde König sein. Dessen Ambition ist geweckt, und angefeuert von seiner ebenso ehrgeizigen Frau, der Lady Macbeth (Frances McDormand), hegt das Paar einen Plan: Warum dem Schicksal nicht etwas nachhelfen und den Königsmord begehen?

Joel Coens *The Tragedy of Macbeth* ist verfilmtes Theater von überaus hoher Sogkraft

Weltliteratur ist zeitlos und erfährt immer wieder filmische Transformationsprozesse. William Shakespeares *The Tragedy of Macbeth* wurde von unterschiedlichsten Regisseuren zu unterschiedlichen Zeiten in unterschiedlichsten kulturellen Räumen übernommen: Da ist zum einen Orson Welles Verfilmung von 1941, die sich vor allem durch ihre expressionistische Bildlichkeit auszeichnet. Die japanische Anverwandlung *Throne of Blood* (1957) von Akira Kurosawa verlagert die Handlung ins feudale Japan und betont mehr den politischen Gehalt des Stoffes. Roman Polanskis Version von 1971 besticht durch ihre pessimistische Pointe, die die Fatalität des Originals noch mehr betont. Ein jüngerer Beispiel ist die Adaption durch den australischen Regisseur Justin Kurzel, der einen poetischen und archaisch-brutalistischen

Zugang wählte. Auch die US-amerikanische Netflix-Serie *House of Cards* um politischen Machtgewinn nimmt deutliche Anleihen bei Shakespeares Urstoff.

Nun ist Joel Coen an der Reihe, der erstmals ohne seinen Bruder Ethan auf dem Regiestuhl Platz genommen hat. Seine Version ist noch am ehesten bei der von Orson Welles anzusiedeln: harte und langgezogene Schattenkontraste, kubistische Formen, die sich am Weimarer Kino der Zwanzigerjahre orientieren. Coens *The Tragedy of Macbeth* ist zuvorderst verfilmtes Theater von überaus hoher Sogkraft. Sie vertraut ganz auf den Text, auf den Rhythmus und den Klang der Sprache, auf die Alliteration, die Bildlichkeit der Metaphern, kurz: auf die Virtuosität der Dichtkunst Shakespeares. Roman Polanski wiederum nahm den Originaltext ernst, adaptierte ihn werkgetreu, setzte dabei aber auf eine farbenprächtige, kostümverliebte Inszenierung. Nicht so Coen: Nahezu alles in seiner *mise-en-scène* drängt auf die Reduktion: Schwarzweiß-Aufnahmen, minimalistisches Dekor, beengende Sets; computergenerierte Bildeffekte werden sparsam eingesetzt und dienen allenfalls der Darstellung des Übernatürlichen.

Coen erreicht damit einen überaus belastenden Effekt, der die Unabwendbarkeit des Tragischen eindrücklich ins Bild übersetzt: Kein Raum tut sich da auf für das Etwaige; das Erdrückende negiert die Offenheit von Handlungsmöglichkeiten. Der Motor der Handlung ist denn auch die Nachdrücklichkeit in der Sprache, die einen immerwährenden, ja mechanisch-zwingenden Fortgang suggeriert. Die Zeichen von Macbeths neu errungenem Ruhm eilen ihm ebenso voraus wie die seines Scheiterns; eines Scheiterns, das symbolkräftig antizipiert wird: durch Raben, durch Nebelvorhänge, durch Blutstropfen ...

Denzel Washington passt seine Darstellung dieses Macbeth an die von Coen gewählte *mise-en-scène* an: Wie in einem Fiebertraum gefangen, nimmt sein gestisches und mimisches Repertoire an Ausdruckskraft zu, je mehr er sich seiner Ausweglosigkeit, ja seiner eigenen Nichtigkeit gewahr wird. Er hadert mit sich und dem Leben, wenn er meint: „It is a tale / Told by an idiot, full of sound and fury / Signifying nothing.“ Sein Pendant Frances McDormand wählt den gegensätzlichen Weg: Sie bewegt sich von den großen Gesten weg, hin zur Starre. Vervollständigt wird dieser expressionistische Bilderreigen auf der Tonebene. Über allem dröhnt ein ebenfalls minimalistisches, doch äußerst druckvolles Sounddesign, das sich auf einen einzelnen monotonen und repetitiven Bassschlag reduziert: Wem die Stunde schlägt ... ●

Marc Trappendreher



Denzel Washington und Frances McDormand

JAZZ

Possession(s)

Kévin KroczeK



Les huit musiciens ensemble sur scène

Une musique étouffée raisonne dans l'enceinte de l'Abbaye de Neumünster. L'écho est plutôt discret et un brin inquiétant. Dans un coin du cloître Lucien Wercollier, Berlinde Deman effectue une démonstration de force. Armée d'un serpent, atypique instrument à vent en forme de S, la tubiste belge matérialise tantôt des bourrasques tantôt des mélodies orientales. Elle souffle dans l'embouchure de manière à générer un son guttural qui perturbe et superpose plusieurs sons à l'aide d'un échantillonneur, dont le résultat est par moment bousculé par des spasmes qui font penser à des cris d'enfants et à des murmures. La musique semble être altérée par des entités démoniaques. Sensation de blasphème dans cet ancien lieu de prière.

En ce vendredi 14 janvier, les spectateurs présents assistent à la deuxième soirée de la cinquième édition du festival de jazz Reset. Cet événement, devenu immédiatement incontournable, est basé sur un concept relativement novateur, et a priori unique, qui consiste à accueillir huit artistes européens et à les faire jouer ensemble trois soirs de suite. Point important, les troupes éphémères sont paritaires avec quatre femmes et quatre hommes venant de huit pays différents. Le pari étant de créer une cohé-

sion d'ensemble et d'éviter les inimitiés, qui ont pu être clairement visibles sur scène une année.

La veille, les huit artistes se sont produits à travers différents spots de la capitale, et notamment au Cercle Cité et au Casino. Ce soir, un dispositif inédit a été mis en place dans les quatre ailes qui entourent le discret jardin de l'institution. De l'entrée, on remarque que deux estrades ont été installées aux deux extrémités. Chaque artiste va se produire en solo et à tour de rôle, les femmes sur la scène de gauche et les hommes sur celle de droite. Le public devra alors se déplacer d'un set à l'autre, ceux du premier rang se retrouveront ainsi au fond et vice versa. Pascal Schumacher, le directeur artistique du festival, explique assouvir un fantasme en faisant jouer individuellement chaque artiste pour permettre au public de découvrir chaque pièce d'un puzzle qui prendra forme le lendemain pour un concert de clôture.

Sanne Rambags, chanteuse hollandaise, ouvre le bal. Elle interprète plus qu'elle ne chante. Une petite fille capricieuse d'abord, puis une personne qui aurait du mal à sextirper d'un mauvais rêve. Entre un hurlement venant des tripes, un aigu maîtrisé et une berceuse, on retient un beau travail sur la respiration. Jeff Herr ensuite, le batteur

FILM MADE IN LUXEMBOURG

En attendant Motorov

Tom Dockal

Routinen schenken den Menschen Halt und eine gewisse Ordnung in ihrem Alltag. Wenn jedoch eine Zäsur stattfindet, dann kann das routinierte Leben auf den Kopf gestellt werden und auf böse Überraschungen stoßen. So scheint es jedenfalls den Figuren in *January*, dem neuen Film des bulgarischen Regisseurs Andrei Paounow - und von Tarantula mitfinanziert -, zu ergehen.

Im verschneiten, abgelegenen und in schwarz-weiß eingetauchten Setting trifft der Zuschauer auf namenlose Figuren, die alle auf die Rückkehr des scheinbar vom Boden verschluckten Petar Motorow warten. Er sollte jeden Augenblick wieder zurückkommen, gibt der von Samuel Finzi gespielte Wächter immer wieder denjenigen zu verstehen, die nach ihm suchen. Ein Priester, Zwillinge und folkloristisch verkleidete Geisterjäger, die auf Motorows OK warten, um mit seinem Traktor ihren festgesteckten Schneeflug wieder freischaufeln zu können - sie alle müssen sich in Geduld üben. *En attendant Motorov*. Doch immer wieder reist jemand mitsamt Pferdekutsche in Richtung Wald. *En cherchant Motorov*. Anstelle der Ungeduldigen kommt die Pferdekutsche mit

einem von der Kälte zu einem Eiszapfen verwandelten Wolf als Passagier.

Was sich unsereiner vielleicht unter einem osteuropäischen kalten Winter vorstellt, dient Regisseur Paounow als visuelles Grundgerüst für seinen ersten Spielfilm. Bisweilen hat sich der Bulgare nämlich mit dokumentarischen Arbeiten beschäftigt wie beispielsweise mit *The Mosquito Problem and Other Stories* oder *The Boy Who Was King*, die sich mit Vergangenheit, Zerfall und Nachwehen des Sowjetsregimes in Bulgarien beschäftigen. *January* ist eine ähnliche Aufarbeitung, nur mit einer klar fiktionalen Absicht.

Das Drehbuch bedient sich eines Theatertextes von Jordan Radischkow, was dem Film sofort den Charakter eines Kammerstücks gibt. Dialoge sind karg und schroff, und die Spieler müssen sich vor allem mit Blicken und Körperhaltungen zu verständigen geben. Die Regie verwechselt einen immergleichen Rhythmus und dramaturgische Wiederholungen mit einem Verständnisschlüssel und versucht so zugleich den verhandelten Themen einen - allerdings willkürlich anmutenden - universalgültigen Anstrich zu verleihen. Ob der in einem Käfig ein-

autochtone, fait une proposition plutôt intéressante basée sur les impacts et l'acoustique. Johanna Summer, pianiste allemande, est une révélation. Initialement programmé, le contrebassiste portugais Nelson Cascais a dû annuler sa venue au profit d'un de ses anciens élèves André Rosinha. On se demande d'abord quelle histoire il souhaite nous raconter. Puis, son ensemble plutôt fouillis gagne en structure à chaque mesure. Le public se déplace à nouveau pour découvrir Berlinde Deman, dont la présentation a été résumée plus tôt.

Nouveau changement pour une nouvelle ambiance. Le guitariste danois Mikkel Ploug offre une musique pleine de nostalgie qui raisonne en nous et dans les galeries. Malgré l'aspect redondant du concept de déplacement incessant, on comprend l'intérêt de l'initiative. Une idée déjà vue mais permettant aux musiciens de prendre totalement possession des lieux, à l'instar de Mona Matbou Riahi, clarinettiste iranienne basée à Vienne qui semble habitée autant qu'elle habite les lieux. Elle fait beugler son instrument dans le ventre du piano, toujours là dans un coin, pour de plus fortes résonances. Sylvain Rifflet, le saxophoniste français plutôt habitué du Grand-Duché, clôt la soirée avec une superbe pièce au rythme effréné. Assis sur un tabouret, il actionne de son pied droit une pédale liée à une shruti-box, instrument indien qu'il trimballe depuis quelques années. Il bat la mesure crescendo et piétine son foulard qui s'est retrouvé pris au piège du rythme. Le saxophoniste termine en sueur sous une salve d'applaudissements.

Samedi soir, les huit artistes vont pour la première et dernière fois se présenter tous ensemble, dans cette configuration. C'est le moment de vérité. La jauge des 200 places prévues dans la salle Robert Krieps est atteinte. Très vite, on comprend le principe, chaque titre met en avant un des musiciens. La complicité non feinte entre certains d'entre eux fait plaisir à voir et à entendre. Ainsi, Sanne Rambags, Berlinde Deman et Mona Matbou Riahi se lancent des signaux réguliers et se défient gentiment tout au long d'un morceau. Entre mélodies empruntées de mélancolie et musique expérimentale avec chants dans un langage cryptique, la troupe brasse large. On retient surtout une enthousiasmante reprise de *2 West 46th Street* du génial Moondog. Un rappel est donné, Johanna Summer et Mikkel Ploug ne se donnent pas la peine de quitter la scène. C'est que tout le monde est pressé, l'after party a lieu dans la brasserie de l'abbaye et ne durera que jusqu'à 23 heures légales. ●

January ist ein Film, der in seinen ständig allegorischen Intentionen schwer fassbar bleibt

gesperrte und Raiki trinkende Rabe der Geist des Kommunismus, der Wald das ohnmächtige Bulgarien inmitten Idelogen oder Motorow selbst die unsichtbare Schicksalshand des Oligarchen über den Filmfiguren sein sollen oder sonst was - *January* ist ein Film, der in seinen ständig allegorischen Intentionen schwer fassbar bleibt. Wenn Andrei Paounow im letzten Akt jedoch das Augenzwinkern in Richtung *The Shining* zu einer frontalen, wenn auch studentischen Kopie von Kubricks Klassiker mutieren lässt, ist das eigentlich nur der Beweis, dass er nicht so recht weiss, wie er aus seiner eigenen atmosphärisch dichten und bierernsten Nummer herauskommen soll. ●

African mode

Marianne Brausch

Zidoun-Bossuyt inaugure l’année en étendant sa palette d’artistes à l’Afrique



Le titre de l’exposition que l’on visite dans la galerie au Grund, *This is not what it seems*, peut paraître étrange, alors qu’il s’agit d’art pour une part figuratif, pour l’autre abstrait et de collages. Des peintures qui racontent quelque chose, mais c’est comme si toujours, il fallait faire référence à l’histoire de l’art occidental – à Magritte pour le titre, Soulage pour un noir profond, le cubisme pour les assemblages, l’abstraction, etc.

La liste peut être très longue et nous passerons outre. Derrière le langage de ces peintres issus de la culture afro-américaine et maintenant africaine, comme Zidoun-Bossuyt a pris l’habitude d’en montrer depuis quelque temps, se cachent des messages inhérents à des situations spécifiques. Naturellement, chaque visiteur a ses références en tête et l’homme à la guitare de Mike Lee ou la femme langoureusement allongée à côté (*Goodwife*), feront venir en tête des situations peut-être vécues personnellement. La lumière, c’est là la force de ce jeune Californien qui vit et travaille à New York (Mike Lee est né en 1983 à Los Angeles). Ce qui rend ses personnages vivants – il a travaillé dans l’industrie du film – c’est l’éclairage des formes stylisées et l’irisation des tons blanc, noir et gris. Leur matérialité physique est quasi palpable.

Avec des tissus
Olubunmi Akinbola
évoque l’imposition aux
femmes esclaves de
couvrir leurs cheveux

En face, un grand carré est recouvert de morceaux de tissu synthétique blanc, cousus ensemble et distendus par endroits, froncés ou relâchés. Ils composent un patchwork abstrait et personne ne devinerait que Anthony Olubunmi Akinbola, trente ans, qui lui aussi vit à New York dans le quartier de Brooklyn, évoque avec ces tissus, comme un peu plus loin sur un très grand rectangle entièrement noir cette fois, l’imposition aux femmes esclaves, dans son Missouri natal, de couvrir leurs cheveux : le titre *Camouflage* seul peut trahir cette pratique.

Assembler. Tel est aussi le langage pictural de Neo Matloga. Il n’est pas américain, mais né en Afrique du Sud en 1983 et vit en Europe, à Amsterdam. Neo Matloga propose un diptyque fait d’un rectangle et d’un carré juxtaposés pour former ce qui est néanmoins une toile unique, car les bras du couple représenté joignent les deux formes géométriques. C’est tout ce que son travail a de formellement rigoureux. Que ce soit de par la représentation figurative ou la technique mixte : peinture, fusain et collages. Dans cette scène d’intérieur intimiste d’enlacement, Neo Matloga a utilisé des détails corporels photographiques de personnes qui lui sont familières. C’est la représentation dans des tons noir, blanc et gris, comme un vieux cauchemar récurrent, d’une situation de précarité et de peur à l’époque de l’Apartheid.

C’est à même la peau du papier cette fois, que Nate Lewis – il a étudié la médecine – travaille par grattage, incises, frotage, une image imprimée au jet d’encre sur carton. Cette étrange représentation de corps suggérés (*Disonance in the Valley*) – on ne sait pas s’ils flottent dans l’eau, sont en lévitation en l’air ou démantibulés, de cet Américain né en 1985 qui vit et travaille à New York. La poésie et la finesse du travail qui pourrait faire croire qu’on a devant soi une tapisserie, sont très éloignés des portraits francs de Eniwaye Oluwaseyi de jeunes femmes noires, l’air épanoui, dans des environnements aux couleurs franches et éclatantes. Né en 1994 au Nigéria, le jeune peintre – autodidacte, il a choisi ce moyen d’expression seulement en 2018, alors qu’il est ingénieur agronome de formation - à travers ces scènes du quotidien, se veut porteur d’un message d’espoir et d’optimisme, malgré la difficulté de vivre dans son pays, par exemple pour les homosexuels. C’est peut-être le message caché de *This isn’t what it seems* ? ●

L’exposition de groupe *This is not what it seems*, Anthony Olubunmi Akinbola, Mike Lee, Nate Lewis, Neo Matloga, Eniwaye Oluwaseyi est à voir jusqu’au 25 février à la galerie Zidoun-Bossuyt

CINÉMASTEAK

Amère mémoire d’Imamura

Parmi le second volet de la rétrospective dédiée à Shôhei Imamura, deux longs-métrages sont à découvrir cette semaine : *Pluie Noire* (1989), et *L’Anguille* (1997), Palme d’or au Festival de Cannes, presque quinze ans après avoir obtenu cette même récompense avec *La Ballade de Narayama* (1983). Deux films aux sujets et aux formes très différents. Le premier, adapté du roman éponyme de Masuji Ibuse, revient sur l’explosion de la bombe atomique à Hiroshima le 6 août 1945 et ses conséquences sur la population. Le second, librement inspiré du roman *Liberté conditionnelle* d’Akira Yoshimura, est un drame qui vire, chemin faisant, à la farce joyeuse jusqu’à l’apesanteur.

Débuts par *L’Anguille*, où tout commence pourtant mal, très mal même, puisque Yamashita, jusque-là sage employé de banque, apprend par une lettre anonyme que sa femme le trompe. Afin de vérifier la véracité de cet adultère, le jeune homme écoute sa partie de pêche nocturne pour rentrer chez lui, plus tôt que prévu. Là, il découvre le terrible « pot aux roses », surprenant sa femme en flagrant « délice » dans le lit conjugal, avec un autre homme. Furieux face à cette trahison castratrice, il se saisit d’un poignard et la tue, avant de se rendre de lui-même au poste de police le plus proche. C’est au cours de ses huit années de détention que va se nouer la tendre amitié entre Yamashita et le fameux animal, une anguille, devenue sa confidente. Elle-seule l’écoute et le comprend, se persuade-t-il depuis le fond de sa cellule. Délaissant peu à peu la tonalité sombre du début, le récit s’illumine avec la réinsertion sociale du protagoniste. Malgré ses difficultés relationnelles, Yamashita édifie en marge de la ville un salon de coiffure qui va devenir le repère et le foyer d’une étrange faune locale. Y émerge alors un groupe d’amis, constitué pour la plupart de déclassés et d’excentriques (l’un d’entre eux tente d’entrer en contact avec les extra-terrestres !), qui n’hésitera pas à faire front contre les incursions hostiles de la mafia... Si elle s’élance à partir d’un drame originel, l’histoire n’en finit pas d’étonner le spectateur par son glissement imprévisible vers des registres positifs et légers – le grotesque, la comédie, l’absurde, ou encore le merveilleux...



L’Anguille, plus lumineux qu’il n’y paraît

Doté d’un sujet dont la gravité se prête sans doute moins aux digressions narratives, *Pluie noire* est un film important d’Imamura, malgré l’amer constat qu’il fit en se rendant compte que ses compatriotes eux-mêmes étaient peu attachés au souvenir de la catastrophe nucléaire. On est bien loin ici de la solidarité que l’on trouvait dans le précédent film. De retour au noir et blanc de ses débuts, Imamura montre que celles et ceux qui ont été directement irradiés ont été rejetés, exclus, abandonnés par le reste de la population. Parmi ces parias figure une jeune femme vertueuse et douce, Yasuko, avec laquelle aucun homme ne veut se marier. Naïvement, on croirait que la beauté et la blancheur de son corps la protégeraient de ces traces noires qui l’entachent au moment de l’explosion. Or rien, du vivant, n’est épargné. À l’arbitraire de la nature s’ajoute l’arbitraire de l’empoisonnement radioactif. Le départ en hors-champ de Yasuko, sous le regard bienveillant de son oncle, est inoubliable. L’arc-en-ciel qui était censé poindre en signe de miracle, ne peut apparaître en noir et blanc. ● Loïc Millot

Dans le cadre de la rétrospective Shôhei Imamura : *L’Anguille* (vostf, 117’) sera présenté lundi 24 janvier à 18h30 ; et *Pluie noire* (vostf, 122’) mardi 25 janvier à 20h30 à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg

ALIGHIERO BOETTI À KABOUL

Pensant aux femmes afghanes

Lucien Kayser

Il fut un temps, avant les Russes ou les Américains, avant les talibans, le temps des brodeuses des *Mappe* et des *Ricami*

Ouvrons sur un dessin en bordure d’une page intérieure du *Canard enchaîné* l’autre mercredi : un barbu armé face à un mannequin de vitrine femme décapité, « et maintenant, portez un voile ». Voilà où l’on est en Afghanistan, pays par ailleurs en proie à la famine, appelant la communauté internationale à l’aide, ce qui devrait se faire, « sans aucun parti pris politique ». Du moins à en croire le vice-premier ministre.

Sans aucune pensée non plus, bien sûr, au sort fait aux femmes afghanes. Elles souffrent le plus de la réglementation, des décisions de ce qui est islamiquement correct ou non. Où les restrictions de déplacement s’avèrent le moindre mal. Les voici interdites de bains publics. Quant aux hommes, ils continueront à y aller, à condition de cacher les parties intimes. Il n’existe en Afghanistan plus de ministère des femmes, on l’a aboli. Remplacé par un ministère de la promotion de la vertu et de la prévention du vice. Avec sa police religieuse.

La situation est la plus poignante, terrible, si une femme a en plus le malheur de pratiquer un art, quel qu’il soit. La poésie, la musique, les arts plastiques, c’est du passé, c’est interdit,

c’est condamnable, et le pire est à craindre. Fini également le travail (il permettait de faire vivre naguère des familles entières) des brodeuses de Kaboul, de Peshawar, de femmes afghanes alors ayant fui leur pays à la venue des Russes. « Spinnt, spinnt… fleissig Mädchen/ Brumm, summ… gutes Rädchen », dit la chanson du *Vaisseau fantôme* ; là, tout aussi industrieuses, zélées et adroites, elles brodaient pour Alighiero Boetti, ses *Mappe*, *Ricami*, *Tutti*. Peut-être que la conjonction que l’artiste a mise dans son nom était aussi pour signaler cette disjonction entre le concept et la réalisation.

Alighiero e Boetti, né en 1940 à Turin, avait découvert l’Afghanistan au début des années 70, une façon pour lui de couper avec l’Italie, l’arte povera, les années de plomb, allant jusqu’à reprendre un hôtel à Kaboul où il se rendait régulièrement. Avec ses dessins, et son homme de confiance les donnait à broder aux femmes afghanes. Au début, un certain Dastaghir confiait par exemple les premières *Mappe*, superbes déploiements du monde (avec pour seul défaut que le Luxembourg, trop exigu, n’y figure pas), à Fatima et Abiba, « they had two dressmakers’ shops just twenty meters from the hotel ».

Nous en savons plus sur Kaboul et Boetti par le récit d’Ali Salman, jeune Afghan très vite au service, non, ami de l’artiste, qui l’amène à Rome où Ali restera après la mort de Boetti en 1994, s’établira définitivement avec sa famille. Mais entretemps, le va-et-vient est continu, des œuvres de Boetti, des *Mappe* toujours, des *Tutti*, broderies avec toutes sortes de figurations dans un joli fourre-tout, des *Ricami* surtout.

Au tournant de l’année, la galerie Tornabuoni, à Milan d’abord, à Paris ensuite, avait ensemble célébré Boetti et Ali Salman, avec de belles œuvres de la collection de ce dernier, avec la publication justement de son récit, de ses souvenirs assortis de nombreuses photographies. Et les broderies qui y figuraient, c’était non moins un hommage aux femmes afghanes, à leur métier, à leur inspiration, car Boetti leur laissait le choix des couleurs pour les *Ricami* (même pour les *Mappe* où les océans des fois virent au rose).

Les *Ricami* sont des grilles en forme de mosaïque composée de lettres combinées, elles, en mots et en phrases, au spectateur de les déchiffrer selon un sens de lecture qui peut varier d’une œuvre à l’autre. Des proverbes, des cita-



Brodant pour Boetti (image tirée de la publication)

tions, des mots-clefs pour Boetti comme *ordine/ disordine*. Dans des assemblages très colorés, dans une sublime monochromie blanche, de toutes tailles, allant jusqu’à 170 centimètres. L’Afghanistan, au début des années 70, était un pays ouvert, à la croisée du *hippie trail*. Boetti

l’avait choisi, « fasciné par le désert… le dénuement, la civilisation du désert ». ●

Salman Ali Ghiero Boetti, Forma Edizioni 2021

NÉCROLOGIE

Victor Fenigstein (1924-2022)

Un musicien engagé dans son temps

Le Luxembourg a perdu la semaine dernière un musicien d’envergure internationale. Victor Fenigstein, pianiste, professeur de musique et compositeur, né à Zurich en 1924, installé à Luxembourg depuis 1948, vient de mourir à l’âge de 97 ans. Il a donné à des générations d’élèves le goût de la recherche musicale et a construit une œuvre qui défia les tendances dominantes de son temps.

En 1947, les autorités de la Ville de Luxembourg décidèrent de recruter un professeur de piano par le moyen d’un concours international. Un jeune Suisse, que personne ne connaissait à Luxembourg et qui ne connaissait personne à Luxembourg, se présenta. Le jury fut ébloui par sa performance et le choisit à l’unanimité.

Fenigstein était issu d’une famille juive orthodoxe originaire de Silésie et connut l’antisémitisme dans une Suisse repliée sur elle-même et travaillée par les apprentis-dictateurs. Il chercha appui dès le lycée dans les milieux antifascistes plus ou moins clandestins et se lia avec celle qui l’accompagnera pendant toute sa vie, Marianne Sigg, de confession protestante et de formation juridique. En 1943, il commença des études musicales auprès d’Edwin Fischer et Emil Frey. En 1947, il participa au « Cercle des Lundis » fréquenté par Brecht, Lukacs, Silone et Benno Besson.

L’arrivée de Fenigstein déclencha un séisme dans le monde musical luxembourgeois. À peine nommé, Fenigstein se vit confronté à une levée de boucliers de prétendus patriotes, partisans d’une musique luxembourgeoise, défenseurs des traditions et fermés aux vents nouveaux. Une bataille de procédure de deux ans s’ensuivit qui mena Fenigstein du conseil communal au Conseil d’État. La

L’arrivée de Fenigstein en 1947 déclencha un séisme dans le microcosme musical luxembourgeois.

police politique suisse, le « Staatsschutz », s’occupa du cas Fenigstein en juin 1948 et ouvrit un dossier nourri par les rapports en provenance du Grand-Duché : « Es wurde in Erfahrung gebracht, dass Fenigstein ein begabter Musiker ist und ein gebildeter Mensch. Er ist äusserst nervös. (...) Er soll sich als aggressiver Kommunist entpuppt haben. (...) Auch seine Ehefrau sei eine fervente aber reservierte Kommunistin. » En 1950, Fenigstein fut accusé de fréquenter le professeur Biermann et menacé d’expulsion. La chasse aux sorcières atteignit son point culminant en 1953, quand les époux Fenigstein furent suspectés d’être des espions russes.

Fenigstein aurait sans doute repris le chemin de l’exil, si une grave maladie ne l’avait pas frappé en 1952. Le médecin diagnostiqua une sclérose en plaques multiple et lui annonça une mort prochaine qui heureusement se fit attendre. Ne pouvant plus donner de concerts, Fenigstein se fit compositeur. Pendant qu’il était encore alité Fenigstein composa la cantate *Et le jour se leva pour lui* sur des poèmes de

Paul Éluard. Écrite au moment de l’exécution des époux Rosenberg et évoquant le bombardement de Guernica, l’œuvre est avant tout autobiographique évoquant la solitude, la solidarité, l’insoumission et l’espoir. Elle fut jouée sous la direction de Carlo Hommel en 1994 à Liège et en 1999 à l’église de Bissen.

Les allusions à l’actualité politique et le rapport avec la littérature caractérisent la manière de Fenigstein de faire de la musique. Le compositeur essaie de faire dialoguer les mots et les sons n’hésitant pas à intercaler sous forme de citations des bruits de manifestations, de travaux de la mine ou des comptines d’enfants. « So zitiere ich des Lied *Weisst Du wieviel Sternlein stehen* ? mit seiner süsslichen Frömmigkeit und seiner frömmelnden Süssigkeit : Ich fasse es als einen Ausdruck von Heuchelei. »

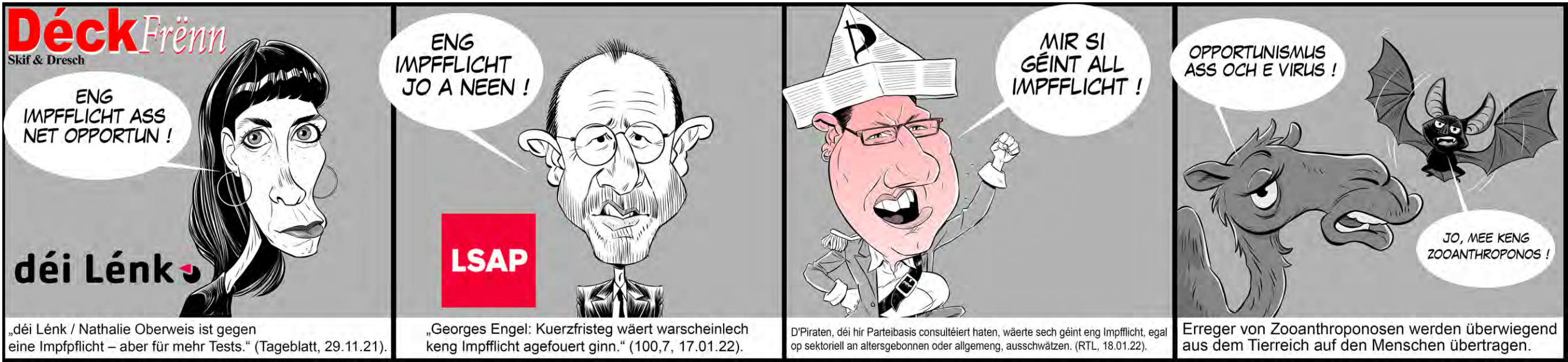
Fenigstein a toujours refusé de suivre les modes et il a su s’affranchir de toute orthodoxie, mais il opéra un certain retour vers l’expressionnisme musical des années vingt, représenté par Paul Dessau, Kurt Weill et Hanns Eisler, et s’intéressa aux possibilités nouvelles apportées par les techniques dodécaphoniques. La fondation en 1974 de « Musica Nova » par un groupe de jeunes musiciens autour de Marco Kraus mélomanes montra que Fenigstein n’était plus un homme seul. Le refus de l’harmonie et la recherche des contrastes leur était commun.

À partir de 1983, Fenigstein s’attaqua à ce qui peut être considéré comme son œuvre majeure, la mise en musique de la *Sainte Jeanne des Abattoirs* de Bertolt Brecht qui fut représentée en 1986 à Augsburg, la ville natale de l’écrivain, à l’occasion du centième anniver-

saire de sa naissance. La pièce se déroule aux abattoirs de Chicago et dénonce l’exploitation économique et l’hypocrisie morale. Par sa musique Fenigstein souligne le caractère cruel et grotesque d’une forme de capitalisme sauvage. L’œuvre fut reprise en 2001 dans une mise en scène de Frank Hoffmann et jouée par un ensemble mixte helvético-luxembourgeois dans les anciens abattoirs de la ville d’Esch puis dans la Dampfzentrale de Zurich.

L’œuvre de Fenigstein se composait à l’origine de cinq actes d’une heure chacune. « Ich träume von einem Spektakel, das sich über einen ganzen Tag verteilt. Akt 1 beginnt im früheren Schlachthof. Akt 2 in irgendeinem Park, Lavals Park oder Galgenberg, Akt 3 auf einer Industriebrache, Akt 4 auf einem öffentlichen Platz, Akt 5 im Escher Theater. Dazwischen muss sich das Publikum von einem Ort zum anderen fortbewegen, wo es dann weitergeht, kann etwas trinken, essen oder plaudern. » Aux esprits sceptiques Fenigstein rappela : « Das gab es schon einmal… im alten Griechenland. » Cela aurait peut-être pu être un projet pour Esch, capitale européenne de la Culture.

En 1986 la maladie empêcha Fenigstein d’écrire des notes. Le recours à l’ordinateur et une grande énergie lui permirent d’achever la mise en musique des *Sonnets* de Shakespeare. Pour son 85^e anniversaire, le Conservatoire lui rendit hommage. Une ancienne élève de Fenigstein, Mme Hennicot-Schoepges, dit tout ce que le pays d’adoption doit à ce grand artiste, et fit amende honorable pour les difficultés de l’accueil. Une biographie de l’artiste et de l’homme a été écrite par Fritz Hennenberg, l’ancien Chef dramaturg du Gewandhaus de Leipzig. ● Henri Wehenkel



De l'art, couche sur couche

Salomé Jeko

Impossible de ne pas contempler avec une pointe de curiosité les créations originales d'Äerd Lab, visibles depuis quelques semaines au sein du nouveau pop-up store installé dans la capitale à la rue des Capucins. Dans ce lieu que la créatrice de la marque, Angelika Bocian-Jaworska, partage aux côtés de la designer Julie Conrad pour quelques mois, vases, coupelles et autres tasses aux formes intrigantes attirent l'œil. Matière, procédé, formes... on s'interroge. Comment ce vase en céramique, baptisés *Snowflake* et reprenant, vu du haut, la forme d'un flocon de neige, a-t-il pu être réalisé ? Même chose pour ceux en faïence rouge que, de loin, on croirait tissés en osier. Le secret ? L'impression 3D, autrement dit un procédé de fabrication de pièces en volume par ajout de matière en couches successives à partir d'une modélisation 3D.

Avant l'impression, il y a l'imagination d'Angelika, née en 1992 en Pologne et installée depuis peu au Luxembourg, après que son mari y ait trouvé un emploi. « Je suis diplômée en architecture de l'Université du Liechtenstein. Entre-temps, j'ai passé un semestre d'échange à l'Université de Tongji à Shanghai et j'ai obtenu un diplôme de troi-

sième cycle en architecture et impression 3D en argile à l'*Institut d'Architecture Avancée de Catalogne* (IAAC) ». Fondée en décembre 2020, Äerd Lab, sa marque, est une combinaison de deux mots – Äerd, qui signifie Terre en luxembourgeois – son matériau de prédilection à travers l'argile – et Lab, car beaucoup de projets sont encore en phase d'expérimentation. « L'objectif de Äerd Lab est de trouver des solutions utilisables partout sur Terre. Tout en rêvant d'architecture en grand, j'ai commencé à petite échelle avec l'impression 3D de céramiques. Mon intention pour le futur est d'agrandir mes impressions 3D et de réaliser des choses en dehors des murs de mon labo, comme par exemple dans les espaces publics de la ville de Luxembourg », confie Angelika, totalement passionnée par l'architecture et ancrée dans son environnement. « Pour la comprendre et l'expérimenter, j'ai besoin d'explorer et donc de voyager à travers le monde. Voyager est ainsi devenu mon deuxième passe-temps ; j'ai visité 25 pays rien qu'en 2019 », avoue celle qui capture ses impressions et souvenirs à travers l'aquarelle.

Dans son « lab », Angelika s'implique à chaque étape du processus de fabrication de ses créa-

tions. La jeune femme commence par concevoir son modèle avec un logiciel 3D. « Cela génère un Gcode qui contient des informations sur chaque couche du modèle, traduites dans un langage intelligible pour l'imprimante 3D ». S'en suit la préparation des matériaux, comme la porcelaine, le grès ou la faïence, qui constitue une étape clé. « Il doit être fluide, pas trop liquide et exempt de bulles d'air. Après cela, c'est plus fun : le vase, le bol ou la tasse conçu par impression 3D voient le jour. Selon la taille et la complexité du modèle, le processus d'impression peut prendre jusqu'à plusieurs heures. Reste ensuite le vernissage et la cuisson ». Résultats ? Des objets minimalistes, tout en courbes et douceur, directement inspirés de la nature. « Si je devais définir le style dans lequel je me trouve, j'aimerais qu'il aspire au biomorphisme. À mon avis, les plus belles formes et motifs ont été créés non par les humains, mais par la nature ».

Ces derniers mois, l'architecte a travaillé d'arrachepied aux côtés de Julie Conrad, pour laquelle elle a réalisé plus de 100 lanternes en forme de gouttes, imprimées en 3D avec de l'argile de Nospelt. Un travail exposé dans le cadre d'*Artefacts*, le projet

proposé par la designer et exposé au sein du pavillon luxembourgeois à Dubaï. « Nous avons proposé une nouvelle typologie, une forme impossible à obtenir sans Gcode, mais perpétuant la tradition ancestrale de l'argile extraite localement au Luxembourg. Je crois fermement au pouvoir de fusionner des matériaux traditionnels avec des technologies

de pointe, comme cette fabrication additive qu'est l'impression 3D. Ce projet démontre et renforce cet énorme potentiel ». Récemment, en plus du pop-up store de la rue des Capucins, Äerd Lab a également proposé une série limitée de créations réalisées pour des marques luxembourgeoises comme Kaempff Kohler ou J'adore bio. ●



Sven Becker

L'impression des objets peut être vue au pop-up

Stil

LE TAKE-AWAY



Kitchen Leb

La cuisine levantine est de mieux en mieux connue et appréciée. Désormais, tout le monde sait ce qu'est un houmous (que les puristes écriront hummus), reconnaît le fromage halloumi (celui qui fait kwick kwick sous

la dent) et a découvert que le chou-fleur ne se mange pas seulement gratiné avec de la béchamel. Pendant les mois de fermeture des restaurants, Christopher Rahme, se souvenant de ses origines libanaises, a lancé le service de plats à emporter Kitchen Leb. D'abord depuis son restaurant L'Avenue et, désormais auprès de son enseigne Capucins restaurant-bar. Les plateformes de livraisons le référencent également. Au menu, on trouve surtout des petits plats de « mezze » : houmous, moutabal (caviar d'aubergine), feuilles de vigne, taboulé, fatouche (salade), falafel ou chou-fleur frit. Divers sandwiches (dans des pains pita) s'ajoutent à la gamme, dont un au kefta dont on a apprécié la fraîcheur des accompagnements (photo : fc). Il faudra cependant encore un peu d'efforts dans les assaisonnements pour satisfaire

les palais connaisseurs et exigeants. fc

L'ENDROIT

Manzoku

Les aficionados de la cuisine nippone avaient déjà repéré le petit comptoir de vente sur la zone industrielle de Howald. L'enseigne Manzoku a pris ses quartiers et son envol à Belair, dans une ancienne épicerie pour y transposer son atelier de fabrication de pâtes à ramen et son échoppe. Ce nom japonais signifie approximativement « satisfaction » ou « confort » et l'initiatrice de la marque, Mei Chan parle de « nourriture de

l'âme ». La botte (pas si) secrète de Manzoku, ce sont ses kits pour confectionner des ramens à la maison : les nouilles fraîches sont vendues sous-vide avec un bouillon lyophilisé. Trois variétés sont proposées : Sapporo, avec une nouille épaisse associée à un bouillon miso robuste. La nouille la plus fine de Hakata est associée à un bouillon tonkotsu (à base de porc) et nouille de Tokyo, jaune en raison de l'œuf, est associée à une sauce shoyu (à base de soja). Libre à chacun d'agréments la



recette avec des oignons frais, des champignons, un œuf, une tranche de porc pané et d'y ajouter du Shichimi (mélange d'épices assez relevé). L'épicerie (photo : fc) vend d'ailleurs une série de produits asiatiques, essentiels à la fabrication des mets, des boissons avec (saké, bières) ou sans alcool et les ustensiles. fc

LABOISSON

Happy Guts

Après treize années passées dans le secteur de la finance, Jennifer Olding a réorienté sa carrière pour créer The Happy Guts' Company où elle développe, fabrique et vend

des boissons et aliments fermentés. Le processus de fermentation des aliments est une action chimique naturelle qui transforme le goût, l'odeur et la structure organique des ingrédients. Cette transformation produit des enzymes et des bactéries bénéfiques pour l'intestin, une sorte d'engrais qui permet le développement et la diversité de la flore (intestinale). L'utilisation de la fermentation est de plus en plus souvent à l'œuvre dans la cuisine pour cet aspect nutritionnel, mais aussi pour ses qualités d'exhausteur de goûts qui pousse le degré d'acidité. « Au Luxembourg, je ne trouvais pas de kimchi et de kombucha de qualité alors qu'il font partie intégrante de mon éducation au goût et à la santé », raconte celle qui s'est installée en 2018 après les conseils de la House of entrepreneurship. Sa gamme comprend désormais trois sortes de kombucha (du thé



fermenté aromatisé aux fruits), trois sortes de kéfir végétal (issus de la fermentation de jus, photo : Kaorianne) et du kimchi (du chou fermenté avec des plats coréens). Les ingrédients sont essentiellement locaux et bio. La distribution des produits passe par des enseignes de revendeurs (Glow, Ready, Naturata ou Rawdish par exemple). La marque ouvre aussi son shop les vendredi et samedi à la rue de l'Industrie à Strassen. fc

FESTIVAL
FESTIVAL
FESTIVAL

AUTOFESTIVAL

Un Festival 2022
haut en couleur
chez Volkswagen !

Pour l'Autofestival prenez rendez-vous
ou passez directement au showroom.

volkswagen.lu/Autofestival



land

SIGGY THE CYCLIST
WIE KOMMT STROM IN VIELE AUTOS?
FRANCOIS BAHUSCHEN
DIE VERLETZLICHEN
EMOTIONEN AUS DER BATTERIE

mobilité

Autoparadies

Luc Laboulle

2021 zählte Luxemburg 479 659 Autos bei 634 700 Einwohner/innen. Zieht man Minderjährige und nicht mehr fahrtüchtige Senioren ab, dürfte man auf ein Auto pro Kopf kommen. Viele Luxemburger sind stolz auf ihren Wagen. Nach VW sind seit einigen Jahren vor allem deutsche Luxusmarken wie BMW, Mercedes und Audi gefragt. Laut einer Studie der Versicherungsplattform confused.com ist die Dichte an Luxusautos nirgends höher als im Großherzogtum. Teure Autos verkörpern den sozialen Aufstieg, sie sind ein Statussymbol. Firmen aus der Finanzindustrie gewähren ihren Mitarbeiter/innen als Bonus zu ihrem Gehalt einen Dienstwagen; die Leasingverträge sind steuerlich vergünstigt, will heißen: Sie werden von der Allgemeinheit mit bezahlt.

Für die Autohersteller und ihre Vertragshändler ist Luxemburg ein kleines Paradies. 2019 wurden über 55 000 Neuwagen angemeldet. 2020 brachen die Verkäufe etwas ein und im vergangenen Jahr wurden noch weniger Autos verkauft, doch das lag nicht an mangelnder Nachfrage, sondern an der Mikrochip-Krise, durch die es zu Engpässen bei der Produktion kam und immer noch kommt. Weil das Autokauf-Verlangen aber stark ist, stieg der seit Jahren boomende Gebrauchtwagenmarkt 2021 um 6,7 Prozent im Vergleich zum Vorjahr.

Der Klimawandel wird an diesem Verlangen vorerst wenig ändern. Was sich ändern muss, ist der Antrieb. In ihrem Nationalen Klima- und Energieplan hat die Regierung sich das Ziel gesetzt, dass bis 2030 die Hälfte des Fuhrparks aus Elektroautos bestehen soll. Die Automobilindustrie will noch nicht so recht daran glauben, dass dieses Ziel erreichbar ist. Zwar haben immer mehr Marken auch Elektroautos im Sortiment, doch eine radikale Umstellung ist bislang nicht erfolgt. Solange kein flächendeckendes Netz an

Ladestationen zur Verfügung steht, macht das auch wenig Sinn (S.24, 25).

Das Auto hat aber auch seine Schattenseiten. Täglich versinkt Luxemburg zu den Spitzenzeiten im Stau. Mit dem Ausbau des Bahn- und Busnetzes, der Tram und der Fahrradwege will der grüne Minister François Bausch den Menschen den Umstieg auf die öffentlichen Verkehrsmittel und die sanfte Mobilität schmackhaft machen. Ob es ihm gelingen wird, muss sich erst noch zeigen (S.26, 27).

Im Kundenwettstreit um kosmopolitische Expats, ökoliberale Hipster und familiengründende Millennials wird die Autoindustrie dem öffentlichen Transport und dem Fahrrad nicht kampflos das Feld überlassen. Mit neuen Marketingstrategien will sie diese Konsumenten davon überzeugen, dass Autos mit einem kreativen und nachhaltigen Lebensgefühl vereinbar seien. Mercedes stellt seine Luxuskarossen vor die Philharmonie, BMW ist Hauptsponsor von Esch 2022, Audi wirbt mit dem Filmstar Sophie Mousel und Volvo hat den Fotografen Wouter Van Vaerenbergh damit beauftragt, Bilder von im öffentlichen Raum geparkten Autos für ihre Showrooms zu schießen.

Das ändert aber nichts daran, dass spätestens seit Beginn der Pandemie ein Umdenken eingesetzt hat. Großstädte wie Paris, Brüssel oder Wien haben ihr innerstädtisches Fahrradnetz ausgebaut und wollen Autos aus ihren Stadtkernen entfernen. Fahrrad- und Fußgängeraktivist/innen fordern solche Maßnahmen auch für Luxemburg (S.23, 27), doch Lydie Polfer und ihre Schöffen aus der DP und CSV tun sich damit noch schwer. Sie renovieren erst einmal die Parkhäuser im Zentrum. Spätestens bei den Gemeindewahlen 2023 wird sich zeigen, ob sie mit dieser Entscheidung richtig lagen.

The best way
for your electric
car insurance



Drive Electric

Powered by
diego enovos

La première assurance dotée d'une gamme de services spécialement conçue pour les conducteurs de voitures électriques et hybrides rechargeables.

www.drive-electric.lu

Bâloise
Assurances

Index

23

« Repartager l'espace public »

Siggy the cyclist sensibilise à la durabilité du vélo comme mode de transport et propose des aménagements pour faciliter la généralisation de la pratique

Interview : Pierre Sorlut

24

Wie kommt Strom in viele Autos?

Die Regierung will, dass 2030 jeder zweite PKW elektrisch ist.

Doch wie schafft man genug Nachlade-Möglichkeiten?

Peter Feist

26

„Ich rate den Autohändlern, ihr Geschäftsmodell zu überdenken“

Der grüne Minister François Bausch spricht über die Zukunft der Mobilität und erklärt, wie er mehr Menschen dazu bewegen will, auf den öffentlichen Transport umzusteigen

Interview: Luc Laboulle

27

Die Verletzlichen

Fußgänger werden im Alltagsverkehr stark benachteiligt. Das kann bisweilen lebensgefährlich sein. Eine eigene Lobby haben sie noch nicht

Stéphanie Majerus, Luc Laboulle

28

Emotionen aus der Batterie

Der Motorsport als Paralleluniversum: Technologie-Transfer vom Verbrenner-Boliden zum Elektro-Renner

Jürgen C. Braun

« Repartager l’espace public »

Interview : Pierre Sorlut

Sur Twitter, il fait figure d’ayatollah du vélo comme moyen de transport. Parmi ses mille abonnés (un nombre substantiel pour cette niche luxembourgeoise), figurent du personnel politique, des urbanistes et, surtout, des utilisateurs de la bicyclette au quotidien qui constatent, comme lui, le cruel manque d’infrastructures cyclables à Luxembourg-Ville. Siggys the cyclist, c’est son nom, véhicule ce ressentiment, cette insécurité partagée par les adeptes de la petite reine pour se rendre au travail. Il sensibilise à la durabilité du vélo comme mode de transport et propose des aménagements pour faciliter la généralisation de la pratique. Dans une conversation avec le Land, Siggys dévoile qui se cache derrière ce cavalier chevauchant une bicyclette.

D’Land : Monsieur Siggys the Cyclist, présentez-vous svp* ?

Siggys the cyclist : Siggys est né lors du premier confinement, au début de la pandémie quand on a vu se développer les infrastructures pour le vélo et la pratique cycliste quotidienne dans des villes comme Paris ou Bruxelles, des métropoles qui n’étaient pas réputées pro-vélo comme le sont Copenhague ou Amsterdam. Un vent de changement a soufflé dans ces capitales où la voiture était dominante. À Luxembourg, rien. Siggys est un clin d’œil au message de la bourgmestre Lydie Polfer (DP, ndlr) selon lequel il n’y a pas de place pour le vélo dans une forteresse. Siggys (*diminutif de Sigefroid, qui a fait ériger les fortifications de la ville, ndlr*) porte une bannière, la cause des adeptes du vélo comme moyen de transport.

Votre personnage s’est fait connaître via les réseaux sociaux et Twitter. Mais pourquoi avoir choisi l’anonymat ?

Via Twitter on voit que de plus en plus de gens se déplacent à vélo, de la communauté internationale notamment. Les réactions sur les réseaux sociaux se multiplient. Le quotidien du vélo en ville se partage. On dit ce qui est bien. Ce qui ne l’est pas. Pour ce qui concerne l’anonymat, il s’explique d’abord par le fait que nous sommes un groupe d’amis à avoir organisé une première *critical mass*, un rassemblement de vélos qui s’intègrent au trafic. On ne s’arrête pas pour bloquer des rues. On ne veut pas emmerder les gens. Puis nous nous sommes tournés vers les réseaux sociaux. Et même si je gère le compte Twitter, il s’agit quand même d’un groupe de personnes qui donne les idées, les photos, les inputs, les expériences. Puis ce n’est pas la personnalité qui importe, c’est le message.

Quel est-il ce message ?

Nous n’avons pas assez d’infrastructures cyclables. Nous ne bénéficions pas d’un réseau sécurisé. Nous voulons un vrai réseau pour se déplacer en ville. Il faut accepter le vélo comme mode de transport. Ce qui n’est pas le cas.

Qu’est-ce qui différencie l’action de Siggys par rapport à celle de l’association Provélo ?

Provélo a longtemps milité pour plus d’infrastructures. Ils ne sont pas vraiment sur les médias sociaux. Ils se sont aussi plutôt politisés. Ils essaient de s’arranger avec la classe politique. Du coup, leurs messages sont assez timides. Le rôle de Siggys, c’est de dire les choses comme elles sont, sans prendre de pincettes et sans ambition politique.

Vous jugez qu’utiliser le vélo pour se déplacer est dangereux. Est-ce que les chiffres viennent étayer le message ?

Il n’y a pas vraiment de transparence dans les chiffres. Il n’y a pas de base de données publique. Et quand il y a des données, on ignore où sont les accidents. Le Statec publie des fois des études mais sur base des chiffres de la police. Leurs statistiques sont biaisées, car tirées des accidents constatés par la police. S’il y a un accrochage avec simplement des dégâts matériels ou une manœuvre d’un automobiliste dangereuse pour le cycliste, ce dernier ne se rend en général pas au poste. Puis, la police n’encourage pas les gens à enregistrer les accidents. Après avoir été agressé par un conducteur, j’ai appelé la police pour enregistrer une plainte. Ils m’ont dit que cela ne servait à rien et que ce n’était pas la peine de venir.

Puis il y a récemment eu cette campagne qui vous a fait bondir sur Twitter...

Dans toutes les campagnes, on parle de respect mutuel, de responsabilité partagée entre les différents utilisateurs de l’espace public. Mais ce message est trompeur. Une voiture de deux tonnes a plus de faculté de nuire qu’un vélo de dix kilogrammes. Le conducteur a plus de responsabilité dans le trafic. Puis le cycliste dispose d’infrastructures déficientes. Ce sont des pistes cyclables en pointillés. Elles commencent. Elles s’arrêtent. Il faut réintégrer le trafic automobile. Chercher la suite du trajet. Pour une voiture, la route continue toujours.

Sur les réseaux sociaux circule une image de chaise en fragments...

Oui. Si une chaise n’a pas tous ses éléments bien fixés, si les pieds sont fracturés, on tombe. C’est pareil pour une infrastructure cycliste. Elle ne fait de sens que si elle est ininterrompue. Une piste trouvera ses utilisateurs si elle mène d’un point A à un point B en toute sécurité. Un exemple par l’absurde : le viaduc qui mène de l’avenue de la gare à la ville haute dispose dorénavant d’une piste cyclable sur le pont plutôt bien faite. On a de belles photos de la bourgmestre pour l’inauguration. Lydie Polfer est très fière.

Mais si on continue dix mètres plus loin, devant la résidence de l’ambassadeur du Royaume-Uni, la piste cyclable s’arrête. Il y a des poteaux en plein milieu. L’espace est restreint alors qu’il y a vraiment du passage cycliste et piéton. C’est dangereux. Des signalements ont été enregistrés et les seules mesures prises sont des initiatives de rafistolage par l’ambassadeur (avec un miroir et un gyrophare pour faciliter la sortie des véhicules). Cela fait plus d’un an que cela dure.

Pourquoi tant de peine à développer les infrastructures ?

Il faut une volonté politique. Historiquement comme à Bruxelles et Paris, la voiture a pris la majorité de l’espace public. Il ne reste plus grand chose pour piétons et cyclistes. Plus on a de voitures, plus on a besoin de stationnement. Les responsables politiques communaux doivent repartager l’espace public d’une manière équitable sur tous les modes de transport.

Vous y faites référence. On peut parler de manque d’ambition de Lydie Polfer...

Ne rien faire, c’est un choix. Soyons très clairs. Les rues ne sont pas bouchonnées parce qu’on a une voie de bus de plus ou une piste cyclable à gauche. Elles sont bouchonnées parce que le nombre de voitures augmente sans cesse depuis trente ou quarante ans. On remarque que le modus operandi ne fonctionne plus. La ville est saturée de voitures. Il faut trouver des alternatives, pour le centre-ville avec des moyens de transport plus efficaces. Et je pense que prioriser les transports publics et les vélos est la voie à suivre. Cela vient. Certains partis sont plus pro-vélo que d’autres. C’est peut-être aussi une question de génération. Siggys est politiquement neutre. Le sujet des pistes cyclables est très politisé et cela devient un objet de clivage. Nous voudrions que le vélo rassemble.

Mais le vélo est un enjeu politique. On ne peut le nier...

Luxembourg est une ville internationale. La communauté des internationaux est encline à faire du vélo un moyen de transport *mainstream*, et non plus alternatif, parce que ses membres ont vécu à l’étranger et ont compris l’intérêt. On a aussi pris un virage décisif ces deux dernières années avec de plus en plus de Luxembourgeois qui se déplacent à vélo. Il y a dix ou quinze ans, le vélo était quasi exclusivement réservé à la pratique sportive. Les cycles électriques changent également la donne. Le vélo devient accessible à tout le monde. On voit des familles en vélo cargo dans le parc le matin. C’est vraiment cool.

Le manque de sécurité ralentit le recours au vélo ?

Il faut des pistes protégées. Le ministère des Transports avait fait réaliser un sondage par TNS Ilres. Des 55 pour cent des gens qui prennent les vélos, 80 pour cent sont prêts à l’utiliser chaque jour si des infrastructures sécurisées hors du trafic sont mises en place. Les infrastructures en place n’incitent pas quelqu’un qui hésiterait à se déplacer à vélo. Il doit être plus facile de prendre le vélo que la voiture pour des chemins de quelques kilomètres.

À combien de personnes estimez-vous la communauté cycliste ?

Je ne préfère pas parler de communauté cycliste. On ne parle pas de la communauté d’usagers du tram ou de la communauté des piétons. Il faut regarder le vélo comme mode de transport. Si je me déplace à pied, je suis piéton. Si je prends la voiture je suis conducteur. L’urbaniste Mikael Colville-Andersen prend toujours l’exemple de l’aspirateur. Vous l’utilisez, mais vous n’êtes pas pour autant membre de la communauté des utilisateurs d’aspirateur. Le potentiel du vélo est énorme si on le considère comme mode de transport. C’est ce qu’il se passe à Paris. Regardez les vidéos de la rue de Rivoli par rapport à ce qu’elle était voilà deux ans, c’est extraordinaire tellement de monde à vélo. Ces gens-là ne se considèrent pas comme cyclistes. Ils ont choisi le moyen de transport le plus rapide, le plus confortable, le moins cher...

Pour en revenir aux internationaux. L’ouverture du vote aux étrangers lors des prochaines communales change-t-elle quelque-chose ?

Oui. Si je regarde ce qui se passe sur Twitter, la communauté internationale s’exprime beaucoup au sujet du vélo. Or la majorité de la population de la ville est étrangère. Les étrangers ont souvent le réflexe vélo. Les gens qui viennent des grandes métropoles ne sont pas forcément habitués à avoir une voiture. Ainsi j’encourage aussi les étrangers qui vivent à s’exprimer dans les urnes et non plus à ce se considérer comme des invités. Les jeunes voient ça différemment. Ils se disent qu’ils ont la légitimité nécessaire. Puis il y a les Luxembourgeois qui ont étudié à l’étranger.



Place de l’Étoile: depuis plusieurs mois, le chantier contraint cyclistes et piétons à passer sous l’échafaudage. Quand il y a un chantier, « les perdants sont les piétons et les cyclistes », explique Siggys.

« Pour juger la sécurité d’une piste cyclable, il faut se demander si on laisserait son enfant l’utiliser. »

Siggys the Cyclist

Allez-vous donner des consignes de vote ?

C’est un des buts du compte Twitter. Si on veut un changement, il faut s’exprimer. Pour les élections communales de 2023, je compte faire l’analyse des programmes du point de vue de la mobilité et du vélo, mais aussi demander aux candidats d’exprimer leur position. J’inviterai les gens à voter pour les partis pro-vélo, c’est clair.

Des politiques vous ont-ils approché ?

Pas directement. Je me suis moi-même adressé à plusieurs politiciens, notamment à Patrick Goldschmidt et Serge Wilmes (échevins), mais les retours sont plutôt mous. On ne sent pas vraiment de volonté. L’exemple de l’avenue Marie-Thérèse est flagrant. Les cyclistes sont en danger sur cette piste où les voitures se déportent pour éviter les gens qui tournent tardivement à gauche. On a milité en 2021 pour la sécurisation de l’avenue Marie-Thérèse. La Ville a sécurisé sur cinq mètres. On s’autocongratule dans *City Mag* pour avoir mis une dizaine de plots dans un virage. C’est le rôle de Siggys de mettre à nue la propagande cycliste de la ville.

Via Report-it ?

Un ami utilisateur sur Twitter a créé l’outil report-it bot qui tweete chaque incident envoyé via le système report-it de la ville. J’ai rassemblé tout ce que les gens envoient à propos du vélo dans la capitale. On voit là le ressenti des usagers. Les gens ne se sentent pas en sécurité si la piste cyclable est peinte au sol. Ils veulent des

infrastructures séparées du trafic, voitures ou piétons. Par exemple, la piste cyclable à la gare encercler l’arrêt de bus, probablement l’arrêt le plus emprunté de la ville. S’il n’y a plus de place, évidemment les piétons cherchent un chemin et logiquement ils vont sur la piste cyclable, pas sur la route. Il faut aussi penser aux piétons. Si on a une bonne piste cyclable et un passage trop étroit pour les piétons, à la fin cela crée des tensions et des conflits. La même chose pour le marché de Noël. Une piste cyclable a été construite le long de l’avenue de la Liberté. Mais pendant les sept semaines de festivités, on enlève le trottoir et la piste cyclable devient mixte. Cette piste est la liaison principale en ville. La colonne vertébrale autour de laquelle se construit la circulation à vélo. Si l’on veut que les gens utilisent le vélo comme moyen de transport, cela doit fonctionner 365 jours par an. 24 heures sur 24. C’est une infrastructure, pas un *nice to have*. Pareil pour les chantiers. Quand la place doit être prise à quelqu’un, c’est au cycliste ou au piéton. Pour le marché de Noël, les deux voies de voitures n’ont pas été touchées. Puis il y avait aussi moyen de déplacer les cabanes d’un mètre. On voit bien que les infrastructures pour les cyclistes ne sont pas prises au sérieux.

Que préconisez-vous au fond ?

On doit relier tous les quartiers et toutes les communes avoisinantes par des liaisons directes au centre-ville, lequel serait lui-même doté d’une colonne vertébrale le long de la ligne du tram, avec une infrastructure propre. C’est-à-dire des pistes séparées du trafic et des piétons avec une largeur suffisante. Une zone 30 avec une circulation de transit ne respectant pas la limitation de vitesse n’est pas une infrastructure adaptée pour les cyclistes. Paint is not infrastructure ! Pour juger la sécurité d’une piste cyclable, il faut se demander si on laisserait son enfant l’utiliser. Dans le cas contraire, c’est que la piste n’est pas sûre. Il faut concevoir le partage de l’espace public de circulation dès l’élaboration des PAG ou des PAP. C’est loin d’être la règle. À Néi Hollerich, on prévoit cinq bandes pour les voitures mais une bande partagée pour cyclistes et piétons. Dans les quartiers existants, on ne peut pas attendre le renouvellement des routes dans cinq, six ou dix ans. Il faut prendre des mesures provisoires comme cela a été fait à Paris ou à Bruxelles avec des potelets ou des bordures pour séparer les cyclistes. Il faut faire des choix. Dans certaines rues on n’a pas toujours besoin d’un double sens. Un sens unique ne gênera pas la vie des riverains ou des piétons. Au contraire. Sur notre fil, on commence à faire des propositions d’aménagement, route par route. Puis il conviendrait de sensibiliser au confort du vélo avec des journées sans voiture. Cela existe à Bruxelles, à Paris ou même à Bogota, mais pas à Luxembourg. ●

*L’identité de Siggys est connue de la rédaction

Wie kommt Strom in viele Autos?

Peter Feist

Die Zahl der Batterieautos wächst. Die Regierung will, dass 2030 jeder zweite PKW elektrisch ist. Doch wie schafft man genug Nachlade-Möglichkeiten?



Aufbau von Schnellladesäulen auf dem Uni-Campus Kirchberg dieser Tage

Wunder dauern etwas länger: Im Sommer 2010 schätzte die damalige Regierung, 2020 könnten auf den Luxemburger Straßen 40 000 Elektroautos unterwegs sein, und sie schrieb diese Zahl als Ziel in einen Aktionsplan. So viele waren es auch Ende 2021 noch nicht, sondern ungefähr 17 600. Davon die eine Hälfte Batterieautos, die andere Plugin-Hybridfahrzeuge. Aber immerhin: Unter den im vergangenen Jahr neu zugelassenen Autos war knapp jedes elfte ein Batteriemobil. Und mit 4 649 lag ihre Zahl um 88 Prozent höher als 2020.

„Elektro kann man nicht mehr als Nische bezeichnen“, meinte denn auch Philippe Mersch, der Präsident des Autobändlerverbands Fedamo, vor zwei Wochen bei der traditionellen Pressekonferenz der Branche vor dem Autofestival. Doch schon schwebt das nächste Ziel im Raum, das noch kühner klingt als das von 2010: Bis zum Ende dieses Jahrzehnts sollen 49 Prozent des PKW-Bestands elektrisch sein. So steht es im Nationalen Energie- und Klimaplan (Pnec) der Regierung, welcher auflistet, durch welche Maßnahmen Luxemburgs Klimaschutzziel von 55 Prozent weniger Treibhausgas-Ausstoß bis 2030 erreicht werden soll. Weil, sagt Energieminister Claude Turmes (Grüne), „der Transport der wichtigste Klimakiller“ hierzulande sei, mit über 60 Prozent Beitrag zum CO₂-Aufkommen, müsse dort besonders viel unternommen werden. Allerdings: Nach heutigen Zahlen umfasst der PKW-Bestand fast 440 000 Autos. 49 Prozent davon wären 215 600. Wie ließe das sich erreichen?

Der Energieminister verweist darauf, dass mit „Transport“ nicht nur Autos gemeint sind. Der öffentliche

Verkehr werde ausgebaut, Radfahren gefördert, Car-sharing hoffentlich populärer. „Von den Autos, die dann noch bleiben, soll rund die Hälfte elektrisch sein.“

Vielleicht klappt das ja über den regulierten Markt: 2010 hatte der Elektro-Hype gerade eingesetzt. Die ersten Batterieautos wurden verkauft; vor allem kleine mit Neupreisen von dennoch weit über 30 000 Euro. Heute dagegen sind mehr als 200 unterschiedliche Modelle im Angebot, Tendenz steigend. Dafür sorgen nicht zuletzt die Vorgaben der EU: Sie zwingen die Hersteller bei Androhung von Geldbußen in Millionenhöhe, den mittleren CO₂-Ausstoß ihrer Neuwagenflotten unter einem Limit zu halten, das kontinuierlich strenger wird. 2025 wird es um weitere 16 Prozent verschärft. Im Juli vergangenen Jahres hat die EU-Kommission vorgeschlagen, es 2035 auf null zu senken. Diesel- und Benzinautos bekämen dann keine Neuzulassung mehr. Manche Städte, Paris und Amsterdam zum Beispiel, wollen Verbrennerautos schon ab 2030 aussperren. Politisch scheint der Weg Richtung Elektro vorgezeichnet und unumkehrbar. Beim Luxemburger Automobilclub, sagt ACL-Direktor Jean-Claude Juchem, werde geschätzt, dass der Neupreis für Elektroautos in fünf Jahren auf das Niveau thermischer Fahrzeuge sinken könnte.

Ob es so schnell gehen wird, ist natürlich nicht sicher. Unter anderem, weil die Verbrenner-Verbote bisher nur Ankündigungen sind. Auch der Vorschlag der EU-Kommission ist politisch noch nicht *acquis* unter den Mitgliedstaaten, die Hersteller betreiben Lobbying dagegen. Der einflussreiche Verband der deutschen Automobilindustrie zum Beispiel hält ihn für „innovationsfeindlich und nicht technologieoffen“.

Über die Autobändler, das letzte und ziemlich machtlose Glied in der Kette, über die ein Fahrzeug vom Hersteller zum Kunden gelangt, erreicht die Auseinandersetzung auch Luxemburg. Derzeit drückt sie sich in der Forderung der Fedamo aus, die 1 500 Euro Kaufprämie für Plugin-Hybridautos nicht abzuschaffen. Die Regierung will diesen Zuschuss Ende März auslaufen lassen und nur den für Batterieautos beibehalten: Es gebe „mittlerweile in allen Preiskategorien eine Vielzahl reiner

Elektroautos“, antwortete Umweltministerin Carole Dieschbourg (Grüne) am Dienstag auf eine parlamentarische Anfrage des CSV-Abgeordneten Marc Spautz. Fedamo-Präsident Mersch hielt vergangene Woche dagegen, dass ein Autofahrer hierzulande mit seinem Gefährt im Schnitt 50 Kilometer am Tag zurücklege. „Das schaffen Plugin-Hybridautos elektrisch, die Prämie für sie muss bestehen bleiben!“ Miriam Eisenmenger, Marketingchefin bei Volkswagen-Importeur Losch, findet, „die Politik soll die Elektromobilität nicht aufzwingen, sondern bestmögliche Alternativen für alle Zielgruppen unterstützen“. Für „gewisse Kundengruppen“ seien „Plugin-Hybride oder auch reine Verbrennerautos immer noch die bessere Alternative“. Gleichwohl, berichtet sie, habe der Volkswagen-Konzern in den letzten Jahren viel in die Elektrifizierung investiert und plane bis 2030 eine Verdoppelung des Anteils seiner reinen Elektromodelle in Europa auf 60 Prozent.

Der Verweis auf die „gewissen Kundengruppen“ ist nicht nur einer, den Koncessionäre machen müssen, weil es den Taktiken ihrer Hersteller-Partner entspricht, die gewohnte Märkte verteidigen. Er hat auch damit zu tun, dass die Frage, wie die elektromobile Zukunft genau beschaffen sein soll, sich umso dringender stellt, je mehr diese Zukunft politisch beschworen wird und auch forciert wird. Dass die Luxemburger Regierung mit „Elektroautos“ nur rein elektrische meint, drückt sich auch in den neuen Regeln für Dienstwagen aus: Ab 2025 soll nur für Batterieautos (und Autos mit Brennstoffzelle) das Leasing als Dienstwagen vorteilhafter sein als die private Anschaffung so eines Autos. Wie die Regierung sich das vorstellt, soll insbesondere der Dienstwagen-Markt helfen, bis 2030 die 49 Prozent Elektro-Anteil am PKW-Bestand zu erreichen. Erfahrungsgemäß wird jedes Jahr rund ein Viertel des Dienstwagenparks durch neue Autos ersetzt. Blicke es bei diesem Turnover, lasse sich der ganze PKW-Bestand tatsächlich bis Ende des Jahrzehnts drastisch elektrifizieren, so eine Modellrechnung des Mobilitätsministeriums. Energieminister Claude Turmes fügt hinzu, dass dann nach und nach auch hochwertige Elektroautos in den Secondhand-Markt gelangen würden.

Doch wenn all das geschieht, stellt sich die Frage nach den Lademöglichkeiten akuter. Bisher wird vor allem daheim nachgeladen, nur zehn bis 15 Prozent der Nachladungen erfolgen an öffentlichen Ladesäulen, weiß man beim ACL. 700 der geplanten 800 Chargy-Säulen mit je zwei Anschlüssen sind bisher installiert, informiert die Chargy-Webseite. Doch selbst zwei Mal 800 Anschlüsse sind nicht viel, und die Chargy-Säulen liefern lediglich 22 Kilowatt. Nicht jedes Auto mit Batterie kann so viel ziehen, dann dauert das Nachladen Stunden. Nächstes Jahr sollen 88 „Super-Chargys“ mit 150 bis 350 Kilowatt an Tankstellen an Autobahnen und Nationalstraßen hinzukommen. Doch sie wären vor allem für Transitreisende gedacht und Teil jener „Basis-Infrastruktur“, die bis 2025 zu schaffen eine EU-Richtlinie alle Mitgliedstaaten beauftragt.

Wie es weitergehen soll mit der Ladeinfrastruktur, sei eine Frage von kapitaler Wichtigkeit, findet ACL-Direktor Juchem. Und wahrscheinlich stellt bei sämtlichen Autobählern die potenzielle Elektro-Kundschaft ganz ähnliche Fragen wie die in den Losch-Autohäusern: „Es sind vor allem Fragen nach der Haltbarkeit einer Batterie, der Reichweite eines Batterieautos, der Ladedauer und ob es genug Strom und auch genug sauberen Strom geben werde, wenn jeder ein Elektroauto fährt“, berichtet Losch-Marketingchefin Eisenmenger. „Die Politik“, findet sie, „sollte über Informationen mehr Sicherheit geben.“ Das Bewusstsein, dass sich das Fahrverhalten ändern wird, sei bei den Leuten vorhanden. Elektrointeressierte nicht mehr nur „größtenteils Idealisten“, wie noch vor zwei oder drei Jahren. Heute geht es demnach um sehr Praktisches.

Der ACL-Direktor unterstellt der Regierung, sie habe keinen klaren Plan für die Ladeinfrastruktur. Er meint damit ihre Initiative, Betrieben die Einrichtung von Ladesäulen staatlich zu bezuschussen. Energieminister Turmes und LSAP-Wirtschaftsminister Franz Fayot haben dazu einen Gesetzentwurf eingereicht: Subventioniert werden sollen einerseits Lademöglichkeiten für wertige Elektroautos in den Secondhand-Markt gelangen würden.

„Der Strombedarf für Elektroautos ist ein Klacks im Vergleich zu dem des in Bissen geplanten Datenzentrums.“

Claude Turmes, Energieminister

auf Supermarkt-Parkplätzen etwa. Mit Zuschüssen einspringen soll der Staat auch, wenn für die Säulen ein Transformator installiert werden muss. Was immer dann nötig ist, wenn eine *borne* mehr Leistung liefern soll als Chargy-Säulen und das Mittelspannungsnetz angezapft werden muss.

Claude Turmes weist den Vorwurf, es gebe über Chargy und Super-Chargy hinaus keinen Plan für das Nachladen, zurück. Dass es zu wenig Strom geben könnte, sei unwahrscheinlich: „Der Strombedarf für Elektroautos ist ein Klacks im Vergleich zu dem des in Bissen geplanten Datenzentrums.“ Allerdings gibt es eine regelrechte Planung im Sinne des Wortes offenbar nicht. Wie Turmes die Sache sieht, könne der Staat nicht alles vorschreiben. Die Regierung schaffe den Rahmen für eine Entwicklung, dann müsse der Markt übernehmen.

Dass das klappen werde, zeichne sich ab: Obwohl die Beihilfenregeln für Betriebe noch Gesetzentwurf sind, erhalte das Energieministerium ständig Anfragen. Auch, weil größere Projekte öffentlich ausgeschrieben werden müssten. Und schon hätten drei Firmen sich darauf spezialisiert, Betriebe bei der Auswahl der Ladeinfrastruktur zu beraten. Eine noch offene Frage scheint zu sein, ob es genug Installateurbetriebe geben wird: Der Elektrikerberuf bleibe einer mit Zukunft, sagt Turmes lakonisch. Sein Ministerium sei im Gespräch mit dem Weiterbildungszentrum der Handwerkerföderation, damit Installateure, die heute noch Öl- und Gasheizungen einbauen, auf Elektro orientiert werden, und das möglichst schnell. Zumal zum Klimaschutz auch Wohnhäuser in Richtung *tout électrique* umgestellt werden sollen.

Werden Chargy, Super-Chargy und das Laden in Betrieben, neben dem zuhause ausreichend sein, wenn der Autopark massiv elektrifiziert werden soll? Wohl nicht. In welchem Umfang nicht, kann der Energieminister nicht sagen. Tankstellenbetreiber würden sicher ebenfalls mitziehen. Doch wie die Dinge derzeit liegen, wollen sie das nur in Erwartung staatlicher Subventionen: Der Verkauf von Strom erlaube lediglich eine kleine Gewinnspanne, denn in Luxemburg sei Strom sehr billig im EU-Vergleich, sagt Jean-Marc Zahlen, Energieberater bei der Fedil und Generalsekretär des Groupement pétrolier.

Doch falls das große Umsteuern an den Tankstellen, mit Ladezeiten, die dem Tanken von Benzin und Diesel vergleichbar sind, lange dauert, stellt sich die Frage, wie jemand ein Elektroauto nachladen soll, der das weder daheim kann, noch in seinem Betrieb. Damit Verbrennerverbote und steigende Preise für Benzin und Diesel kein Energie-Prekariat unter auf ihr Auto Angewiesenen schaffen – oder jene Zielgruppe „für die Verbrennerautos immer noch die bessere Alternative sind“, müssten sich vermutlich die Gemeinden an der Infrastruktur-Bewegung beteiligen und auf ihrem Territorium massiv Ladepunkte schaffen. Das Energieministerium sei mit dem Gemeindeverband Syvicol im Gespräch dazu, sagt Claude Turmes. Von einem Durchbruch kann er jedoch noch nicht berichten. ●



0 L/100KM | CO₂ : 0 G/KM

Information environnementale (A.R. 19/3/2004) : polestar.com

Donnons priorité à la sécurité.



Polestar 2
100% électrique



Réservez votre essai
chez Polestar Luxembourg
5 rue Robert Stümper

„Ich rate den Autohändlern, ihr Geschäftsmodell zu überdenken“

Interview: Luc Laboulle

Im Interview spricht der grüne Minister François Bausch über die Zukunft der Mobilität und erklärt, wie er mehr Menschen dazu bewegen will, auf den öffentlichen Transport umzusteigen



Minister
François Bausch
ist seit 2013
zuständig für
Transport und
Mobilität

Herr Bausch, wie sind Sie heute zur Arbeit gekommen?

François Bausch: Mit der Tram, wie fast immer. Im Sommer nehme ich manchmal das Fahrrad. Ich wohne in der Nähe der Stäreplatz. Von dort aus ist es nicht weit bis zum Kirchberg.

Besitzen Sie ein Auto?

Natürlich. Ich habe seit Mai ein Elektroauto. Es fährt sich fantastisch.

Und ihr Dienstwagen?

Das ist ein Plug-in-Hybrid. Während ich privat eher einen Kleinwagen fahre, ist der Dienstwagen wegen seiner sicherheitstechnischen Ausstattung eine Limousine. Ich nutze das Auto aber nur in Ausnahmefällen, für längere Strecken oder wenn ich sehr in Eile bin.

Die Luxemburger haben vor 15 Jahren ihre Liebe zu deutschen Luxusautos entdeckt. Nach VW sind BMW, Mercedes und Audi inzwischen die beliebtesten Marken. Auch die Regierungsmitglieder fahren fast ausschließlich deutsche Luxuslimousinen. Woher kommt diese Vorliebe?

Bei der Regierung ist die Erklärung ganz einfach: Der Staat bekommt extrem günstige Bedingungen bei diesen Marken. Das Preis-Leistungs-Verhältnis ist ausgesprochen gut. Für die Marken selbst ist es eine Prestigesache, wenn hochrangige Staatsvertreter mit ihren Autos fahren.

In den vergangenen Jahren ist die Zahl der Neuzulassungen mehr oder weniger kontinuierlich gestiegen und lag 2019 bei einem Rekordwert von 55 008. Nach einem Einbruch im Jahr 2020 sind die Bestellungen vergangenes Jahr wieder gestiegen, wegen der Mikrochip-Krise können viele Autos aber nicht ausgeliefert

werden. Der Trend geht also weiter in Richtung mehr Individualverkehr. Wieviele Autos kann Luxemburg noch verkraften?

Der Anstieg der Neuzulassungen ist vor allem auf das hohe Bevölkerungswachstum und die vielen Grenzpendler zurückzuführen, die einen Dienstwagen von ihrer Firma erhalten. Für die Autohändler war das bis jetzt eine paradiesische Situation. Dieser Trend hält an, die Bevölkerung wird wegen der dynamischen Wirtschaft weiter wachsen.

Als vor zwei Jahren wegen Covid-19 die Maxime „Bleif doheem“ galt, haben viele Menschen von dem Gewinn an Lebensqualität geschwärmt: kein Stau auf den Autobahnen, bessere Luftqualität, weniger Lärm. Einige Monate später hatte die Situation sich wieder weitgehend normalisiert; heute ist es, als sei nie etwas gewesen. Was ist passiert?

Ich habe nie daran geglaubt, dass das Virus die Menschen verändern würde. Es wäre das erste Mal in der Geschichte gewesen. Nach dem Ende der Spanischen Grippe wurde mehr gefeiert als je zuvor, um die trostlose Zeit zu überwinden. Das Verdrängen und Vergessen liegt in unserer Natur. Obwohl noch viele im Homeoffice sind, ist die Verkehrssituation zu den Spitzenzeiten fast wieder so wie vor der Pandemie. Ich glaube aber, dass inzwischen mehr Menschen zu Fuß gehen oder mit dem Rad fahren. Das ist das einzige, was hängen geblieben ist.

Um Lärmpegel und Luftqualität dauerhaft zu verbessern, müsste die Zahl der Autos drastisch reduziert werden. Laut Luxmobil-Studie von 2017 fuhr damals 73 Prozent der Beschäftigten mit dem Auto zur Arbeit. Laut Ihrem Programm Modu 2.0 wollen sie diesen Anteil bis 2025 auf 65 Prozent senken und den Anteil der Mitfahrer gegenüber dem der Fahrer wesentlich erhöhen. Ist dieses Ziel realistisch?

Ja. Wir sehen, dass immer mehr Menschen auf den öffentlichen Transport umsteigen, wenn die Qualität stimmt. An den Werktagen nehmen bis zu 80 000 Menschen die Tram, eine große Steigerung, die während der Pandemie stattgefunden hat, weil die Tram jetzt bis zum Hauptbahnhof fährt. Die Bahn kannte schon in den Jahren vor Corona enorme Steigerungsraten. In den vergangenen zehn Jahren hat ihre Nutzung um 85 Prozent zugenommen. Bis 2025 werden die großen Bahnprojekte wie der Ausbau der Strecke Bettendorf-Luxemburg und die Vergrößerung der Bahnhöfe fertig sein. In Luxemburg wird das gleiche wie in anderen Ballungsgebieten passieren: Wenn das Angebot stimmt, werden die Menschen sich freiwillig für den öffentlichen Transport entscheiden. Um den Anteil der Mitfahrer zu erhöhen, setzen wir auf Carpooling. Das funktioniert aber nur, wenn die Fahrgemeinschaften gegenüber anderen Verkehrsteilnehmern einen Vorteil haben. Deshalb werden wir nach dem Ausbau der A3 die dritte Spur für Busse und Carpooler frei halten. Helfen würde es auch, wenn die Betriebe Fahrgemeinschaften Gratis-Parkplätze zur Verfügung stellen.

Das Ballungsgebiet reicht von der Nordstad über die Hauptstadt bis in den Süden und vielleicht sogar noch bis nach Thionville oder Metz. Jenseits dieser Achse liegen viele ländliche Gebiete, die Sie mit dem RGTR anbinden wollen. Sie können aber nicht alle Regionen zufriedenstellend bedienen.

Mit dem RGTR können wir die Einwohner aus den ländlichen Gebieten erreichen, die zu den Spitzenzeiten in den städtischen Raum wollen, um dort zu arbeiten. Das ist die einfachere Variante. Schwieriger ist es, das Freizeit- und Kulturangebot im ländlichen Raum zu bedienen. In diesem Bereich gibt es keine Peaks, wir müssen andere Lösungen finden. Eine Möglichkeit wäre es, in Zusammenarbeit mit einem privaten Taxiunternehmen ein Rufbusssystem einzurichten. Das wäre effizienter und für die öffentliche Hand kostengünstiger, als feste RGTR-Linien ein-

Ich rate den Autohändlern, ihr Geschäftsmodell zu überdenken. Jeder ein Auto besitzt, werden wir uns immer weiter entfernen. In Zukunft werden Abonnements verkauft. Ich habe dann kein festes Auto mehr, sondern leihe mir das Modell aus, das ich gerade benötige

zusetzen, in denen bestenfalls nur zehn Fahrgäste sitzen. Im ländlichen Raum wird das Auto aber unverzichtbar bleiben, was auch kein Problem darstellt, vorausgesetzt es sind Elektroautos und sie werden nicht für sehr kurze Distanzen benutzt. Rezente Erhebungen haben ergeben, dass in Luxemburg 40 Prozent der Autofahrten Strecken unter fünf Kilometer sind. Dafür wurde das Auto aber nicht erfunden.

In einer vor zehn Jahren in der Hauptstadt durchgeführten Umfrage gaben 45 Prozent der Befragten an, sie würden ihr Auto verkaufen, wenn es Carsharing gäbe. Inzwischen gibt es mit Flex von den CFL und Carloh von der Stadt Luxemburg schon zwei Systeme. Wie häufig werden sie genutzt?

Wir haben eine Studie durchgeführt, deren Resultate im März im Rahmen eines Seminars besprochen werden sollen. Daraus geht hervor, dass ein einheitliches System wichtig ist. Wir haben schon zwei, das ist nicht optimal. Die CFL hat ihre Flex-Stationen nur

an Bahnhöfen eröffnet. Auch das ist nicht optimal. Wir brauchen mehr Stationen im urbanen und im ländlichen Raum. Werden diese und noch einige andere Voraussetzungen berücksichtigt, ist Carsharing sicherlich ein Zukunftselement.

Sollte Carsharing sich durchsetzen, wäre das für die Autohändler wohl eher eine schlechte Nachricht.

Die Autohändler werden auch weiterhin Geld verdienen, aber in Zukunft werden die Autos anders verkauft werden. Vom traditionellen Geschäftsmodell, dass jeder ein Auto besitzt, werden wir uns immer weiter entfernen. In Zukunft werden Abonnements verkauft. Ich habe dann kein festes Auto mehr, sondern leihe mir das Modell aus, das ich gerade benötige. Das Leasing ist schon ein erster Schritt in diese Richtung. Mit dem Abo bin ich viel flexibler. Wenn ich unter der Woche eine Limousine brauche, leihe ich mir sie aus. Am Wochenende muss ich vielleicht etwas Sperriges abholen, dann nehme ich mir einen Kombi. Ich bin dann zwar nicht mehr der Besitzer des Gefährts, aber ich habe Fahrzeuge in allen Größen und Formen zur Verfügung. Früher waren die Menschen autoaffin, heute sind insbesondere jüngere Menschen mobilitätsaffin. Es kommt ihnen weniger darauf an, wie sie sich bewegen, sondern sie legen mehr Wert darauf, dass das System funktioniert. Das müssen wir auch beim Carsharing berücksichtigen.

Gilt das eigene Auto nicht immer noch als Statussymbol?

Doch, aber diese Einstellung nimmt ab. Deshalb haben die klassischen Autosalons ihre Konzepte schon geändert. Die IAA, die im September in München stattfand, trägt nun den Zusatz „Mobility“. Es ist nicht mehr eine reine Autoausstellung, sondern eine Mobilitätsmesse, auf der beispielsweise auch Fahrräder präsentiert werden. Das kommt ja nicht von ungefähr, der Trend hat sich geändert, die Branche steht vor einem gewaltigen Umbruch. Deshalb rate

Emotionen aus der Batterie

Jürgen C. Braun

Der Motorsport als Paralleluniversum: Technologie-Transfer vom Verbrenner-Boliden zum Elektro-Renner

Der Motorsport ist seit seinen Anfängen im 20. Jahrhundert eine Art Technologie-Labor für die Autoindustrie. Auch heute noch. Unter Wettbewerbsbedingungen treten permanent Extremsituationen auf, oder sie werden in Trainings-Sessions simuliert, um die Belastbarkeit und Widerstandsfähigkeit der Autos zu testen. Die unter höchstem Stress für Mensch und Material gewonnenen Erkenntnisse fließen in die Serienproduktion ein. Da diese sich aber längst an der fortschreitenden Elektromobilität orientiert und nicht mehr an den jahrzehntelang gängigen Verbrennungsmotoren, gilt das inzwischen auch für den Rennsport. Im Interesse der Serienproduktion hat die Phase der Transformation auch die „Fahrerei im Kreis“, wie es der verstorbene Formel-1-Weltmeister Niki Lauda einmal formulierte, erreicht. Elektromobilität ist vielerorts nicht mehr die Ausnahme, sondern die Regel.

Dabei gibt es zwei Möglichkeiten: Entweder die großen Konzerne investieren in Serien, wie etwa die Formel E, in denen ausschließlich batteriebetriebene Fahrzeuge an den Start gehen. Oder aber sie treten mit völlig neuentwickelten elektrifizierten Modellen in bereits bestehenden, renommierten Wettbewerben gegen konventionell angetriebene Mitbewerber an. So wie das Audi beispielsweise bei der erst vor wenigen Tagen beendeten Rallye Dakar getan hat.

Dort brachten die Ingolstädter drei RS Q e-tron an den Start der über 8 000 Kilometer langen Ausdauerprüfung in der saudi-arabischen Wüste. Das sind Elektro-Buggys, die einen Vierzylinder-Benziner als Range Extender ihres Elektroantriebs benötigen, damit sie überhaupt das Ziel erreichen. Bei der Entscheidung über den Gesamtsieg spielte Audi zwar wegen eines Unfalls und Problemen bei der Navigation keine Rolle. Den machten zwei Toyotas ohne E-Antrieb unter sich aus. Die mit prominenten Fahrern aus der Marathon-Szene besetzten RS Q e-tron konnten aber immerhin Podiumsplatzierungen und Etappensiege bei den Tageswertungen für sich verbuchen.

Der Hersteller spricht demzufolge auch von „zuverlässig funktionierenden elektrischen Antriebssystemen“, von „voller Wettbewerbsfähigkeit beim Debüt“ und davon, dass die Rennerei in der Wüste künftig „die Speerspitze des werkseitigen Motorsport-Engagements“ der Marke mit den vier Ringen bilden solle. Hintergrund ist natürlich auch hier, den den markeneigenen Slogan „Vorsprung durch Technik“ bestätigen zu wollen. Denn auch bei den Serienmodellen vollzieht die Volkswagen-Tochter derzeit quer durch ihre gesamte Angebotspalette den Wandel hin zur Elektromobilität.

Zuvor hatte das Unternehmen auf einer anderen Plattform, der so genannten „Formel E“, seine ersten Schritte bei dieser neuen Form des Motorsports getan. Das Formel-E-Team Audi Sport ABT Schaeffler war sieben Jahre lang mit 15 Siegen und einer Meisterschaft erfolgreich unterwegs gewesen. Dann verkündete Audi-CEO Markus Duesmann Ende 2020, dass es nun an der Zeit sei, „den nächsten Schritt zu tun“, nachdem die Formel E „bei Audi die Phase der Transformation“ begleitet habe.

Zu ähnlichen Erkenntnissen war man bei BMW und Mercedes gelangt. Auch diese beiden deutschen Premium-Hersteller hatten im vergangenen Jahr in der Formel E den Stecker gezogen. Die Münchener erklärten, man habe „im Technologie-Labor Formel E“ genug gelernt. Die Möglichkeiten eines Technologie-Transfers seien „im Wesentlichen ausgeschöpft.“ Der Fokus solle daher in Zukunft hauptsächlich auf Entwicklung und Produktion elektrisch angetriebener Serienautos liegen.

Und Mercedes? Die Stuttgarter hängen in der Formel E noch eine Saison dran. Die dort sehr erfolgreichen Schwaben haben natürlich die Formel 1 im Blick. Die hat sich auf die Fahnen geschrieben, ab 2025 klimaneutral sein zu wollen. Basis dafür sollen synthetisch hergestellte E-fuels sein, die die mächtigen Verbrennungsmotoren antreiben. Zudem will der Besitzer der „Königsklasse des Motorsports“, das US-Unternehmen Liberty Media um den ehemaligen Formel-1-Geschäftsführer Case Charey, die Rennen bis zu diesem Zeitpunkt zu 60 Prozent elektrisch betreiben. Das bereits zur vergangenen Saison eingeführte Maximalbudget von 120 Millionen Euro pro Team und Saison sieht Liberty-Boss Greg Maffei als „historische Leistung“ im Rahmen „eines Öko-Systems, das wir gemeinsam mit den Teams bearbeiten“.

Die Entscheidung der drei deutschen Hersteller, die Formel E zu verlassen, wird bei den verbleibenden Werkteams von Porsche, DS, Jaguar, Nissan und NIO teilweise mit Unverständnis aufgenommen und auch dementsprechend kommentiert. Nirgendwo, untermauern viele Renningenieure, sei das Miteinander zwischen Rennsportentwicklung und Serienproduktion von Elektroautos so substanziell und ergebnisorientiert wie in der Formel E. Das gleiche gelte auch für die neue Tourenwagen-Serie E-TCR. Über deren Innovationskraft könne man zum gegenwärtigen Zeitpunkt genauso wenig belastbare Aussagen machen wie über die DTM Electric, die frühestens ab 2023 kommen wird. Dort sollen die Teilnehmer auf die Motorentechnologie von Schaeffler aus der Formel E setzen.

Aber nicht nur der Motorsport, sondern das gesamte System Auto steht derzeit vor der größten Herausforderung seiner Geschichte. Der Wettlauf um die zweite Erfindung des Automobils hat längst begonnen. Und mit ihm die Umgestaltung der Rennerei. Die Elektromobilität als Baustein einer nachhaltigen Klima-, Energie und Wirtschaftspolitik hat in neuen Rennserien oder durch ambivalente Starterfelder mit Elektro- und Verbrennungsantrieben in bereits bestehenden Formaten Einzug gehalten.

Auch in den vielen Rundstrecken-Formaten oder in den Rallye-Wertungsprüfungen, in denen Privatis mit viel Herzblut und limitierten finanziellen Möglichkeiten ihrem Hobby nachgehen, geht die Entwicklung hin zu mehr Nachhaltigkeit. Bestes Beispiel dafür ist das Engagement des Frontsängers der Pop-Gruppe Die fantastischen Vier, Smudo: Der 53-Jährige bestreitet auf der weltweit schwierigsten, aber auch schönsten Rennstrecke, der Nürburgring-Nordschleife, das legendäre 24-Stunden-Rennen in einem Porsche des Rennstalls Four Motors.

Das Unternehmen will mit raffinierten Hochleistungsölen, Hightech-Kraftstoffen und biologischen Anbauteilen am mehrere hundert PS starken Fahr-



Ein elektrischer RS Q e-tron von Audi vor kurzem bei der Rallye Dakar

Die Formel 1 will ab 2025 klimaneutral sein. Erreicht werden soll das mit synthetisch hergestellten E-fuels und 60 Prozent Elektro-Anteil

zeug Nachhaltigkeit und Rennsport miteinander verbinden. „Wir wollen Motorsport leben, das Adrenalin, den Wettkampf und die Action erleben, dabei aber weniger CO₂ emittieren“, erläutert der Rapper, der mit bürgerlichem Namen Bernd Michael Schmidt heißt, das Konzept von Four Motors.

Auf dem 20,832 Kilometer langen Kurs in der Eifel wird sich im Regelwerk der Serien, die dort gefahren werden, ohnehin ab der in wenigen Wochen beginnenden Saison einiges ändern. Die dort ausgetragene Nürburgring-Langstreckenmeisterschaft beinhaltet von März bis Oktober zehn Rennen über vier oder sechs Stunden. Dieses Jahr wird es zum ersten Mal eine eigene Hybridklasse geben. Als Erster hat ein BMW i8 des Teams Sorg Motorsport bereits seine Testrunden in der „Grünen Hölle“ absolviert. Ohne technische Probleme und mit Zeiten, die an die Leistungen der Top-Fahrzeuge heranreichen.

Volker Strycek, Leiter der Technikabteilung des Ausrichters, der Veranstaltergemeinschaft Langstreckenmeisterschaft Nürburgring (VLN), bestritt für Opel zahlreiche 24-Stunden-Rennen auf dem „Ring“. Er bestätigte schon im Herbst 2021: „Wir haben das erforderliche Reglement geschrieben und stimmen uns mit dem Deutschen Motorsportbund (DMSB) ab.“ Dieses Regelwerk wolle man sehr einfach halten, „damit großes Interesse besteht und sich jeder wiederfinden kann“. Die Betreiber der legendären Rennstrecke in der Eifel, die im Jahr 2027 hundert Jahre alt wird, wollen batteriebetriebenen Boliden in Zukunft in dieser Serie eine Chance und eine Heimat geben.

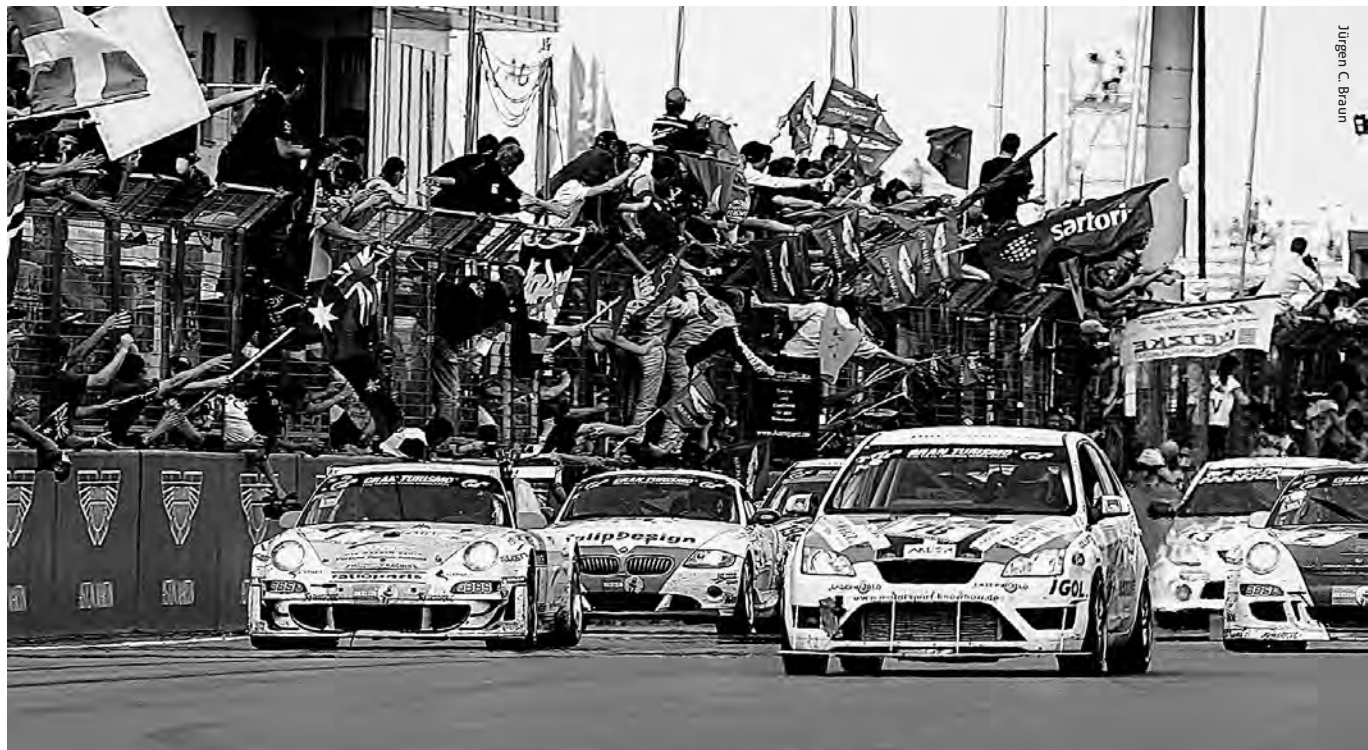
Amateuren, die ihrer Leidenschaft mit einem vergleichsweise geringen Budget und lokalen Spon-

soren „aus ihrer Nachbarschaft“ frönen, soll auch abseits fester Rennstrecken im Rallyesport der Weg in eine elektrische Zukunft geebnet werden. Der von Opel in Rüsselsheim konzipierte Corsa e-Rallye ist die Grundlage für den weltweit ersten Elektro-Markenrallye-Cup. Elektrorallyes für emissionsfreie Fahrzeuge sollen dabei eine Serie werden, die diese Art Motorsport „auf Basis des Serienfahrzeugs für alle voll alltagstauglich und erschwinglich macht“. So hatte es der damalige Opel-Chef Michael Loscheller bei der Vorstellung des Autos vor drei Jahren formuliert.

Auch der ADAC, in dessen Nachwuchsabteilungen und Förderprogrammen spätere Weltmeister wie Sebastian Vettel und Nico Rosberg ausgebildet wurden, beteiligt sich an dem Projekt. „Mit diesem Auto bringen wir erstmals Elektroantriebe in den Breitensport“, sagte Ex-ADAC-Sportpräsident Hermann Tomczyk. Tatsache ist jedoch auch, dass der 136 PS starke e-Corsa immer noch deutlich teurer als ein serienmäßiger Verbrenner-Corsa für den Rallyesport ist. Kundenteams könnten, so der Autobauer bei der Einführung vor zwei Jahren, für „deutlich unter 50 000 Euro“ ein Fahrzeug bei Opel Motorsport erwerben.

An sportlichen Angeboten seitens der Industrie in bereits bestellbaren Produkten ohne Wettbewerbscharakter fehlt es aber auch nicht. Stilistisch verlockend und betörend ausgeformte „Kracher“ wie beispielsweise der Ford Mustang Mach-E GT mit 487 PS sollen den König Kunden bei dessen geheimen Wünschen und Leidenschaften abholen. Das vollelektrische Pony-Car-SUV zeichnet den Weg vor, den der Motorsport, aber auch (sehr) sportliche Serienmodelle gehen werden oder bereits eingeschlagen haben. Und die Akustik-Designer aus dem Hause Ford wissen, woran es bei aller Nachhaltigkeit nicht fehlen darf: Auch ein E-Sportler für die hauseigene Wallbox muss Emotionen schüren und befriedigen können. Warum sonst gäbe es im Mach-E GT die unterschiedlichen Fahrmodi mit den Namen „Whisper“ (flüstern), „Engaged“ (mitreifend) oder „Unbridled“ (ungezügelt)?

Nur vernünftig und ausschließlich umweltbewusst unterwegs sein, macht auf Dauer eben auch keinen Spaß. Ein bisschen verrückt und entzückt sollte man allen öko-moralischen Feigenblättern zum Trotz schon sein dürfen. Beim Zuschauen auf der Rennstrecke und selbstverständlich auch beim Ausleben auf der Landstraße in der eigenen „Öko-Flunder“. ●



Zieleinfahrt bei einem Rennen auf dem Nürburgring

It's all about you. Let's stay connected.

AUTO FESTIVAL
2022
14. NOV. - 17. NOV.

porsche.lu